



Titre du Programme :

Planification Nationale de l’Affectation des Terres et Surveillance Forestière pour promouvoir des stratégies de développement durable pour le Gabon.

RAPPORT D’EXECUTION TECHNIQUE 2021



Libreville, Janvier 2022

SOMMAIRE

Liste des abréviations et acronymes

ADD	Autorité du développement durable
AFD	Agence française de développement
AGEOS	Agence gabonaise d'études et d'observation spatiale
ANPN	Agence national des parcs nationaux
ATIBT	Association technique internationale des bois tropicaux
CAFI	Initiative pour les forêts d'Afrique centrale [Central African Forest Initiative]
CDN	Contribution déterminée au niveau national
CCNUCC	Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques
CENAREST	Centre national de la recherche scientifique et technologique
CIN	Cadre d'investissement national
CLIP	Consentement libre, informé et préalable
CNC	Conseil national climat
CPDN	Contribution prévue déterminée au niveau national
COFIL	Comité de pilotage
DG	Directeur général / Direction générale
DGF	Direction générale des forêts
EIDD	Etude d'impact du développement durable
EIES	Etude d'impact environnemental et social
FLEGT	Applications des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux [Forest Law Enforcement, Governance and Trade]
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
Ha	Hectare
HNG	Herbarium national du Gabon
HSC	Hauts stocks de carbone
HVC	Haute valeur de conservation
INC	Institut national de cartographie
IRN	Inventaire des ressources naturelles
LiDAR	Détection et localisation par laser [Laser Detection and Ranging]
M€	Millions d'euros
MUS\$	Millions de dollars américains
MAE	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
MEPPDD	Ministère de l'économie et de la Relance
MEFMEPCPAT	Ministère des eaux et forêt, de la mer, de l'environnement, chargé du Plan climat et du plan d'affectation des terres
ONG	Organisations non-gouvernementales
OS	Objectif spécifique
PNAT	Plan national d'affectation des terres
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le développement
SIRS	Société française spécialisée dans les systèmes d'information à référence spatiale
SNORNF	Système national d'observation des ressources naturelles et des forêts
UGP	Unité de gestion du programme
US\$	Dollar américain
UTCF	Utilisation des terres, changement d'utilisation des terres et forêt

1. DONNEES CLES DU PROGRAMME

Titre du Programme & Référence	Planification Nationale de l'Affectation des Terres et Surveillance Forestière pour promouvoir des stratégies de Développement Durable pour le Gabon.
Numéro de référence du Programme/MPTF	
Localité, Secteur/Thème(s) du Programme	Echelle nationale, environnement et développement durable (PNAT/SNORNF)
Partenaires de mise en œuvre	Conseil National Climat (CNC), Agence Gabonaise d'Etudes et d'Observation Spatiale (AGEOS), Agence Nationale des Parc Nationaux (ANPN)
Organisations participantes	Ministère de l'Economie et de la Relance (MER), Conseil National Climat (CNC), Agence Gabonaise d'Etudes et d'Observation Spatiale (AGEOS), Agence Nationale des Parc Nationaux (ANPN), Agence Française de Développement (AFD)
Budget du Programme (USD)	18.428.689 US\$ sur 5 ans. 1e tranche (garantie) : 9,400,000, 2e tranche (conditionnelle) : 9,028,689
Durée totale programme (mois):	60 mois
Dates d'examen & d'approbation du programme par le Conseil d'administration de CAFI (dd.mm.yyyy):	Soumission au Secrétariat Exécutif : 02/02/2018 Examen Indépendante : février-mai 2018 Approbation : Mars 2018
Date de transfert de fonds par MPTF (dd.mm.yyyy):	
Date de lancement officiel/Démarrage effectif (dd.mm.yyyy):	13 mars 2019
Date de clôture originale (dd.mm.yyyy)	31 décembre 2024
Date de clôture actuelle (dd.mm.yyyy)	
Décassements au 31/12/2021	
Dépenses globales (USD) au 31/12/2021	
Taux de consommation de la 1 ^{ère} tranche	
Date d'évaluation à mi-parcours le cas échéant	
Contact (Nom, titre, organisation participante et adresse mail) :	Tanguy GAHOUMA BEKALE, Secrétaire Permanent du Conseil National Climat, B.P. 546 Libreville-Gabon, Email: secretariatconseilclimat@gmail.com

2. RESUME EXECUTIF

Les activités du programme PNAT-SNORNF ont démarré le 13 mars 2019 avec l'organisation au CNC d'une réunion de cadrage, réunissant les principaux membres du Comité de pilotage, sanctionnée par un procès-verbal qui fixait notamment l'agenda de travail de l'Unité de Gestion du Programme (UGP) jusqu'à la tenue du premier Comité de pilotage (COPIL1).

Le COPIL1, tenu à Libreville (au Conseil National Climat) le mardi 02 juillet 2019 avait pour objectif d'évaluer le niveau de réalisation des points inscrits dans l'agenda de travail de l'UGP édicté par la réunion de démarrage du 13 mars 2019.

Au 31 décembre 2019, après dix (10) mois de mise en œuvre du programme, on peut conclure que si l'UGP est opérationnelle et a pu fonctionner relativement normalement, l'avancement des activités dans les agences d'exécution est, quant à elle, plus contrastée et un retard général et conséquent dans la mise en œuvre effective des activités est constaté.

- UGP : Opérationnelle et en activité depuis mars 2019.

En dehors du recrutement du chauffeur dont l'attente est consécutive à l'acquisition des véhicules, l'UGP a complété son recrutement. L'UGP a aussi contracté l'Assistance Technique Internationale qui est en place depuis octobre 2019.

L'UGP a bouclé toutes ses acquisitions en matériels et équipements prévus (local à usage de bureau, matériels informatiques, mobiliers de bureau, système comptable TOMPRO, internet, etc.).

Les activités de coordination et de suivi des procédures tant en interne avec les agences d'exécution qu'en externe avec le bailleur sont réalisées normalement. Seule l'organisation de l'atelier de lancement du programme, prévue sur l'année 1 n'a pas pu être réalisée pour des contraintes programmatiques et financières.

Il est cependant nécessaire d'indiquer deux éléments problématiques impactant grandement la mise en œuvre des activités :

- Les méthodes de fonctionnement et de gestion financière de l'ANPN et les difficultés de collaboration entre l'ANPN et l'UGP qui constituent un risque potentiel au regard du nécessaire respect strict des procédures ;
 - La fluidité des procédures d'ANO et des circuits bancaires qui gagneraient à être amélioré pour accélérer la mise à disposition des moyens nécessaires au démarrage des activités par les agences.
- CNC : Retard important, recrutements en cours

Au 31 décembre 2019, les activités n'ont pas démarré, les recrutements bien qu'en cours n'étaient pas encore effectif et le budget alloué n'a pas été engagé (0,15% dépensés en frais bancaires).

- AGEOS : Personnel en grande partie opérationnel, acquisitions en cours, retard dans le démarrage des activités

La grande majorité du personnel a déjà été recruté mais les activités n'ont pu réellement commencer car les acquisitions des moyens nécessaires à la réalisation des activités du programme ont pris du retard. 72% du budget alloué a été consommé à la seule fin de rémunérer des agents recrutés

- ANPN : une activité ponctuelle réalisée, mais de façon générale un retard très important

Sur instruction express du COPIL, une activité de recomptage liée à l'IRN a pu être réalisée et le budget alloué à cet effet a été consommé à 100%.

Pour autant, les actions préparatoires (élaboration et signature de conventions de partenariats, recrutements et acquisitions) nécessaires au démarrage des deux activités majeures du Programme (cartographie villageoise participative et IRN) ont pris beaucoup de retard. De plus, les difficultés de collaboration entre l'ANPN et l'UGP notamment sur les aspects administratifs et financiers constituent un risque supplémentaire de glissement.

S'agissant de la mise en œuvre des activités 2020, elle peut se résumer par trimestre.

Le premier trimestre 2020 (Janvier, Février et Mars) a été marqué par (1) la poursuite du processus de recrutement du personnel et des acquisitions des équipements de l'UGP et des entités, (2) la finalisation du rapport annuel d'activités 2019, (3) la finalisation du PTBA 2020 global et par entité, (4) la préparation des activités du PNAT et du SNORNF et (5) la réalisation de l'audit comptable et financier du programme.

Pour le deuxième trimestre 2020 (Avril, Mai et Juin), les activités du programme se sont focalisées sur la finalisation des documents techniques (notes explicatives et fiches techniques, TDRs et fiches de postes, chronogrammes d'activités et budgets afférents, contrats et conventions, etc.), des recrutements du personnel et des acquisitions des équipements ainsi que l'organisation de la première phase du COPIL2.

Le troisième trimestre 2020 (Juillet, Août et Septembre) a été marqué par l'organisation d'un COPIL extraordinaire qui a vu la validation des documents de travail (PTBA 2020, budget 2020) pour les six (6) prochains mois (Juillet-Décembre 2020). Ce trimestre a également été mis à profit pour finaliser plusieurs acquisitions (matériel informatique, drones, etc.) du CNC et de l'AGEOS. En prélude au lancement des activités de terrain (IRN, cartographie participative, missions d'information et de consultation et l'emprise spatiale des villages par drones), les notes techniques et explicatives ainsi que les budgets associés ont été élaborés et validés.

Enfin, le quatrième trimestre 2020 (Octobre, Novembre et Décembre) a été ponctué par (1) la poursuite des processus de recrutements du personnel et des acquisitions des équipements au sein de l'UGP et des entités d'exécution, (2) l'organisation par l'AGEOS, dans l'amphithéâtre du Ministère en charge des Forêts, du Plan Climat et du PNAT, d'un atelier national d'harmonisation de la méthodologie de collecte et d'échange de données du 07 au 09 octobre 2020, (3) l'organisation des missions de terrain pour l'ANPN (sur la mise en place des parcelles permanentes dans la Nyanga, du 1er Novembre au 19 Décembre 2020), le CNC (communication et consultation dans le Woleu-Ntem, du 15 au 24 Décembre 2020) et l'AGEOS

(collecte des données pour la réalisation du masque forestier du 22 au 31 Octobre 2020 dans les provinces de l'Estuaire, du Moyen-Ogooué, de la Ngounié et de la Nyanga), (4) le démarrage des activités de réalisation d'une étude de préfiguration par la consultante, en prélude à l'organisation de l'atelier méthodologique de la cartographie participative et (5) l'élaboration et la finalisation du PTBA 2021, ainsi que des notes techniques afférentes.

Au cours de l'année 2021, les activités du programme CAFI ont globalement pris du retard. Ce retard est dû aux difficultés financières rencontrées par le Programme, issues du non approvisionnement de la caisse d'avance, entraînant plusieurs mois d'arriérés de salaires et la suspension des activités de l'Unité de Gestion du Programme (UGP) jusqu'en Octobre 2021. Cette situation a eu pour effet, un ralentissement des activités programmées et validées par le troisième Comité de Pilotage (COPIL3) en Mai 2021, et des retards supplémentaires dans le processus de mise en œuvre des activités jusqu'en Décembre 2021.

De façon spécifique, les activités du programme, au cours des quatre (4) trimestres 2021, ont permis de noter certaines avancées opérationnelles en fin d'année.

Le premier trimestre 2021 (Janvier, Février et Mars) a été marqué par la finalisation du rapport annuel d'activités 2020, l'élaboration du PTBA 2021 global et par entité, l'organisation de la micro-évaluation indépendante des activités de l'UGP et la cessation des activités du Coordonnateur de l'UGP le 31 Mars 2021.

A partir du mois d'Avril 2021, l'intérim de l'UGP était assuré par le Responsable Suivi-évaluation. Au cours de ce trimestre (Avril, Mai et Juin), toutes les notes techniques des entités, le PTBA 2021 et les plans de trésorière des entités ont été finalisés, revus et validés avec l'AFD. De même, le COPIL3 a été organisé le 26 Mai 2021 avec pour décision la validation du PTBA2021 y compris toutes les notes techniques et plans de trésorerie planifiés jusqu'en Décembre 2021.

Avec la suspension des activités de l'UGP, à compter du 1^{er} juillet 2021, jusqu'au prochaine approvisionnement du Programme par l'AFD et malgré la poursuite des activités par les agences d'exécution (CNC, AGEOS, ANPN), le troisième trimestre 2021 (Juillet, Août et Septembre) a été une période de passage à vide.

Enfin, le quatrième trimestre 2021 (Octobre, Novembre et Décembre) a été ponctué par la reprise des activités de l'UGP (25 octobre 2021), la prise de fonction de la nouvelle Coordinatrice de l'UGP, le recrutement du nouveau RAF et de la Secrétaire. Les activités de mise en œuvre ont démarré par l'élaboration des plans d'actions bimensuelles des agents de l'UGP et des entités, l'élaboration du PTBA2022 et l'actualisation des notes techniques et des plans de trésorerie des entités à soumettre au COPIL de Janvier 2022.

La reprise des activités a également coïncidé avec la livraison des 6 véhicules au programme dont 2 véhicules SUV pour l'UGP, 2 véhicules SUV pour le CNC et 2 véhicules 4X4 wagon pour l'AGEOS.

Les deux derniers mois (novembre-décembre 2021) ont également été marqués par la réalisation des missions de terrain notamment le suivi-évaluation des activités dans les 5 départements de la province du Woleu-Ntem, l'inventaire des ressources naturelles, la cartographie pilote dans 22 villages sur l'axe routier Ntoun-Kango, la communication et consultations dans la province de l'Ogooué-Lolo et le suivi de l'emprise spatiale des villages

par drone dans 27 villages de la province de l'Estuaire et la collecte des données pour la réalisation du masque forestier dans les provinces du Woleu-Ntem, l'Ogooué-Ivindo et le Haut-Ogooué.

S'agissant de l'évolution des jalons de la lettre d'intention signés entre le Gabon et CAFI, il faut noter qu'au 31 décembre 2020, au terme de la revue des jalons, il ressortait que sur les 10 jalons prévus pour être atteints au plus tard le 31 décembre 2020, 5 ont été considérés comme atteints soit un taux de réalisation de 50%. De même, à la revue du 31 décembre 2021, 3 Jalons supplémentaire ont été considérés comme atteints ce qui donne un total de 8 jalons atteints depuis le lancement des activités du Programme.

3. BREVE PRESENTATION DU PROGRAMME

Le Programme « Planification nationale de l'affectation des terres et surveillance forestière pour promouvoir des stratégies de développement durable pour le Gabon » est porté par le Gouvernement gabonais dans le cadre de sa participation à l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale (CAFI).

A cet effet, une lettre d'intention qui établit un partenariat pour la mise en œuvre d'un cadre d'investissement national (CIN), qui repose d'une part, sur l'atteinte de jalons liés aux engagements climatiques du Gabon et d'autre part, sur la mise en place d'un Plan National d'Affectation des Terres (PNAT) et d'un Système National de suivi et d'Observations des Ressources Naturelles et Forestières (SNORNF), a été signé entre les deux parties le 27 juin 2017.

Le Programme PNAT-SNORNF, dont les activités ont démarré le 13 mars 2019 pour une durée de cinq (5) ans, bénéficie de l'appui financier de CAFI pour un montant de 18,4 M\$US et de la participation de l'Agence Française de Développement (AFD) en tant que Partenaire d'Exécution.

3.1. Objectif général

L'objectif général du Programme est d'améliorer l'affectation du territoire et le suivi de l'UTCF au Gabon pour réduire et minimiser la déforestation et la dégradation forestière tout en optimisant les co-bénéfices de développement. Les activités du Programme visent à élaborer, adopter et mettre en œuvre un Plan national d'affectation des terres (PNAT) et un Système national d'observation des ressources naturelles et des forêts (SNORNF) qui contribueront à la réduction des émissions de GES du secteur UTCF au Gabon.

Les activités sont mises en œuvre par le Conseil national climat (CNC), l'Agence Gabonaise d'Etudes et d'Observation Spatiale (AGEOS) et l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN).

3.2. Objectifs spécifiques et résultats attendus du Programme

Le Programme PNAT-SNORNF vise deux objectifs spécifiques (OS) à savoir :

OS1 - Elaboration, adoption et mise en œuvre d'un PNAT

Le PNAT doit permettre d'allouer de manière optimale les zones aux différents usages, en excluant autant que possible les forêts primaires, à HVC et à HSC. Il permettra d'atténuer de façon directe et indirecte les moteurs de la déforestation présente et future, en planifiant et orientant l'expansion des activités agricoles, l'exploitation forestière, le développement des infrastructures et des activités minières.

La réalisation du PNAT au Gabon s'inscrit dans une approche transversale d'aménagement du territoire clairement identifiée dans la stratégie de développement du Gabon portée à un niveau politique le plus élevé à savoir le Président de la République. Il se fonde sur un diagnostic technique, juridique et administratif réalisé avec l'ensemble des administrations, la société civile, le secteur privé, sur la situation des terres affectées au Gabon. Ce diagnostic a établi, sur la base des documents disponibles et des données des administrations, la situation des terres affectées au Gabon et mis en évidence des chevauchements et des incompatibilités d'affectation et certains conflits d'affectation. In fine, le PNAT VO suggère d'aller plus loin en réalisant un PNAT basé notamment sur la collecte des données de terrain afin d'optimiser le processus d'affectation des terres au Gabon.

C'est fort de ce diagnostic que le Président de la République a instruit le Gouvernement de réaliser un nouveau plan d'affectation des terres :

- Qui vise à minimiser les risques de conflits entre les usages incompatibles des terres et des ressources afin que les opportunités et les synergies soient optimisées en termes de :
 - Diversification des usages compatibles ;
 - De promotion des activités mutuellement avantageuses ;
 - D'atténuation du gaspillage de ressources ;
 - Et de réduction des émissions de gaz à effet de serre et autres nuisances environnementales.
- Qui s'appuie sur une large concertation préalable de toutes les parties prenantes, pour construire un mécanisme intersectoriel de coordination et de prise des nouvelles décisions d'affectation, qui sera doté d'un pouvoir d'arbitrage et de résolution des conflits
- Et qui intégré de façon équilibrée les préoccupations de toutes les parties concernées, des ministères sectoriels aux collectivités et aux populations locales, en passant par le secteur privé et la société civile.

C'est dans ce cadre que le Gouvernement a mis en place une Commission Interministérielle chargée de la réalisation du PNAT (CNAT) qui regroupe l'ensemble des administrations sectorielles (mines, forêt, pétrole, agriculture, économie et investissement, collectivités locales, à un niveau élevé de représentation (Secrétaires Généraux ou Directeurs Généraux d'Administrations). Ce choix du niveau de représentation au sein de la Commission vise à :

- Permettre à tous les secteurs concernés par le processus d'affectation des terres de contribuer à cet exercice de planification ;
- Répercuter et traduire auprès des secteurs les adaptations nécessaires pour la prise en compte du PNAT dans leur cadre administratif, programmatique, réglementaire et politique ;
- Assurer une planification intégrée de l'aménagement du territoire dans le cadre de l'optimisation de l'utilisation des terres.

La CNAT a mis en place 4 sous commissions alignées aux axes du Programme afin d'assurer une meilleure cohérence entre les activités du Programme et celles de la CNAT :

Une sous-commission juridique dont les termes de références portent notamment sur :

- La réalisation des textes juridiques qui vont permettre de traduire le PNAT en loi, décrets, arrêtés, etc. et sur les adaptations juridiques, administratives et institutionnelles sectorielles ou transversales nécessaires à une prise en compte du PNAT ;
- La veille juridique qui doit permettre tout au long du processus de réalisation du programme de prendre en compte le PNAT dans les lois et décrets existants y compris ceux en cours d'élaboration par le gouvernement ;
- La mise en place d'un mécanisme de réception des plaintes et de résolution de conflits d'affectation des terres au niveau national et local.

Une sous-commission technique dont le mandat porte sur :

- La collecte des données techniques et de terrain nécessaires à l'élaboration du PNAT ;
- La mise à disposition de la Commission des supports techniques et scientifiques utiles à l'arbitrage des conflits d'affectation des terres ;
- L'émission des avis techniques sur les demandes d'affectation des terres en cours
- La coordination de la cartographie participative ;
- De collecter les besoins des administrations, du secteur privé, des collectivités locales et des populations en matière de terres ;
- De collecter et centraliser l'ensemble des informations relatives aux affectations des terres sur le territoire national ;
- De proposer des scénarios d'affectation des terres.

Une sous-commission communication qui doit :

- Assurer la communication et les relations publique de la CNAT
- D'élaborer le plan de communication de la Commission ;
- De vulgariser les travaux de la Commission au niveau national, local et internationale ;
- De développer un site web ;
- De faciliter des consultations avec les autorités et les populations locales.

Une sous-commission budget qui :

- Réfléchir sur un mécanisme permettant d'assurer l'autonomisation et l'indépendance financière du système d'affectation ;
- Élaborer un état de besoin complémentaire de la Commission ;
- Proposer une inscription budgétaire annuelle dans la loi de finances de la CNAT et qui viendrait en complément du financement du CAFI.

Le programme va produire les données techniques, scientifiques, sociales, économiques, environnementales et juridiques nécessaires aux travaux de la CNAT qui a la charge de la réalisation du PNAT. Afin de permettre au programme de bénéficier des expériences pertinentes tant régionales qu'internationales, le programme sollicitera, dans le cadre des ateliers méthodologiques et des assistances techniques ponctuelles, les meilleurs experts et consultants dotés d'une expérience sur les problématiques liées à l'affectation des terres. Les ateliers et assistances techniques permettront de présenter, d'analyser et de valoriser si possible d'autres expériences pertinentes d'aménagement du territoire en Afrique et ailleurs, notamment concernant la planification optimale de projets transfrontaliers et infrastructurels. Si la planification du développement intégré ne constitue pas une priorité à ce stade, cette dernière pourra être considérée et étudiée en fonction des opportunités et de leur pertinence durant l'exécution du programme.

Le PNAT permettra par ailleurs de clarifier les droits fonciers, grâce à l'exercice de cartographie des terroirs villageois qui sera conduit sur l'ensemble du territoire. Au terme du programme, une Loi qui consacrera la mise en œuvre du PNAT en République Gabonaise et intégrant une révision quinquennale sera proposée au Parlement par le gouvernement à travers la CNAT. Les orientations et dispositions spécifiques du PNAT seront appliquées sur l'ensemble du territoire suite au vote d'une Loi au parlement et à la réalisation de ses textes d'application par le gouvernement. La révision du PNAT sera réalisée par le parlement à l'initiative du gouvernement à travers la CNAT.

L'ensemble des Ministères auront été associés au processus d'élaboration du PNAT à travers la CNAT. Ceci facilitera la prise en compte et la mise en cohérence des données relatives à tous les secteurs concernés par l'affectation des terres. Par la suite, les plans sectoriels (forêt, agriculture, mines, infrastructures, etc.) devront donc être pleinement compatibles avec le PNAT et feront, en cas de nécessité, l'objet de révisions et/ou mises à jour. Les dispositions d'application et d'articulation au niveau sous-national ainsi que les responsabilités institutionnelles seront précisées par la CNAT au cours du programme et formalisées dans le PNAT final et la Loi correspondante.

Concernant spécifiquement les deux moteurs directs principaux de déforestation et de dégradation :

- Exploitation forestière : le Gabon envisage une réduction des permis forestiers, de 17M ha à 13M ha. Le PNAT fixera clairement les limites des aires dédiées à l'exploitation forestière et résoudra les éventuels conflits d'affectation des terres. La clarté apportée par le PNAT au niveau national contribuera notamment à consolider le processus FLEGT, les initiatives de foresterie communautaire et à soutenir plus généralement la gestion forestière durable ;
- Expansion des activités agricoles : le PNAT est critique à la maîtrise des émissions de GES du secteur de l'utilisation des terres, changement d'utilisation des terres et forêt. Sur la base des données collectées, des décisions nationales pourront être prises concernant la définition d'un seuil d'émissions de GES au-delà duquel certaines terres forestières ne pourront être affectées à une activité agricole. Elles permettront ainsi d'orienter le développement agricole vers des sites adaptés à la production, tout en minimisant la conversion de forêts et donc les émissions de GES du secteur agricole. Les travaux relatifs aux HVC et HSC seront conduits sur la base des travaux en cours menés par l'ANPN et le MAE, dans le cadre de la politique relative à la gestion des impacts environnementaux et sociaux de la production d'huile de palme.

OS2 - Elaboration et mise en œuvre d'un SNORNF

Le SNORNF permettra de suivre l'évolution du couvert forestier national quasiment en temps réel et de détecter les événements de déforestation. L'AGEOS sera ainsi en mesure de mettre en place un système d'alerte de déforestation, permettant notamment d'informer rapidement les services en charge du contrôle et de la police forestière, à savoir l'ANPN et la Direction générale des forêts (DGF). Le SNORNF visera également à cartographier l'emprise territoriale des villages du Gabon à l'aide de l'imagerie satellitaire et de drones, ce qui contribuera au suivi de l'UTCF liés aux activités des populations rurales.

Sur le terrain, la mise en place au niveau national d'un IRN permettra de collecter des données sur la biomasse et le carbone des forêts ainsi que sur la biodiversité. Ces données contribueront notamment à préciser la carte nationale des HVC et HSC au Gabon. Le SNORNF utilisera la combinaison des données de télédétection et des données terrain de l'IRN pour préciser les estimations des stocks et flux de carbone du secteur UTCF.

Le SNORNF permettra donc à la fois d'améliorer les connaissances en matière de carbone forestier (stocks et flux) et de biodiversité, mais également de surveiller l'UTCF et en particulier les activités forestières, minières, agro-industrielles et d'infrastructures pouvant générer de la déforestation et de la dégradation forestière.

Les objectifs spécifiques du Programme sont alignés avec les objectifs généraux et spécifiques de la Lettre d'intention signée entre le Gabon et CAFI. Ainsi, le Programme contribuera à l'atteinte des Jalons de la Lettre d'intention, en particulier ceux liés à l'affectation du territoire et à la surveillance des forêts (Cf. Section 5. Infra).

Les stratégies d'interventions adoptées et qui seront mises en œuvre dans le cadre du Programme permettront d'obtenir deux résultats principaux : R1 - Le PNAT est achevé, adopté et mis en œuvre pour une planification optimale de l'affectation des terres ; R2 - Le SNORNF est opérationnel et permet un suivi efficace de l'UTCF. Le détail des activités prévues pour l'atteinte de ces résultats sont présentés ci-dessous.

3.3. Contexte du rapport

La coordination des activités du Programme est assurée par l'Unité de Gestion du Programme (UGP) pendant toute la durée du Programme. Elle est notamment chargée de la bonne coordination de la mise en œuvre du programme. Elle s'appuie principalement sur les trois agences d'exécution des activités (AGEOS, ANPN et CNC) à travers les deux référents (ANPN et CNC-AGEOS) qui servent de courroie de transmission.

La mise en œuvre quotidienne des activités du Programme CAFI nécessite le respect des procédures organisationnelles, administratives, techniques et financières, pour répondre au Manuel de procédures du Programme, et optimiser la conduite des tâches nécessaires à la bonne atteinte des résultats.

Le Programme PNAT-SNORNF est complexe, tant dans sa conception que dans sa mise en œuvre technique et financière (procédures administratives, financières, passation des marchés et suivi-évaluation). La mise en œuvre opérationnelle des activités phares du programme telles que la cartographie participative, la communication et consultations des parties prenantes au niveau national, provincial et départemental, le suivi satellitaire de l'emprise spatiale des villages par drone et l'inventaire des ressources naturelles, entre autres, ont pris du retard.

L'année 2021 a été essentiellement marquée par la poursuite du processus recrutement du personnel et des acquisitions du matériel et des équipements de l'UGP et des entités d'exécution, l'organisation du deuxième audit comptable et financier, la suspension des activités de l'UGP et de l'organisation des missions de terrain pour l'UGP (suivi-évaluation), le CNC (communication et consultations), l'AGEOS (suivi satellitaire de l'emprise spatiale des villages par drone et collecte des données pour la réalisation du masque forestier) et l'ANPN (inventaire des ressources naturelles sur le terrain et la cartographie pilote sur 21 villages).

L'élaboration du présent rapport annuel d'activités 2021 vise à rendre compte, au MOD et aux membres du COPIL, des activités mises en œuvre au sein du programme CAFI entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2021.

4. ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES PREVUES DANS LE PTBA POUR LA PERIODE DE RAPPORTAGE

4.1. Activités menées sur le résultat 1 : PNAT

L'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre du PNAT suppose d'engager une série d'activités au niveau stratégique, juridique et technique dans le cadre d'un processus transparent et participatif.

Les activités permettant d'atteindre le résultat escompté comprennent notamment un renforcement des capacités opérationnelles des acteurs impliqués, des études techniques, scientifiques et juridiques, un processus de cartographie des villages du Gabon, des travaux liés au HVC et HSC, des consultations des parties prenantes à différentes échelles, des concertations interministérielles, et enfin des prises de décisions politiques.

Associées dans le cadre d'un processus cohérent, les activités envisagées doivent permettre d'optimiser la planification de l'affectation des terres pour soutenir les objectifs de développement durable du pays tout en répondant aux engagements pris dans le cadre de la Lettre d'intention signée entre le Gabon et CAFI.

Les entités impliquées dans la mise en œuvre des activités décrites ci-dessous sont le CNC, l'AGEOS et l'ANPN. Ces dernières travailleront en lien direct avec la CNAT qui est juridiquement en charge de l'élaboration du PNAT.

Pour atteindre cet objectif, les activités suivantes devront être mises en œuvre :

- **Activité 1.1. Appui opérationnel à la CNAT et à ses sous-commissions :**
 - Recrutement d'un cabinet juridique en appui à la sous-commission juridique de la CNAT
 - Appui aux activités des sous-commission de la CNAT ;
 - Engagement d'un référent technique national en planification de l'utilisation des terres de A1 à A5 ;
 - Engagement de 2 référents nationaux en communication et consultations de A1 à A5 ;
 - Engagement de 2 chauffeurs de A1 à A5 ;
 - Acquisition de matériel informatique ; Achat de véhicules, entretien, carburant, assurance.
- **Activité 1.2. Résoudre les conflits d'affectation des terres et valider le PNAT V1 :**
 - Résolution des conflits d'affectation des terres ;
 - Atelier national de validation des résolutions de conflit et du PNAT V1.
- **Activité 1.3. Établir une Unité de cartographie et de gestion des données au sein de l'AGEOS :**
 - Bonification pour un Ingénieur AGEOS en supervision de l'Unité de A1 à A5 ;
 - Engagement d'un gestionnaire de la base de données du PNAT de A1 à A5 ;
 - Engagement de deux techniciens SIG de A1 à A5 ;
 - Acquisition et renouvellement de matériel informatique ;
 - Installation de la base de données ;
 - Renforcement de capacités du personnel de l'unité de cartographie et de gestion de données.
- **Activité 1.4. Communication et consultations au niveau national, provincial et départemental :**
 - Définir le Plan de consultations et de communication pour l'ensemble du processus d'élaboration et de validation du PNAT ;
 - Communication et consultations des parties prenantes au niveau national, provincial et départemental ;
 - Produits de communications ;
 - Réunions et ateliers : réunions nationales annuelles de A1 à A5 ;
 - Réunions et ateliers : réunions départementales en A1, A3 et A5 ;
 - Réunions et ateliers : réunions provinciales annuelles de A1 à A5.
- **Activité 1.5. Cartographie villageoise participative de l'utilisation des terres et des régimes fonciers ruraux :**
 - Réalisation d'une étude de préfiguration et organisation d'un atelier méthodologique sur la cartographie villageoise participative ;
 - Réalisation des cartes villageoises participatives sur le territoire gabonais de A1 à A4.

- Activité 1.6. Étude et cartographie des potentialités de développement des principaux secteurs impliqués dans l'UTCF :
 - Cartographie du potentiel agricole des terres ;
 - Cartographie des gisements d'hydrocarbures et de minéraux et potentiel de développement ;
 - Analyse économique de l'extraction durable des ressources naturelles forestières.
- Activité 1.7. Modélisation des impacts des changements climatiques et établissement d'un réseau de stations mixtes météorologiques et hydrographiques :
 - Modélisation des impacts du changement climatique sur l'utilisation des terres ;
 - Établissement d'un réseau de stations nationales de surveillance météorologiques et hydrologique.
- Activité 1.8. Élaboration de définitions et de directives nationales relatives aux zones à Haute valeur de conservation (HVC) et à hauts stocks de carbone (HSC) :
 - Atelier de standardisation des méthodologies HCS ;
 - Relevés botaniques par l'Herbarium national pour affiner l'analyse des HVC "habitats rares" ;
 - Élaboration d'un rapport d'analyse et de cartes relatifs aux HVC-HSC au Gabon.
- Activité 1.9. Appui à l'analyse et à la décision pour l'élaboration du PNAT V2 :
 - Engagement d'un consultant international pour faciliter les exercices de modélisation d'optimisation et de prise de décisions.
- Activité 1.10. Évaluation d'impact du développement durable :
 - Élaboration d'une méthodologie et de lignes directrices pour la réalisation d'une étude d'impact du Développement Durable ;
 - Conduite de l'étude d'impact de développement durable.

4.2. Activités menées sur le résultat 2 : SNORNF

L'autre objectif du programme est d'établir un SNORNF pleinement opérationnel conforme aux directives du GIEC et de la CCNUCC pour le suivi de niveau 3, afin d'estimer les stocks de carbone et flux de GES, et de modéliser l'évolution des forêts sous l'effet des changements d'affectation des terres, voire du changement climatique (sous réserve de faisabilité scientifique).

Le SNORNF permettra par ailleurs d'appuyer la mise en œuvre du PNAT ainsi que de suivre et renforcer les initiatives sectorielles dans le domaine de la gouvernance forestière et de l'agriculture pour réduire la déforestation et la dégradation forestière. Les informations du SNORNF permettront notamment de suivre et de faciliter le contrôle de l'application des aménagements forestiers, les activités d'exploitation forestière et minières illégales ainsi que la valorisation de nouvelles terres agricoles.

Pour atteindre cet objectif, plusieurs activités devront être mises en œuvre :

- Activité 2.1. Élaboration et application d'une méthodologie d'analyse des images satellitaires et de mise à jour des cartes et statistiques de changement du couvert forestier :
 - Atelier méthodologique ;
 - Réalisation de missions de vérification au sol selon les besoins ;
 - Engagement de gestionnaires de base de données et de techniciens SIG au niveau national ;
 - Identification d'espace de bureaux et achat de matériel et logiciels.
- Activité 2.2. Suivi (cartographie) satellitaire de l'emprise spatiale des villages :
 - Engagement de techniciens nationaux en télédétection.
- Activité 2.3. Suivi satellitaire des activités d'exploitation forestière, d'agriculture industrielle et vivrière, d'exploitation minière et de l'étalement rural et urbain :
 - Phase 1 Pilote sur l'utilisation des images THR et des drones ;
 - Phase 2 : mise à disposition du budget restant si projet pilote concluant sur le terrain.
- Activité 2.4. Mise en place d'un Inventaire des ressources naturelles (IRN) sur le terrain :
 - Achèvement de l'établissement de parcelles d'IRN permanentes et de transects d'inventaire de faune ;
 - Analyse des changements de la structure forestière, de la diversité et des évaluations des stocks de carbone au moyen des données des nouvelles parcelles forestières.
- Activité 2.5. Cartographie des stocks et flux de carbone de la biomasse :
 - Cartographie nationale de la biomasse ;
 - Engagement d'un chercheur en post-doctorat pour 2 ans (A2 et A3) basé à l'AGEOS.
- Activité 2.6. Renforcement des capacités de l'AGEOS en matière de suivi de l'UTCF
Cartographie du potentiel agricole des terres :
 - Renforcement de capacité des équipes de l'AGEOS pour une mise en œuvre optimale du SNORNF ;
 - Engagement en stage professionnalisant de deux étudiants en Master en A2 et A3.

4.3. Activités menées sur le résultat 3 : Coordination et gestion des activités du Programme

Une Unité de Gestion du Programme (UGP) a été mise en place au début du Programme pour toute la durée d'exécution de ce dernier. Elle est composée d'une équipe de neuf personnes. Elle est notamment chargée de la bonne coordination de la mise en œuvre du programme. Elle s'appuie principalement sur trois agences d'exécution des activités à savoir l'AGEOS, l'ANPN et le CNC. L'UGP est appuyée de manière permanente par SALVATERA SAS, un cabinet d'assistance technique internationale, qui lui prête assistance sur tous les dossiers en cours.

L'UGP est composée d'un coordonnateur national, d'un responsable en passations de marchés (RPM), d'un responsable administratif et financier (RAF), d'un responsable suivi-

évaluation et reporting CAFI (RSE), de deux juniors, d'un chargé du secrétariat et d'un chauffeur. L'UGP dispose d'un local à usage de bureaux équipé, de matériel informatique, de deux véhicules et d'un budget pour son fonctionnement et pour l'accomplissement de ses missions.

Le Coordonnateur National est responsable de la bonne exécution du programme et de la bonne utilisation des fonds devant le COPIL et l'AFD.

L'UGP reçoit directement les décaissements de l'AFD. Elle reçoit également les demandes de financement des agences d'exécution qu'elle valide avant paiement, soit directement, soit via l'AFD.

Les principales missions de l'UGP seront les suivantes :

- Rédaction des manuels de procédures ;
- Programmation des activités et budgets annuels (devis Programme) ;
- Gestion du personnel sous sa tutelle ;
- Coordination des activités en lien avec les agences de mise en œuvre et les prestataires externes ;
- Gestion de la passation des marchés ;
- Suivi et évaluation de l'exécution du Programme, en suivant les décisions du COPIL ;
- Centralisation et révision des rapports d'activités des agences de mise en œuvre ;
- Élaboration et transmission des rapports d'activités du Programme au COPIL ;
- Centralisation des éléments comptables et élaboration des rapports comptables.

L'UGP dispose d'un budget spécifique lui permettant de louer des locaux pendant toute la durée du programme, recourir à des prestataires extérieurs indépendants pour la réalisation d'une évaluation à mi-parcours du Programme et pour la conduite d'audits financiers semestriels. Elle pourra également, au besoin, lancer des appels d'offres permettant de recourir ponctuellement aux services de consultants pour combler d'éventuelles défaillances ou assurer l'atteinte de certains objectifs

Pour atteindre ses objectifs, plusieurs activités devront être mises en œuvre à savoir :

- **Activité 3.1. Recrutement du personnel de l'UGP :**
 - Engagement d'un coordinateur national ;
 - Engagement d'un assistant technique de niveau international ;
 - Engagement de deux juniors déjà présents au CNC ;
 - Engagement d'un responsable en passations de marché (RPM) ;
 - Responsable suivi et évaluation - reporting CAFI (RSE) ;
 - Engagement d'un responsable administratif et financier (RAF) ;
 - Engagement d'une secrétaire ;
 - Engagement d'un chauffeur ;
 - Engagement d'une technicienne de surface.

- **Activité 3.2. Achat équipement/véhicules, fonctionnement et entretien :**
 - Acquisition d'un local à usage de bureaux pour l'UGP ;
 - Acquisition du système comptable et de l'équipement informatique de l'UGP ;
 - Acquisition du matériel informatique ;
 - Acquisition du mobilier de bureau ;
 - Acquisition de 2 véhicules 4x4 de l'UGP.

Activité 3.3. Budget de fonctionnement et missions spécifiques de l'UGP :

- Budget de fonctionnement pour la coordination ;
- Budget autres ateliers ;
- Budget pour des consultances en fonction des besoins ;
- Missions spécifiques de l'UGP ;
- Budget pour évaluation indépendante à mi-parcours ;
- Budget pour des audits financiers annuels ;
- Renforcement des capacités pour les membres de l'UGP ;
- Mise en place d'une assurance maladie pour le personnel du programme CAFI.

Tableau 1 - Activités prévues et réalisées, résultats attendus et atteints au 31 décembre 2021

Activités/Sous-activités prévues dans le PTBA	Activités réalisées	Résultats attendus	Résultats atteints	Degré de réalisation en %	Sources de vérification	Commentaire
Activité 1.1 : Appui opérationnel à la CNAT et à ses sous-commissions						
Recrutement d'un cabinet juridique en appui à la sous-commission juridique de la CNAT	Deux (2) cabinets juridiques ont été recrutés. Un cabinet pour la rédaction du Manuel de procédures de la CNAT et un Cabinet pour la réalisation d'un cadre juridique de la CNAT	Cabinets recrutés, manuel de procédures et cadre juridique validés	Cabinets juridique recrutés	50%	Rapports de sélection des cabinets, contrats signés et ANO de l'AFD	Les réunions de cadrage avec les cabinets recrutés ont eu lieu à l'UGP les 02 et 3 décembre 2021. Présidés par le Président de la Sous-commission juridique de la CNAT, ces rencontres ont pour objet de fixer le cap, de présenter la feuille de route et fixer aux cabinets les résultats attendus. Les premiers rapports sont attendus.
Appui aux activités de la sous-commissions de la CNAT	Processus d'acquisition du matériel informatique en soutien en appui aux administrations sectorielles en cours.	Matériel informatique acquis et livré aux Administrations sectorielles membres de la CNAT	Evaluation des offres des fournisseurs	80%	Rapport d'évaluation des offres des fournisseurs	L'UGP est en attente de l'ANO de l'AFD sur le rapport d'évaluation des offres des fournisseurs
Recrutement d'un référent technique national en planification de l'utilisation des terres	Le référent technique national en planification de l'utilisation des terres a été recruté et est en poste.	Le référent technique national en planification de l'utilisation des terres recruté et en poste	Le référent technique national en planification de l'utilisation des terres recruté et en poste	100%	Rapport de sélection et contrat signé	Le référent technique national en planification de l'utilisation des terres M. Erick RONA NTCHORERE est en poste depuis le 18 février 2020
Recrutement de 2 référents nationaux en communication et consultations	Les 2 référents nationaux en communication et consultations ont été recrutés et sont en poste	Les 2 référents nationaux en communication et consultations recrutés et en poste	Les 2 référents nationaux en communication et consultations recrutés et en poste	100%	Rapport de sélection et contrats signés	Le référent national en communication et consultation M. Jerry Theodore BIBANG BI ONDO est en poste depuis le 18 février 2020. Par contre, Le référent national en communication et consultation M. Christian BOUA, en remplacement de M. Félicien BOULENDE ayant abandonné son poste est en activité depuis le 1 ^{er} octobre 2021.
Recrutement de 2 chauffeurs du CNC de A1 à A5	La procédure de recrutement des chauffeurs du Programme a été confiée à une agence d'intérim à l'initiative de l'AFD.	2 chauffeurs recrutés et en poste	En attente de offres des agences d'intérim consultées	50%	Rapport de sélection et contrat signés	
Acquisition et maintenance de matériel informatique	Une partie des équipements (ordinateurs, appareil photo, smartphones) a déjà été acquise. L'autre partie est attendue de la section des fournisseurs dont un pour le mobilier et l'autre pour les équipements informatiques.	Matériel acquis, livré et fonctionnel	Une partie du matériel acquis et livré	75%	Bon de livraison et rapport de sélection des fournisseurs	
Acquisition de deux véhicules SUV pour le CNC	Les deux (2) véhicules SUV du CNC ont été acquis et livrés au CNC en début décembre	Véhicules acquis, livrés et fonctionnels	Véhicules acquis, livrés et fonctionnels	100%	Bon de livraison, photo, carte grise des véhicules	
Acquisition de 1 véhicule 4x4 Pick Up	Un pick-up 4x4 est en cours d'acquisition pour les missions de terrain	Véhicules acquis, livrés et fonctionnels	La demande de cotation a été envoyée aux fournisseurs	50%	Demande de cotation	En attente des offres des fournisseurs, prévu pour le 15 février 2022.

Location des véhicules sur 6 mois	Location de véhicule pour 20 jours de mission à l'intérieur du pays en 2021	Véhicules loué et mission réalisées	Véhicules loué et mission réalisées	20%	Factures de location, photos, rapport de mission	
Réalisation des missions en Province en appui aux travaux de la CNAT	CAISTAB : Demandes de zones d'affectation pour la culture du café et du cacao à Okondja, 10.000 Ha (Haut-Ogooué) et Medouneu, 20.000 Ha (Woleu-Ntem). Une Missions de terrain a été réalisée au courant du mois de décembre 2021 et les cartes sur les sites ont été produites. Le dossier complet a été transmis au secrétariat permanent de la CNAT	4 Missions effectuées, 4 rapports de mission	1 mission effectuée, 1 rapport de mission soumis	25%	Rapport de mission, ordres de mission signées, photos	
Activité 1.2 : Résoudre les conflits d'affectation des terres et valider le PNAT V1	Non démarrée					
Activité 1.3 : Etablir une Unité de cartographie et de gestion des données au sein de l'AGEOS (unité PNAT)						
Bonification de l'ingénieur AGEOS en supervision de l'Unité PNAT	L'ingénieur de l'AGEOS a été engagé et est rentré en activité	Ingénieur recruté et en poste	Ingénieur recruté et en poste	100%	Rapport de sélection et Contrat de travail signé	L'ingénieur de l'AGEOS en supervision de l'unité PNAT est rentré en activité depuis la fin du mois de Septembre 2019.
Recrutement d'un gestionnaires de la base de données du PNAT de A1 à A5	Suite à la démission de l'ancien gestionnaire de base de données, une procédure de recrutement a été lancée.	gestionnaires de la base de données du PNAT recruté et en activité	Les entretiens des candidats ont eu lieu le 17 décembre 2021.	75%	Rapport de sélection des candidats	L'UGP est en attente de l'avis de l'AFD sur la sélection.
Recrutement de deux techniciens SIG pour le PNAT de A1 à A5	Les deux techniciens SIG ont été recruté et sont en activité	Deux techniciens SIG recruté et activité	Deux techniciens SIG recruté et activité	100%	Rapport de sélection des candidats et contrats signés	Les deux (2) techniciens SIG recrutés sont en activités depuis 01 Juillet 2020.
Acquisition de matériel informatique (ordinateurs, serveurs, imprimante A0, etc.)	Tous les équipements informatiques ont été acquis et livrés à l'AGEOS et les Serveurs ont été paramétrés.	Matériel informatique acquis livré à l'AGEOS et serveurs paramétrés	Matériel informatique acquis livré à l'AGEOS et serveurs paramétrés	100%	Bon de livraison, rapport d'installation, photos	
Acquisition des logiciels et installation de la base de données	Les logiciels ArcGis et Erdas ont été acquis, installés et paramétrés.	Logiciels acquis, installés et formation effectuée	Logiciels acquis et installés	75%	Bon de livraison, rapport d'installation et photos	Les formations sur la prise en main des dits logiciels ont été effectués
Renforcement de capacités du personnel de l'unité de cartographie et de gestion de données	Les agents de l'AGEOS ont été formés en gestion des données	Capacité du personnel de l'AGEOS renforcé en gestion des données et rapport de formation	Capacité du personnel renforcé et rapport élaboré	100%	Rapport de formation, photos	Le cabinet GEOTEM a été recruté pour assurer la formation des agents sur la gestion des données en avril 2021. Un rapport de la formation a été produit
Recrutement de deux Stagiaires informaticiens développeurs en A2	Un contrat d'apprentissage jeunesse (CAJ) est en cours de finalisation à l'AGEOS	Stagiaire recruté et en poste	Les contrats CAJ sont actuellement en revue par l'appui juridique de l'AGEOS	50%	Contrat CAJ signé	Un seul stagiaire sera finalement recruté au lieu de deux. Les contrats revus seront soumis à l'ANO de l'AFD.
Activité 1.4 : Communication et consultations au niveau national, provincial et départemental						
Elaboration et validation d'une stratégie et d'un plan de communication et de consultation pour le PNAT	Recrutement d'un Cabinet pour l'élaboration de la stratégie et le plan de communication du Programme	Stratégie et plan de communication élaborés et validés	Cabinet recruté et en activité	50%	Rapports d'activités, stratégie et plan de communication validés	Au terme du processus de recrutement, le cabinet « GOLBAL MIND CONSULTING » a été recruté pour élaborer la stratégie, le plan de communication et le site internet du Programme. Après réunion de cadrage, le premier livrable est attendu

Communication et consultations au niveau national, provincial et départemental	1 mission de 10 jours dans les 4 départements restants de la province du Woleu-Ntem et 1 mission de 12 jours dans 2 départements de la province de l'Ogooué-Lolo.	1 atelier national, 3 ateliers provinciaux et 23 ateliers départementaux organisés	1 atelier provincial et 6 ateliers départementaux organisés	16%	Rapports de mission, ordres de missions signés, photo, vidéos, reportages radio-télévisés, journaux	Depuis le lancement du Programme, 3 missions de communication et consultations de 10 jours (2 missions dans le Woleu-Ntem (5 Départements) et une mission de 12 jours dans la Province de l'Ogooué-Lolo (2 Départements). A l'issue de ces missions, 2 ateliers provinciaux (Woleu-Ntem et Ogooué-Lolo) et sept ateliers départementaux ont été organisés.
Recrutement des référents PNAT au sein des Préfectures	Sélection de 6 référents locaux ont été sélections	23 référents locaux sélectionnés et recrutés	6 référents locaux sélectionnés	26%	Rapports de sélection des candidats, photo des entretiens	L'UGP est en attente de l'ANO sur les rapports de sélection et les contrats.
Acquisition du mobilier et matériel informatique pour les référents PNAT au sein des Préfectures	Sélection des fournisseurs pour le mobilier de bureau et le matériel informatique	Mobilier de bureau et matériel informatique acquis et livré aux 10 premiers référents locaux	Fournisseurs sélectionnés	17%	Rapport de sélection des fournisseurs	Au terme du processus de sélection des fournisseurs, « Gabon Méca » a été sélectionné pour l'équipement informatique et « Centre Affaire » pour le mobilier pour les 10 premiers référents. Le paiement sera effectif en 2022
Forfait annuel internet et impressions (papier, encre) pour les référents PNAT au sein des préfectures	Sélection des fournisseurs pour le forfait internet	Forfait annuel internet et impressions acquis et opérationnel	Fournisseur du forfait internet sélectionné	75%	Rapport de sélection	Au terme du processus de sélection des fournisseurs « Gabon Télécom » a été sélectionné. Le paiement sera effectif en 2022
Renforcement des capacités/Formations des référents locaux PNAT	Aucune activité réalisée en 2021	Capacités des référents locaux renforcées sur l'utilisation des équipements informatiques	Aucun résultat atteint	0%		
Site internet du Programme CAFI Gabon	Recrutement d'un Cabinet pour l'élaboration du site internet du Programme	Site internet élaboré et fonctionnel	Cabinet recruté et en activité	50%	Rapport de sélection, contrat signé, rapport d'activités validé, site internet fonctionnel	Au terme du processus de recrutement, le cabinet « GOLBAL MIND CONSULTING » a été recruté pour élaborer le site internet du Programme
Communications télévisions et radios	Aucune activité réalisée en 2021	Stratégie et Plan de communication validés	Aucun résultat atteint	0%		En attente de l'élaboration de la stratégie et du plan de communication par le consultant
Produits imprimés pour la communication du PNAT	Quelques produits de communication conçus et produits pour les missions de terrain	Produits imprimés pour la communication du PNAT conçus et produits	banderoles, roll-up, dépliants conçus et produits	20%	Factures, banderoles, rol-up, dépliants, photos	En attente des livrables du consultant chargé d'élaborer le plan de communication et de consultations PNAT, les référent en communication ont élaboré des produits de communication pour les besoin des missions de terrain PNAT

Activité 1.5 : Cartographie villageoise participative de l'utilisation des terres et des régimes fonciers

Recrutement d'un consultant pour réalisation de l'étude	Au terme du processus de sélection, une consultante a été recrutée a signé son contrat le 14 octobre 2020	Consultant recruté, activité et 5 rapports attendus	Consultant recruté et 4 livrables produits	75%	Rapport de sélection des candidats, contrat signé, 5 Rapports	Les 5 livrables validés attendus : <ul style="list-style-type: none"> • L0 : Rapport de cadrage (version provisoire) ; • L1 : Etat de lieux de la cartographie participative (version finale) ; • L2 : Proposition d'une méthodologie nationale (version finale), • L3 : Conclusions de l'atelier nationale (version provisoire), • L4 : Rapport sur la cartographie pilote)
Réalisation d'un atelier méthodologique national relatif à la cartographie villageoise	L'atelier méthodologique national relatif à la cartographie villageoise a été organisé	Atelier méthodologique organisé et rapport produit	Atelier méthodologique organisé et rapport produit	100%	Rapport de l'atelier, photo, vidéo, journaux	L'atelier national sur la méthodologie de la cartographie participative a eu lieu du 22 au 24 à l'auditorium du Ministère des Eaux et Forêts.
Réalisation d'une formation des équipes sur la méthodologie de cartographie villageoise	Une formation des équipes de la cartographie participative sur les outils de navigation (GPS et Locus Map) et la prise en main du logiciel de cartographie Ogis	Equipes formées et rapport de formation produit	Equipes formées et rapport de formation produit	100%	Rapport de formation, photos	11 agents ont été formés
Réalisation des cartes villageoises participatives sur le territoire gabonais	Test sur la cartographie pilote sur 22 villages situés entre Ntoun et Kango	22 villages cartographiés et cartes villageoises validées	22 villages visités, 22 cartes au sol réalisés et 6 cartes villageoises participatives produites	40%	Rapport de mission, cartes villageoises participatives validées, ordres de mission, photo	Le test sur la cartographie pilote a été prévu pour être réalisé dans 22 villages de l'Estuaire. Au 31 décembre, 22 villages ont été visités, 22 cartes au sol réalisés et 6 cartes participatives produites sur 22 attendus. Les équipes sont reparties sur le terrain début janvier 2022. En attente du rapport de mission.
Recrutement d'un coordonnateur de l'activité à l'ANPN	Le processus de remplacement de l'ancienne coordonnatrice de l'activité est en cours.	Coordonnateur de la cartographie participative recruté et en activité	Le CV du candidat proposé par l'ANPN a été envoyé à l'AFD pour avis.	75%	Note de désignation et CV du candidat	En attente du retour de l'AFD sur le CV et l'argumentaire de l'ANPN
Recrutement des équipes de terrain (5x4 cartographes)	Les 20 agents ont été recrutés	20 agents de terrain recrutés et en activité	20 agents de terrain recruté et en activité	100%	Fiche de poste et contrat signé	Les 20 agents ont été recrutés selon la clé de répartition (10 pour l'IRET et 10 pour le ANPN) et sont en activité depuis le 1 ^{er} octobre 2020.
Recrutement de 5 chauffeurs de terrain	Les 5 chauffeurs ont déjà été recrutés et sont en activité.	5 chauffeurs recrutés et en activité	5 chauffeurs recrutés et en activité	100%	Fiche de poste et contrat signé	Les 5 chauffeurs ont été recrutés le 01/08 et 01/11/2020
Acquisition de 5 véhicules 4x4	Les 5 véhicules ont été acquis et livrés à l'ANPN	5 véhicules acquis et livrés	5 véhicules acquis et livrés	100%	Bon de livraison, photos, cartes grise des véhicules	Les 5 véhicules 4x4 de l'ANPN dédiés à cette activité ont été acquis via le circuit de l'UNOPS.
Acquisition de matériel informatique et de matériel dédié aux équipes de terrain	Matériel en cours d'acquisition	Matériel informatique acquis et livré	Les contrats avec les fournisseurs ont été signés. En attente de livraison	80%	Rapport de sélection du fournisseur et Contrat du fournisseur signé	Le matériel informatique est en cours d'acquisition.
Définition d'un plan de réalisation des missions de cartographie participative par Province	Le programme de travail pour les missions de cartographie participative pour l'année 2021 a été produite	Le programme de travail pour les missions de cartographie participative a été produit et validé	Programme de travail produit et validé		Plan de travail validé	La réalisation du test est en cours sur 22 villages. Le PTBA 2022 prévoit la réalisation de la cartographie participative dans près de 600 villages situés dans les concessions forestières

						dans les provinces de l'estuaire, du Moyen Ogooué et de la Ngounié.
Participation des Organisations de la société civile	Aucune activité dans ce sens en 2021	La participation des OSC est active dans les activités dédiés	Le dossier sur le format de la participation des OSC est en étude à l'ANPN	10%		
Activité 1.6 : Etude et cartographie des potentialités de développement des sous-secteurs de l'UTCF						
Cartographie du potentiel agricole des terres	Recrutement du cabinet pour la Cartographie du potentiel agricole des terres en cours de finalisation	Cabinet recruté et rapport d'études validé	L'AFD a donné un ANO sur le rapport d'évaluation des offres techniques des cabinets	50%	Contrat signé et rapports validés	L'UGP est en attente de l'avis de l'AFD sur le rapport d'analyse des offres financières et le projet de contrat. Démarrage espéré en Février 2022
Cartographie des gisements d'hydrocarbures et de minéraux et potentiel de développement	Recrutement du cabinet pour la Cartographie des gisements d'hydrocarbures et de minéraux et potentiel de développement	Cabinet recruté et rapport d'études validé	L'AFD a donné un ANO sur le rapport d'évaluation des offres techniques des cabinets	50%	Contrat signé et rapports validés	L'UGP est en attente de l'avis de l'AFD sur le rapport d'analyse des offres financières et le projet de contrat. Démarrage espéré en Février 2022
Analyse économique de l'extraction durable des ressources naturelles	Recrutement du cabinet pour Analyse économique de l'extraction durable des ressources naturelles	Cabinet recruté et rapport d'études validé	L'AFD a donné un ANO sur le rapport d'évaluation des offres techniques des cabinets	50%	Contrat signé et rapports validés	L'UGP est en attente de l'avis de l'AFD sur le rapport d'analyse des offres financières et le projet de contrat. Démarrage espéré en Février 2022
Activité 1.7 : Modélisation des impacts des changements climatiques et établissement d'un réseau de stations mixtes, météorologique et hydrographique						
Modélisation des impacts du changement climatique sur l'utilisation des terres	Cette activité est assujettie au partenariat entre l'ANPN et l'ONG « The Nature Conservancy » (TNC). ANO de l'AFD sur le projet de marché	Les modèles sur l'impact climatiques sont élaborés et validés	Le gré à gré sur le partenariat entre l'ANPN et TNC a déjà été obtenu. Les modalités contractuelles sont en cours de finalisation	10%	ANO de l'AFD sur le projet de marché, plan d'actions	Le plan d'actions indique une pose des stations en saison sèche. Période envisagée juillet-août 2022
Etablissement d'un réseau de stations de surveillance, météorologique et hydrographique	Un comité permanent de gestion des stations (CPGS) hydrométéorologiques a été mis en place et est en attente d'être formalisé	CGPS est mis en place et fonctionnel	CPGS mis en place mais non formalisé	50%	Note de service instituant la CGPS	Le comité permanent de gestion des stations (CPGS) devrait être formalisé en début 2022 et un plan de travail sera partagé
Acquisition de 6 stations de surveillance météorologiques et hydrographiques	La procédure d'acquisition des 6 stations hydrométéorologiques a été relancée.	Les 6 stations sont acquises, installés et fonctionnels	CPGS mis en place mais non formalisé	5%	ANO de l'AFD sur le projet de marché avec TNC, plan d'actions et Note de service instituant la CGPS	
Recrutement d'un expert en climatologie, météorologie et hydrologie	Partenariat entre l'ANPN et l'ONG « The Nature Conservancy » (TNC) en cours de finalisation.	Le Contrat de partenariat avec TNC est signé et les modèles sur l'impacts climatique sont élaborés et validés	ANO de l'AFD sur le projet de marché	25%	Projet de marché	
Installation des stations météorologiques et hydrologiques	Partenariat entre l'ANPN et l'ONG « The Nature Conservancy » (TNC) en cours de finalisation.	Les 6 stations de surveillance météorologiques et hydrographiques sont installés et fonctionnels	ANO de l'AFD sur le projet de marché	25%	Projet de marché	
Activité 1.8 : Elaboration de définitions et de directives nationales relatives aux forêts à HVC et à HSC						

Relevés botaniques par l'HNG pour affiner l'analyse des HVC "habitats rares"	L'élaboration du Programme de travail inscrit au PTBA 2021 pour des missions de terrain sur les HVC.	Les missions sont effectués et les rapports de missions produits et validés	Aucune mission n'a été effectuée en 2021	0%	Chronogramme de travail 2021 validé par le COPIL n°3	Le PTBA2021 validé par le COPIL n°3 de Mai 2021 n'a pas pu être exécuté faute de financement
Recrutement du conservateur de l'HNG pour coordonner l'activité	Le Conservateur de l'Herbier National Gabonais (HNG) a été recruté comme coordonnateur de cette activité.	Coordonnateur de l'activité est recruté et est en poste	Coordonnateur de l'activité recruté et en poste	100%	Contrat de travail signé	Coordonnateur de l'activité d'élaboration de définitions et de directives nationales relatives aux forêts à HVC et à HSC a signé son contrat le 07/07/2020
Réalisation d'un atelier de standardisation des méthodologies HCS	Une note justificative sur l'organisation d'un atelier d'élaboration de définition et des directives nationales relatives aux forêts à HVCa été élaboré	L'atelier organisé et le rapport de l'atelier est validé	Note justificative élaborée et validée en COPIL	50%	Note justificative validée	Les TDRs de l'atelier ont été transmis à l'AFD pour ANO en off, courant Novembre 2020. Le retour de l'AFD, le 2 Décembre 2020 soulève la question de l'adoption des directives nationales qui correspond à l'atteinte d'un des jalons de CAFI. L'atelier en question ne permettra pas dès maintenant, atteindre cet objectif. Un travail important reste à effectuer et une consultation est notamment prévue à cet effet en plus de travaux d'inventaires par le HNG. Les TDRs de l'atelier doivent être révisés avec des ambitions moindre dans un premier temps.
Acquisition de matériel pour l'HNG	Les DC ont été envoyées aux fournisseurs de la liste restreinte et le retour des offres est prévue pour le 17 février 2022.	Le matériel de l'HNG est acquis et fonctionnel	Les DC ont été envoyées aux fournisseurs de la liste restreinte	30%	Demande de cotation	La procédure d'acquisition du matériel est prévue pour 2022.
Réalisation des missions de relevés botaniques par l'Herbarium national	Rédaction de la note explicative et le chronogramme des missions de terrain de l'HNG en 2021.	Les missions de relevés botaniques sont réalisées par l'Herbarium national et les rapport validés	Note justificative et chronogramme des missions de terrain validée	50%	Note justificative et chronogramme des missions validés en COPIL	Aucune mission de terrain prévue n'a été réalisée en 2021. Le PTBA2021 validé par le COPIL n°3 de Mai 2021 n'a pas pu être exécuté faute de financement. La programmation des missions pour 2022 prévoit l'organisation de 5 missions de terrains.
Elaboration d'un rapport d'analyse et de cartes relatives aux zones HVC et HSC au Gabon	Rédaction de la note explicative et le chronogramme des missions de terrain de l'HNG en 2021.	Le Rapport d'analyse et les cartes relatives aux zones HVC et HSC au Gabon sont élaborés et validés	Note justificative et chronogramme des missions de terrain validée	50%	Note justificative et chronogramme des missions validés en COPIL	Aucune mission de terrain prévue n'a été réalisée en 2021. Le PTBA2021 validé par le COPIL n°3 de Mai 2021 n'a pas pu être exécuté faute de financement. La programmation des missions pour 2022 prévoit l'organisation de 5 missions de terrains.
Recrutement d'un consultant international - zones HVC et HSC	TDRs sur le recrutement du consultant international a été élaboré	Le consultant international est recruté et le rapport d'analyse est validé	TDRs sur le recrutement du consultant international élaborés	50%	TDRs élaborés et validés	TDR et CV des candidats sont transmis à l'AFD pour avis en début 2022
Activité 1.9 : Appui à l'analyse et à la décision pour l'élaboration du PNAT V2	Non démarrée					
Activité 1.10 : Evaluation d'impact du développement durable ex ante du PNAT V2	Non démarrée					
Activité 1.11 : Adoption et mise en œuvre du PNAT	Non démarrée					

Activité 2.1 : Elaboration et application d'une méthodologie d'analyse des images satellitaires et de mise à jour des cartes et statistiques de changement du couvert forestier						
Recrutement du coordonnateur scientifique de l'AGEOS (bonification)	Le coordonnateur scientifique de l'AGEOS a été recruté	Le coordonnateur scientifique de l'AGEOS est recruté et en activité	Le coordonnateur scientifique de l'AGEOS recruté et en activité	100%	Fiche de poste, contrat signé	Le coordonnateur scientifique de l'AGEOS a été recruté le 02/09/2019
Recrutement de l'expert technique en appui à la coordination des activités du SNORNF	L'Expert technique en appui à la coordination des activités du SNORNF a été recruté	L'Expert technique est recruté et est en activité	L'Expert technique recruté et est en activité	100%	Rapport de sélection, contrat signé	L'Expert technique en appui à la coordination des activités du SNORNF a été recruté le 14 Octobre 2019
Recrutement de 3 ingénieurs spécialisés en télédétection (1 recrutement, 2 bonifications)	Les 3 ingénieurs ont été recrutés	Les 3 ingénieurs sont recrutés et en activité	Les 3 ingénieurs recrutés et en activité	100%	Rapport de sélection, fiches de poste, contrats signés	Les 3 ingénieurs ont été recrutés le 1/07/2020
Recrutement de 2 chauffeurs	Procédure de recrutement des 2 chauffeurs de l'AGEOS en cours de finalisation	Les 2 chauffeurs sont recrutés et en poste	2 chauffeurs recrutés et en poste	50%	Rapport de sélection des candidats de la liste restreinte des chauffeurs	En attente de l'avis de l'AFD sur le rapport de sélection des chauffeurs
Acquisition de matériel informatique, logiciels et équipements spécifiques	Les équipements informatiques, logiciels et les Serveurs ont été acquis et paramétrés.	Les équipements informatiques, logiciels et les Serveurs sont acquis, livrés et paramétrés	Equipements informatiques, logiciels et Serveurs acquis, livrés et paramétrés	100%	Bon de livraison, photos, rapport d'installation	
Acquisition de deux véhicules	Les 2 véhicules ont été acquis et livrés à l'AGEOS	Les 2 véhicules sont acquis, livrés et fonctionnel	2 véhicules acquis, livrés et fonctionnel	100%	Bon de livraison, photos	
Réalisation de 4 missions de 10 jours par an de vérification au sol selon les besoins établis	Deux (2) missions de 10 jours de collecte des données sur le masque forestier ont été réalisées dans les provinces du Woleu-Ntem, Ogooué-Ivindo et le Haut-Ogooué	Les 4 missions de 10 jours sont réalisées et les rapports de missions validés	2 missions de 10 jours réalisées et rapports validés	50%	Ordre de mission, rapport de mission, photo de la mission	
Activité 2.2 : Suivi satellitaire (cartographie) de l'emprise spatiale des villages						
Recrutement d'ingénieurs en télédétection	L'Ingénieur de l'AGEOS en appui à la cartographie de l'emprise spatiale des villages a été recruté	L'Ingénieur en télédétection est recruté et en activité	Ingénieur en télédétection recruté et en activité	100%	Rapport de sélection, contrat signé	L'Ingénieur en télédétection a été recruté le 1/07/2020
Missions de définition de l'emprise des villages par drone	Une mission de cartographie satellitaire de l'emprise spatiale des villages a été réalisée	600 villages sont cartographiés	27 villages cartographiés	5%	Ordre de mission, Rapport de mission, photo de la mission	
Activité 2.3 : Suivi satellitaire des activités d'exploitation forestière, d'agriculture industrielle et vivrière, d'exploitation minière et de l'étalement rural et urbain						
Recrutement d'un ingénieur spécialisé en télédétection (1 bonification)	Les 2 Ingénieurs en télédétection ont été recrutés	Les 2 ingénieurs sont recrutés et en poste	2 ingénieurs recrutés et en poste	100%	Fiche de poste, rapport de sélection, contrats signés	Les 2 ingénieurs ont été recrutés le 02 Septembre 2019
Acquisition de cinq drones à haute performance (formation comprise)	Processus d'acquisition de 3 drones à haute performance en cours	Les 3 drones sont acquis, livrés et fonctionnels	L'évaluation des offres pour la fourniture de 2 drones à voilure fixe a eu lieu le 14 décembre 2021. Un rapport d'évaluation a été envoyé à l'AFD. Une demande de cotation a été envoyée aux fournisseurs pour l'acquisition d'un drone à capteur Lidar et VTOL		Rapport d'évaluation des offres pour les 2 drones à voilure fixe, DC des fournisseurs le drone VTOL	En attente de l'avis de l'AFD sur le rapport d'évaluation pour les 2 drones à voilure fixe. En attente des offres des fournisseur pour le 28 janvier 2022

Partenariat prestation de service SIRS	Contrat de partenariat de prestation service CLS/SIRS a été signé	Le Contrat de partenariat avec CLS/CIRS est signé et la prestation effectué et validée	Contrat CLS/SIRS signé et documents techniques et rapports élaborés	50%	Contrat signés, rapports sur les perturbations liées aux activités d'exploitation forestière, documents techniques validés.	
Activité 2.4 : Etablissement d'un Inventaire des ressources naturelles (IRN) sur le terrain						
Recrutement de 26 agents de terrain	Les 26 agents ont été recrutés	Les 26 agents sont recrutés et en activité	26 agents recrutés et en activité	100%	Fiches de poste, contrats signés	Les 26 agents ont signés leurs contrats le 26/11/2019
Recrutement de deux botanistes nationaux	Les 2 botanistes ont été recrutés et sont en activité	Les 2 botanistes sont recrutés et en activité	2 botanistes recrutés et en activité	100%	Fiches de poste, contrats signés	Les 26 agents ont signés leurs contrats le 26/11/2019
Recrutement de deux chauffeurs	Les 2 chauffeurs ont été recrutés	Les 2 chauffeurs sont recrutés et en activité	2 chauffeurs sont recrutés et en activité	100%	Fiches de poste, contrats signés	Contrat signés le 01/12/2020 et le 01/02/2021
Acquisition du matériel de terrain des équipes pour l'établissement des parcelles	Les contrats des fournisseurs ont été signés	Le matériel de terrain des équipes est acquis et fonctionnel	Contrats des fournisseurs signés	80%	Contrat signé	Marché en attente de paiement par l'AFD et de livraison du matériel
Réalisation des missions d'inventaire de 300 parcelles d'IRN (108 parcelles d'IRN prévues pour 2021	2 missions d'IRN dans les provinces de la Nyanga et du Woleu-Ntem ont été effectuées	108 parcelles d'IRN sont installées	47 parcelles d'IRN installées	44%	Ordres de mission, rapport de mission, photo de la mission	Le chronogramme de mission 2021 d'IRN prévoyait l'installation de 108 parcelles en 2021
Etablissement d'un contrat avec le laboratoire de l'IRET pour les analyses physique de sols	Le projet de contrat entre l'ANPN et le CENAREST pour le Laboratoire d'Ipassa a été élaboré	Le contrat de partenariat est signé et les analyse effectuées	Projet de contrat de partenariat élaboré	50%	Projet de contrat	Le projet de contrat est en cours d'évaluation par les partenaires et devrait permettre à l'IRET et l'HNG de réaliser les analyses attendues.
Recrutement d'un cabinet pour l'analyse chimique des sols	Après l'infructuosité du marché, un laboratoire a été contacté au Cameroun. C'est le laboratoire de l'Institut National d'agriculture tropicale	Le cabinet est recruté et l'analyse chimique des sols effectuée	TDR élaborés et Identification d'un laboratoire au Cameroun	15%	TDR en attente de validation par le COPIL	Les TDR ont été envoyés au laboratoire et qui est favorable pour mener cette activité. En attente de la validation de la note par le COPIL4.
Recrutement d'un administrateur des données de l'IRN	L'administrateur des données a été recruté	L'administrateur des données est recruté et en poste	Administrateur des données recruté et en poste	100%	Fiche de poste, contrat signé	
Recrutement de deux (2) agents en charge de la saisie des données de l'IRN	Les deux agents ont été recrutés	Les deux agents sont recrutés et en poste	Deux agents recrutés et en poste	100%	Fiche de poste, contrat signé	
Recrutement d'un chercheur post-doctorant en charge de la coordination de l'IRN	Le chercheur post-doctorant a été recruté	Le chercheur post-doctorant est recruté et en activité	Chercheur post-doctorant recruté et en activité	100%	Fiche de poste, contrat signé	Le chercheur post-doctorant est en activité depuis juillet 2019 et en solde depuis janvier 2020
Recrutement d'un consultant international en charge de l'analyse des données	Le Consultant international pour l'analyse des données produites a été recruté.	Le Consultant international est recruté et les rapports d'analyse produits	Consultant international recruté et en activité	50%	Rapport de sélection, contrat signé	Il vient de signer son contrat. En attente d'une première analyse des données de terrain au premier trimestre 2022.
Communication du réseau IRN et des analyses des résultats	Cette activité va démarrer en même temps que les premières missions 2022 de l'IRN	Les documents de collectes des données IRN sont imprimés, les documents sur les résultats du projets sont traduits et imprimés, la communication avec les acteurs est effective et les résultats scientifiques sont publiés	Note technique sur la communication des placettes élaborée et validée	25%	Note technique sur la communication des placettes validée	S'agissant spécifiquement de la ligne « publication », un enjeu de la valorisation du Gabon sur les résultats de la communication des placettes est en discussion entre le CNC et M. MEDJIBE ; c'est la raison pour laquelle cette action a été retirée, en attendant de trouver une entente

Activité 2.5 : Cartographie des stocks et des flux de carbone de la biomasse						
Recrutement d'un chercheur post-doctorant AGEOS	Non démarrée					
Déplacements internationaux et perdiems du chercheur post-doctorant	Non démarrée					
Recrutement d'une ATI en appui au post-doctorant	Non démarrée					
Activité 2.6 : Renforcement des capacités de l'AGEOS en matière de suivi de l'UTCF						
Renforcement de capacité des équipes de l'AGEOS pour une mise en œuvre optimale du SNORNF	Non démarrée					
Recrutement d'un étudiant en thèse spécialisé en télédétection	Non démarrée					
Recrutement de deux étudiants en Master pour stage	Non démarrée					
Formation du personnel AGEOS (Missions SIRS/CLS)	Non démarrée					
Activité 3.1 : Personnel de l'UGP						
Coordinateur national	Un nouveau coordonnateur de l'UGP a été recruté	Le Coordonnateur est recruté et en activité	Coordonnateur est recruté et en activité	100%	Rapport de sélection des candidats, contrat signé	La nouvelle coordonnatrice a été recruté en juin 2021 et est rentré en activité en octobre 2021.
Assistant technique de niveau international	L'ATI a été recruté	L'ATI est recruté et est en activité	L'ATI appui l'UGP et les entités d'exécution	100%	Contrat signé, Rapports mensuels d'activités	Le Cabinet SalvaTerra SAS a été recruté comme ATI en Octobre 2019 et est en activité. Son contrat sera terminé en Février 2022.
Deux juniors déjà présents au CNC	Les deux (2) consultants juniors déjà présents au CNC ont été mis à la disposition de l'UGP	Les 2 consultants juniors sont en activité	2 consultants juniors sont en activité	100%	Contrats signés	Les deux (2) consultants juniors déjà présents au CNC ont été mis à la disposition de l'UGP en Juillet 2019 et sont en activité.
Responsable en passations de marché	Le RPM a été recruté en juin 2021 et est rentré en activité.	Le RPM est recruté et est en activité.	RPM recruté et est en activité	100%	Contrat signé	Le RPM a été recruté juin 2021 et est rentré en activité le 25 octobre 2021
Responsable suivi et évaluation - reporting CAFI	Le RSE a été recruté	Le RSE est recruté et est en activité.	RSE recruté et est en activité.	100%	Contrat signé	Le RSE a été recruté en avril 2019
Responsable administratif et financier	Un nouveau RAF a été recruté	Le RAF est recruté et est en activité.	RAF recruté et est en activité.	100%	Contrat signé	Le RAF a été recruté en Décembre 2021
Secrétaire	Une nouvelle secrétaire de l'UGP a été recruté	La Secrétaire de l'UGP est recruté et est en activité.	Secrétaire recrutée et en activité.	100%	Contrat signé	La Secrétaire a été recrutée en Décembre 2021
Chauffeur	Le processus de sélection du chauffeur de l'UGP est en cours	Le chauffeur est recruté et est en activité	chauffeur recruté et en activité	50%	Liste restreinte des chauffeurs	En attente de l'entretien avec les chauffeurs de la liste restreinte
Technicienne de surface	Une Technicienne de surface a été recruté en Aout 2019 et est en activité.					
Activité 3.2 : Achat équipement/véhicules, fonctionnement et entretien pour l'unité de gestion du projet						
Acquisition des deux véhicules de liaison	Les 2 véhicules SUV de l'UGP ont été acquis.	Les 2 véhicules SUV de l'UGP sont acquis, livrés et fonctionnel.	2 véhicules SUV de l'UGP acquis et livrés à l'UGP	100%	Bon de livraison, photo des véhicules, carte grise des véhicules	Les 2 véhicules SUV ont été livré à l'UGP au courant du mois de décembre 2021

Acquisition de 1 véhicule 4x4 Pick Up	Le véhicule 4x4 est en cours d'acquisition	Le véhicule 4x4 est acquis, livré et fonctionnel	Les DC ont été envoyés aux fournisseurs			L'UGP est en attente des offres des fournisseurs
Acquisition du mobilier et matériel informatique pour la gestion de projet	Mobilier de bureau et matériel informatique acquis	Le mobilier de bureau et le matériel informatique acquis et fonctionnel	Le mobilier de bureau et le matériel informatique acquis et fonctionnel	100%	Bon de livraison, photos	le mobilier de bureau et matériel informatique pour la gestion de projet ont été acquis en aout 2019
Activité 3.3 : Budget de fonctionnement et missions spécifiques de l'UGP						
Mission de terrains - 6 missions de terrain pour le suivi-évaluation	Une mission de terrain réalisé par le RSE dans la province du Woleu-Ntem	Les 6 missions de 10 jours sont réalisées et les rapport de mission validés	1 mission réalisé et rapport de mission en cours de validation	17%	Ordre de mission, rapport de mission, photo de la mission	Un Programme de missions de suivi-évaluation a été élaboré et ajouté au PTBA 2022. 50 jours de mission de suivi-évaluation sont prévues pour 2022.
Budget autres ateliers (Atelier lancement CAFI + Copil)	Aucun atelier n'a été organisé par l'UGP à ce jour.	Les ateliers sont organisés et les rapports validés	Aucun atelier n'a été organisé	0%		L'UGP envisage organiser un atelier de présentation des résultats à mi-parcours du Programme au courant du quatrième trimestre 2022. Une note justificative de cet atelier a été rédigée pour validation lors du prochain COPIL.
Budget pour des consultances en fonction des besoins	Aucune consultation n'a été organisée à ce jour pour le compte de l'UGP	Les consultances en fonction des besoins organisées et les résultats validés	Aucune consultation n'a été organisée	0%		Il est envisagé de recruter un cabinet pour optimiser le manuel de procédures du Programme en 2022.
Budget pour évaluation indépendante à mi-parcours	Aucune évaluation indépendante n'a encore été organisée pour le compte de l'UGP.	L'évaluation indépendante est organisée et le résultat validé	Aucune évaluation indépendante n'a encore été organisée	0%		Une évaluation indépendante est prévue au courant du premier trimestre 2023.
Budget pour des audits financiers annuels	Organisation de l'audit 2020 (en 2021) par un cabinet d'expertise comptable 2B Partners. Les rapports d'audit sont disponibles à l'UGP. Un autre audit similaire est attendu au courant du premier trimestre 2022, pour l'année 2021.	L'audit est organisé et le rapport validé	Audit organisé et rapport validé	100%		Depuis le lancement des activités en mars 2019, l'UGP a déjà organisé 2 audits comptable et financier ont été organisés. Cabinet d'expertise comptable Bakertilly en 2020 (pour le compte de l'année 2019) par le cabinet d'expertise comptable 2B Partners en 2021 pour le compte de 2020
Budget de renforcement des capacités pour les membres de l'UGP	Rédaction des TDR de la formation du personnel de l'UGP en gestion des projets, TOMPRO et Comptabilité	Le Personnel de l'UGP est formé	TDR de la formation élaborés et validés	50%	TDR validé	Les TDR rédigés en 2021 ont été actualisés et pris compte dans le PTBA2022
Mise en place d'assurance maladie personnel CAFI	Le rapport de sélection des prestataires a été élaboré par l'UGP.	Le personnel du Programme est couvert par l'assurance maladie et le risque accident	Rapport de sélection des prestataires élaboré	50%	Rapport de sélection validé	La prise en charge a été différée en 2022 et inscrite dans le PTBA2022. En attente de la signature du contrat avec le prestataire sélectionné

5. RESULTAT DU PROGRAMME

5.1. Contributions aux impacts du cadre de résultat du Programme

Dans la logique de la théorie du changement présentée dans le CIN du Gabon, le présent Programme vise à produire des effets qui contribueront à générer des impacts positifs :

- Amélioration du bilan GES du secteur de l'UTCF ;
- Co-bénéfices de développement.

Cependant, les impacts dépendent aussi de facteurs externes au présent Programme qui ne sont pas tous maîtrisables. Aussi, si toutes les conditions sont réunies, les indicateurs d'impact du CIN sont prévus pour être atteints au terme de la mise en œuvre du Programme (dans 3 ans). Ainsi, les réalisations effectives du PNAT et du SNORNF sont essentielles pour l'atteinte des objectifs du Programme.

Toutefois, le processus de mise en œuvre des activités du Programme a pris beaucoup de retard depuis le lancement des activités le 13 mars 2019. En effet, les objectifs poursuivis ces deux (2) dernières années n'ont pas pu être atteints du fait de la complexité des procédures d'acquisition du matériel et des équipements notamment ceux à haute technicité comme les drones à hautes performances, les stations hydrométéorologiques, entre autres.

De même, le Programme a souffert des conditions suspensives à l'approvisionnement de la caisse d'avance du programme à cause des indemnités versés l'ancien Coordonnateur. Cette situation a entraîné une rupture de financement des activités, les retards dans les paiements, de plusieurs mois, des indemnités du personnel de l'UGP et des entités entraînant ainsi la suspension des activités de l'UGP pendant plusieurs mois.

En outre, le non approvisionnement du compte principal du Programme pendant l'année 2021 a eu pour effet la non mise en œuvre du PTBA-2021 validé pour 6 mois par le COPIL du 26 Mai 2021.

Par ailleurs, les activités phares du Programme à l'instar de la cartographie participative des 2500 villages du Gabon, la communication et consultation des parties prenantes au niveau national, provincial et départemental, le suivi satellitaire de l'emprise spatiale des villages, l'inventaire des ressources naturelles (IRN), entre autres, ont eu du mal à prendre leur rythme de croisière faute d'équipements et de moyens financiers.

- a) S'agissant de la réduction des émissions et augmentation des absorptions dans leur secteur UTCF

Dans le cadre des résultats du Programme, la cible de cet indicateur après 5ans est la réduction des émissions du secteur UTCF de 50% à l'horizon 2025. Près de 3 ans après le lancement des activités du Programme, plusieurs progrès peuvent être notés :

- Les financements en faveur de la conservation et de la gestion durable des forêts se poursuivent et s'amplifient et ont un impact réel sur le terrain : les mesures d'atténuation contenues dans le FREL et le document de programme du CAFI-2 constituent un plan d'action précis et budgété pour permettre d'atteindre la cible de réduction des émissions fixée. En effet, le cible d'émission définie via le FREL (2021) mais pas explicitement ciblé par hectare prévoit la mise en œuvre de l'exploitation forestière doit permettre de réduire les émissions de GES liés à l'exploitation forestière de 30% d'ici 2025 et de 50% d'ici 2030 ;
- **L'expansion agricole et les développements miniers évitent au maximum les conversions de zones HVC et HSC** : une Directive Nationale sur la culture du palmier à huile a été adopté en conseil des Ministres en novembre 2020. Cette directive devra servir pour les autres cultures dans la détermination des zones à HVC/HSC. De même, les normes HSC et HVC en cours d'élaboration, le débat est en cours au niveau sous régional. S'agissant du Programme CAFI 1, les activités de remesurage ont eu lieu en 2021 et 47 parcelles ont été installée. Pour l'activité HVC/HSC, après le recrutement du Coordonnateur, les missions de terrain et l'organisation de l'atelier méthodologique auront lieu en 2022 ;
- Une coordination interministérielle optimale permet de résoudre les conflits et de finaliser un PNAT intégrant les objectifs de développement à faibles émissions : Une task Force sur l'amont forestier a été mis en place par le Gouvernement au sein du Ministère des Forêts. La Task est parti sur le terrain avec les forces de l'ordre pour diminuer le nombre de poste de contrôle sur la route en vue de l'évacuation des bois vers LBV. La Task force a déjà produit la liste de tous les permis à problème et un communiqué dans ce sens a été publié dans le journal l'Union. De même, un système informatisé sur la traçabilité du bois est en cours de finalisation. S'agissant du PNAT, un cabinet juridique a été recruté pour la rédaction du Manuel de procédures de la CNAT devant permettre de trancher les conflits d'affectation et un atelier national de validation de résolution des conflits et la validation du PNAT V1 est prévu en 2022.

- Un SNORNF opérationnel permet une surveillance efficace de l'UTCF impliquant la transmission d'alertes de déforestation aux services en charge de la police forestière : le SNORNF est en cours de réalisation. Les équipes de mise en œuvre sont constituées, le matériel en voie d'acquisition et les missions terrains en cours de programmation. Le contrat avec le partenaire CLS/CIRS a été signé et les équipes de l'AGEOS iront à CLS/CIRS en France en début d'année 2022 pour le co-développement de l'application. De même, les rapports de surveillance d'exploitation forestières ont été produits et transmis au Ministère des Forêts et le développement de l'application mobile de collecte des données sur le terrain en phase de test. Des discussions en cours sur la mise en place du réseau des partenaires. En outre, les rapports de surveillance d'exploitation forestières ont été produits et transmis au Ministère des Forêts. Enfin, une procédure de collaboration entre l'AGEOS (SNORNF) et le MEF (police forestière) va être discutée et possiblement mise en place en 2022.

b) En ce qui concerne l'amélioration des niveaux de vie :

Dans le cadre des résultats du Programme, la cible de cet indicateur après 5 ans n'a pas été fixée par le CNC comme prévu après concertation approfondie. Toutefois, près de 3 ans après le lancement des activités du Programme, le processus de mise en œuvre des activités sur le terrain ne permet pas encore de déterminer le nombre de bénéficiaires directs et indirects atteints par le Programme en terme d'amélioration du niveau de vie (augmentation des revenus et/ou réduction des dépenses).

En effet, la planification optimale de l'affectation des terres à travers le PNAT et de mise en place d'un système performant de suivi de l'UTCF par le SNORNF devant permettre de produire des impacts en terme d'amélioration des conditions de vie des populations cibles ne sont pas encore effective. Les activités phares du programme devant contribuer à l'atteinte de ces objectifs ne sont pas encore rentrées dans leurs phases opérationnelles.

5.2. Progrès par effet et produits du Programme

Le Programme PNAT/SNORNF vise à générer deux effets déjà identifiés dans le CIN du Gabon et qui ont été traduits en deux objectifs spécifiques à savoir :

- Effet 1. Planification optimale de l'affectation des terres ;
- Effet 2. Système performant de suivi de l'UTCF.

A chacun de ces effets correspond un résultat final (R1 et R2), atteint par l'obtention de produits intermédiaires (ou résultats immédiats). La collecte des données sur le terrain et le suivi les indicateurs de produits, grâce à la mise en œuvre planifiée des activités du Programme permettront d'atteindre les résultats immédiats attendus par le Programme.

1. Effet 1 : Planification optimale de l'affectation des terres

La réalisation du PNAT au Gabon s'inscrit dans une approche transversale d'aménagement du territoire clairement identifiée dans la stratégie de développement du Gabon portée à un niveau politique le plus élevé. Il se fonde sur un diagnostic technique, juridique et administratif réalisé avec l'ensemble des administrations, la société civile, le secteur privé, sur la situation des terres affectées au Gabon.

Ce diagnostic a établi, sur la base des documents disponibles et des données des administrations, la situation des terres affectées au Gabon et mis en évidence des chevauchements et des incompatibilités d'affectation et certains conflits d'affectation. In fine, le PNAT V0 suggère d'aller plus loin en réalisant un PNAT basé notamment sur la collecte des données de terrain afin d'optimiser le processus d'affectation des terres au Gabon.

C'est fort de ce diagnostic que le Gouvernement a instruit de réaliser un nouveau plan national d'affectation des terres qui vise à minimiser les risques de conflits entre les usages incompatibles des terres et des ressources afin que les opportunités et les synergies soient optimisées, s'appuie sur une large concertation préalable de toutes les parties prenantes, pour construire un mécanisme intersectoriel de coordination et de prise des nouvelles décisions d'affectation, qui sera doté d'un pouvoir d'arbitrage et de résolution des conflits et intègre de façon équilibrée les préoccupations de toutes les parties concernées, des ministères sectoriels aux collectivités et aux populations locales, en passant par le secteur privé et la société civile.

Près de trois ans (13 mars 2019) après le lancement du Programme, le processus de mise en œuvre des activités en lien avec l'élaboration et l'adoption d'un PNAT pour une planification optimale de l'affectation des terres a pris du retard à cause de la complexité et la lourdeur des procédures de passation des marchés les rupture d'approvisionnement de la caisse d'avance.

Toutefois, à ce jour la quasi-totalité du personnel devant contribuer à l'élaboration d'un PNAT opérationnel a été recruté et une grande partie du matériel et des équipements acquis. De plus, depuis la reprise des activités de l'UGP en octobre 2021 et la levée des conditions suspensive à l'approvisionnement de la caisse d'avance, les activités de terrain se mettent progressivement en place et devront s'intensifier en 2021 avec lancement des missions de cartographie participative en province, la poursuite des missions de communication et consultations au niveau national, provincial et départemental, la poursuite des mission d'IRN, entre autres. Enfin, le PNAT V1 est en cours de finalisation grâce à des données collectées auprès des administrations sectorielles notamment sans les secteurs des mines, des hydrocarbures

Pour l'année 2021, en dehors des activités 1.9 (Appui à l'analyse et à la décision pour l'élaboration du PNAT V2), 1.10 (évaluation d'impact du développement durable) et 1.11 (adoption politique et mise en œuvre du PNAT) qui n'ont pas encore démarrées, toutes les

autres activités en lien avec le PNAT sont en cours de réalisation mais à des niveaux différents de mise en œuvre, en fonction de la programmation dans le PTBA.

Dans les parties suivantes, nous présenterons le résumé des principaux progrès réalisés par effet et produits du Programme en distinguant les progrès de la période de reporting (année 2021), des résultats obtenus de manière cumulative depuis le lancement du Programme.

R1. Le PNAT est adopté et mis en œuvre pour une planification optimale de l'affectation des terres:

- Analyse des données collectées
- Le cabinet GOLBAL MIND CONSULTING a été recruté en décembre 2021 pour élaborer la stratégie, le plan de communication et le site internet du Programme. Après réunion de cadrage, le premier livrable est attendu ;
- 2 missions de communication et consultation en 2021, 1 atelier provinciale et 6 ateliers départementaux organisés et 6 référents préfectoraux sélectionnés ;
- Sélection des fournisseurs pour l'acquisition du matériel informatique et forfait annuel internet et impressions pour 10 premiers référents PNAT au sein des Préfectures ;
- Réalisation d'un atelier méthodologique sur la cartographie participative en juin 2021 ;
- Formation des équipes ANPN de cartographie ;
- Formation des agents de la cartographie participative en outils de navigation (GPS et Locus Map) et la prise en main de logiciel de cartographie Qgis ;
- Etude de préfiguration sur la cartographie participative en cours ;
- Test de cartographie participative dans 22 villages dans la province de l'Estuaire au mois de décembre 2021 et poursuite en 2022 : 6 cartes participatives déjà disponibles ;
- Le cabinet GEOTEM a assuré la formation des agents sur la gestion des données
- Les 3 Cabinets pour l'étude des potentialités de l'UTCF en cours de recrutement (ANO sur les offres techniques et financières)
- Résultats réalisés de manière cumulative depuis le début du programme :
- Engagement d'un référent technique national en planification de l'utilisation des terres en poste depuis 2020 ;
- Engagement d'un référent national en communication et consultations en poste depuis février 2020 ;
- Acquisition d'une partie des équipements (ordinateurs, appareil photo, smartphones) depuis 2020 ;
- Bonification d'un ingénieur AGEOS en supervision de l'Unité PNAT depuis septembre 2019 ;
- Acquisition des logiciels ArcGis et Erdas et installation de la base de données depuis 2020 ;
- Recrutement de deux techniciens SIG pour le PNAT depuis juillet 2020 ;
- Acquisition de matériel informatique (ordinateurs, serveurs, imprimante A0, etc.) depuis 2020 ;
- Recrutement du consultant international pour la réalisation d'une étude de préfiguration depuis octobre 2020 ;
- Recrutement de 20 agents cartographes pour le travail de terrain depuis 2020 ;
- Acquisition de 5 véhicules 4x4 pour les activités de cartographie participatives depuis 2020 ;
- Rapport trimestriels d'activités du PNAT/CNC et de l'ANPN (cartographie participative)

- Progrès réalisés par produits de l'effet 1 du Programme

Résultat attendu	Indicateurs de produit 1	Progrès réalisés par produits de l'effet1	Progrès réalisés depuis le début du Programme
Conflits d'affectation des terres résolus	Nombre de cas de conflits et surfaces concernées par des conflits (en ha)	Deux cabinets juridiques pour appuyer la CNAT sont recrutés : KPMG pour la rédaction du manuel de procédures et le Cabinet EKOME NGUEMA en appui juridique à la S/C juridique de la CNAT). Les livrables devant permettre à la CNAT de statuer sur les conflits d'affectation sont attendus au premier trimestre 2022	Le processus de mise en concurrence a permis de recevoir des offres en Décembre 2020. Retard dans le démarrage de cette activité
Base de données et cartes du PNAT mises à jour et accessibles	Types et quantité de données ajoutées à la BdD Nombre de cartes thématiques produites Cartes d'affectation des terres produites	-Poursuite de la collecte des données ; -Données du secteur Forêt, Hydrocarbure, Mine, Agriculture, infrastructure, Administratif, Hydrographie et Conservation de la nature ont été collectées, analysées et traitées. En attente du recrutement des informaticiens développeurs de la plateforme qui devra héberger les données collectées	L'Atelier national d'harmonisation de la méthodologie de collecte et d'échange de données qui s'est tenu du 7 au 9 octobre 2020 sur le format des données et les points focaux : état des lieux des données PNAT V0, Format de données proposé, Protocole d'échange de données proposé, première phase de Données collectées, Model conceptuel de la base de données déjà réalisé ;
Stratégie de communication, de consultations et de consensus définie et mise en œuvre	Nombre et types de produits de communication et utilisation/distribution Nombre de consultations tenues, désagrégées par provinces et départements	Le cabinet chargé de l'élaboration de la stratégie et du plan de communication et du site internet du Programme CAFI a été recruté en 2021 et a démarré ses activités. 1 atelier provincial (Ogooué-Lolo) et 6 ateliers départementaux de communication et consultations ont été organisés	Offre du cabinet réceptionné, Rapport de sélection + Projet de contrat envoyé en off à l'AFD. 2 ateliers provinciaux (Woleu-Ntem et Ogooué-Lolo) et 7 ateliers départemental organisés
Cartographies participatives des villages réalisées et géoréférencées	Nombre de villages cartographiés Nombre de cartes villageoises validées	Étude de préfiguration réalisée, organisation de l'atelier méthodologique sur la cartographie participative en juin 2021, mission de formation des agents ANPN à la méthodologie retenue et test de la méthodologie dans 22 villages de l'Estuaire. 22 villages cartographiés et 6 cartes villageoises validées	Retard dans l'acquisition du matériel, de l'organisation de l'atelier méthodologique et tests dans les villages
Cartes et analyses des potentialités de développements des secteurs agricoles, forestiers, miniers et pétroliers disponibles	Nombre et types de cartes et d'analyses thématiques produites	Le 14 décembre 2021, ouverture des offres financières pour 3 cabinets retenus suite à validation des méthodologies proposées. En attente de l'avis de l'AFD sur les rapports d'analyse des offres financières, les propositions d'attribution des marchés et les projets de contrat.	Retard dans le recrutement des cabinets sur l'études des potentialités de l'UTCF (note d'alerte de l'ATI) et Retard dans le retour des TDRs amendés par les administrations sectorielles
Impacts des changements climatiques sur l'UTCF modélisés et pris en compte	Nombre et types de cartes réalisés Nombre de modèles climatiques utilisés	Partenariat ANPN-TNC en cours de conclusion, échange à finaliser autour du contrat	Retard dans la mise en œuvre du partenariat entre l'ANPN et TNC
Réseau de stations mixtes météorologiques et hydrologiques mis en place et suivi	Nombre de stations mixtes installées	Réflexion en cours sur les spécifications et le DAO pour les stations. L'acquisition doit être faite au premier trimestre 2022, afin que les stations soient posées en saison sèche (Juillet-Septembre)	Retard dans la mise en œuvre du partenariat entre l'ANPN et TNC
Définitions et directives relatives aux HSC et HVC élaborés	Nombre de cartes HSC et HVC élaborées	TDR sur la mission de formation sur les HSC et HVC dans le périmètre de Libreville (Bambouchine) mais mission annulée	Le coordonnateur de l'activité a été recruté et les TDRs de l'atelier ont été transmis à l'AFD pour ANO
Outils et méthodes multi-critères d'aide à la décision utilisés et PNAT V2 élaboré	Nombre et types de scénarios élaborés		
Étude d'impact de développement durable (EIDD) sur PNAT V2	Nombre et types de scénarios élaborés		
PNAT VF approuvé et mis en œuvre	Nombre et nature des textes réglementaires et politiques		

2. Effet 2. Système performant de suivi de l'UTCF

Le SNORNF finalisé et validé devra permettre de suivre l'évolution du couvert forestier national quasiment en temps réel et de détecter les événements de déforestation. L'AGEOS sera ainsi en mesure de mettre en place un système d'alerte de déforestation, permettant notamment d'informer rapidement les services en charge du contrôle et de la police forestière, à savoir l'ANPN et la Direction générale des forêts (DGF). Le SNORNF visera également à cartographier l'emprise territoriale des villages du Gabon à l'aide de l'imagerie satellitaire et de drones, ce qui contribuera au suivi de l'UTCF liés aux activités des populations rurales.

Sur le terrain, la mise en place au niveau national d'un IRN permettra de collecter des données sur la biomasse et le carbone des forêts ainsi que sur la biodiversité. Ces données contribueront notamment à préciser la carte nationale des HVC et HSC au Gabon. Le SNORNF utilisera la combinaison des données de télédétection et des données terrain de l'IRN pour préciser les estimations des stocks et flux de carbone du secteur UTCF.

Le SNORNF permettra donc à la fois d'améliorer les connaissances en matière de carbone forestier (stocks et flux) et de biodiversité, mais également de surveiller l'UTCF et en particulier les activités forestières, minières, agro-industrielles et d'infrastructures pouvant générer de la déforestation et de la dégradation forestière.

Depuis le lancement du Programme, le processus de mise en œuvre des activités en lien avec l'élaboration et l'adoption d'un Système performant de suivi de l'UTCF a pris du retard à cause de la complexité, la lourdeur des procédures de passation des marchés pour l'acquisition du matériel de haute performance (les drones, entre autres), la finalisation du contrat avec CLS/CIRS et les difficultés de financement rencontrées durant les années 2020 et 2021.

Toutefois, à ce jour la quasi-totalité du personnel devant contribuer à la conception et à la mise en œuvre du SNORNF a déjà été recruté. De même, le contrat de partenariat avec CLS/CIRS a été signé le 16 décembre 2021 et les équipes de l'AGEOS devront aller en mission en France (CLS/CIRS) pour le co-développement de la chaîne de traitement d'images satellitaires en début 2022.

En outre, les missions d'installation des parcelles d'IRN entamées en juillet 2019 se sont poursuivies en 2020 et 2021 mais à un rythme irrégulier pour des raisons de financement et de manque d'équipement.

Par ailleurs, des missions de suivi par drone de l'emprise spatiale des villages et le suivi satellitaire des activités d'exploitation forestière, d'agriculture industrielle et vivrière, d'exploitation minière et de l'étalement rural et urbain ont démarré en 2021 et devront se poursuivre et s'intensifier en 2021, selon les chronogrammes de mission 2021.

En 2021, en dehors des activités 2.5 (cartographie des stocks et flux de carbone de la biomasse) et 2.6 (Renforcement des capacités de l'AGEOS en matière de suivi de l'UTCF) qui

n'ont pas encore démarrées, toutes les autres activités en lien avec le SNORNF sont en cours de réalisation mais à des niveaux différents de mise en œuvre.

Dans les parties suivantes, nous présenterons le résumé des principaux progrès réalisés par effet et produits du Programme en distinguant les progrès de la période de reporting (année 2021), des résultats obtenus de manière cumulative depuis le lancement du Programme.

R2 : Le SNORNF est opérationnel et permet un suivi efficace de l'UTCF :
Progrès réalisés depuis la période de reporting (2021) :

- Les documents conceptuels du SNORNF sont achevés (solution CLS/SIRS, l'application mobile pour le partage des données, descriptif de l'emprise spatiale) ;
- Mise à jour du masque forestier : Deux (2) missions de 10 jours de collecte des données sur le masque forestier réalisées dans les provinces du Woleu-Ntem, Ogooué-Ivindo et le Haut-Ogooué ;
- Co-développement de la chaîne de traitement et de la plateforme : Le Programme de missions de co-développement a déjà été établi ;
- Le contrat a été signé avec CLS/SIRS a été signé en décembre 2021. En attente de la réalisation des missions en France ;
- Rédaction des documents supports et autres procédures : Méthodologie de production de l'emprise spatiale des villages rédigée et soumise ;
- Prises de vues par drones des villages, production des orthomosaïques et cartographie de l'état de référence de l'emprise spatiale des villages ;
- 2 missions d'IRN dans les provinces de la Nyanga et du Woleu-Ntem et installation de 47 parcelles permanentes ;
- Le Consultant international pour l'analyse des données produites par l'IRN a été recruté en 2021,
- Acquisition du matériel et des équipements pour les équipes d'IRN : les contrats des fournisseurs ont été signés sur un marché à paiement par l'AFD. En attente de livraison du matériel ;
- Les 2 véhicules 4x4 de l'AGEOS ont été acquis et livrés en décembre 2021
- Le coordonnateur l'activité « Élaboration de définitions et de directives nationales relatives aux zones à Haute valeur de conservation (HVC) et à hauts stocks de carbone (HSC) » a été recruté depuis juillet 2020.

- Résultats réalisés de manière cumulative depuis le début du programme :
 - Tous le personnel de l'AGEOS (ingénieurs et techniciens) a été recrutés depuis 2019 et 2020 et est en poste ;
 - 3 petits drones ont été acquis depuis septembre 2020 et fonctionnels ;
 - Le matériel informatique de l'AGEOS a été acquis depuis 2020 et fonctionnel ;
 - Les licences des logiciels ArcGis et Erdas ont été acquis et installé depuis 2020 ;
 - Tout le personnel de l'IRN (coordonnateur d'activités et agents de terrain) a été recruté et est en poste depuis 2019 et 2020 ;
 - Organisation de l'atelier national d'harmonisation de la méthodologie de collecte des données du 07 au 09 octobre 2020 ;
 - Rapports d'activités trimestriel de l'AGEOS et des activités de l'IRN

- Progrès réalisés par produits de l'effet 2 du Programme

Résultat attendu	Indicateurs de produit 2	Progrès réalisés par produits de l'effet 2	Progrès réalisés depuis le début du Programme
Images satellitaires analysées et statistiques du couvert forestier et de changement du couvert forestier produites	Nombre de postes équipés et fonctionnels Nombre de mises à jour des cartes et statistiques	Offre technique CLS/SIRS analysée et validée et contrat signé ; Mission de terrain dans le Woleu-Ntem, Ogooué-Invindo et le Haut-Ogooué ; Les statistiques d'occupation du sol et de changement de couvert forestier produites ;	Retard dans la mise en œuvre des activités (recrutement du personnel et acquisition des équipements et partenariat SIRS). Le partenariat avec CLS/CIRS n'a été signé que le 16 décembre 2021
Cartographie de l'emprise spatiale des villages du Gabon réalisée	Nombre de villages avec emprise cartographiée Surfaces désagrégées des emprises spatiales des villages	Prise de vue par drones dans 27 villages pour 10 jours de mission et production des orthomosaïques, cartographie de l'état de référence de l'emprise spatiale des villages	Retard dans la mise en œuvre des activités (recrutement du personnel et acquisition des équipements). Les 3 petits drones ont été livrés à l'AGEOS en 2021
Les activités sectorielles avec impact UTCF sont suivies	Nombre d'alertes de déforestation émises Nombre d'alertes de déforestation transmises Nombre d'alertes de déforestation suivis d'une opération terrain	82 permis forestiers ont fait l'objet de surveillance. Rapport de surveillance disponible	Retard dans la mise en œuvre des activités (recrutement du personnel et acquisition des équipements et partenariat SIRS). Le partenariat avec CLS/CIRS n'a été signé que le 16 décembre 2021
300 Parcelles IRN et transects de biodiversité établis	Nombre de parcelles et de transects établis	47 parcelles permanentes installées sur un total de 60 parcelles prévus soit 78% de réalisation sur le prévisionnel	68 parcelles permanentes installées sur les 300 parcelles prévues et 42 parcelles remesurées

5.3. Contribution du programme à l'atteinte des Indicateurs du cadre de résultats de CAFI

Dans la logique de la théorie du changement présentée dans le CIN du Gabon, le présent Programme vise à produire des effets qui contribueront à générer des impacts positifs : amélioration du bilan GES du secteur de l'UTCF et co-bénéfices de développement.

Cependant, les impacts dépendent aussi de facteurs externes au présent Programme qui ne sont pas tous maîtrisables. La Figure ci-dessous présente les indicateurs d'impact du CIN et souligne l'importance du PNAT et du SNORNF pour l'atteinte des objectifs.

Tableau 2 - Cadre de résultats du programme

Résultats	Indicateurs	Baseline	Cible fin programme	Progrès actuel de l'indicateur ¹	Raisons pour les retards ou changements	années		
						2019	2020	2021
<u>Effet 1</u> : Planification optimale de l'affectation des terres	Existence d'un PNAT VF	PNAT V0 - affectation des terres non optimale, existence de conflits	PNAT VF adopté et mis en œuvre - affectation optimale des terres	PNAT V1 en cours d'élaboration	Retard dans le versement de la caisse d'avance ayant entraîné la suspension des activités de l'UGP Retard dans la mise en œuvre des activités depuis mars 2019 (recrutement du personnel, acquisition des équipements, partenariats et activités de terrain)	Lancement du processus de recrutement du personnel et acquisition des équipements	Personnels recrutés et en poste, cabinets en cours de recrutement et organisation de l'atelier d'harmonisation des données	Personnels en poste ; Cabinets recrutés ; Collecte des données et processus en cours de l'élaboration du PNAT V1
Produit 1.1 : Conflits d'affectation des terres résolus	Nombre de cas de conflits et surfaces concernées par des conflits (en ha)	Conflits juridiquement incompatibles identifiés dans le PNAT V0	Conflits d'affectation des terres résolus dans le PNAT V1 validé	Les deux cabinets devant appuyer la CNAT sont recrutés : élaboration du Manuel de procédures et appui juridique à la S/C technique de la CNAT	Lenteur dans le processus de recrutement des cabinets, rupture de renouvellement de la caisse d'avance et suspension des activités de l'UGP	TDR du recrutement du cabinet juridique élaboré	Les cabinets de la listes restreintes ont été consultés, deux (2) cabinets ont déposé leurs offres, l'ouverture est prévue pour le lundi 18 janvier 2021 à 10 h à l'UGP.	Les deux (2) cabinets juridiques ont été recrutés en décembre 2021
<u>Produit 1.2</u> : Base de données et cartes du PNAT mises à jour et accessible	Types et quantité de données ajoutées à la BdD Nombre de cartes thématiques produites Cartes d'affectation des terres produites	Base de données PNAT V0 incomplète (2015) accessible en ligne	Base de données robuste du PNAT VF mise à jour et accessible en ligne	Personnel dédié à cette activité recrutée et en poste ; Organisation d'un atelier national d'harmonisation de la méthodologie Données collectées dans les secteurs Forêt, Hydrocarbure, Mine, Agriculture, infrastructure, Administratif, Hydrographie et Conservation de la nature traitées et analysées	Difficultés d'approvisionnement de la caisse d'avance ; Lenteur dans le processus de recrutement des stagiaires informaticiens développeurs ; Lenteur dans la collecte des données ; Retard dans le recrutement des cabinets pour l'étude et cartographie des potentialités de développement des principaux secteurs impliqués dans l'UTCF	Une partie du personnel dédié à cet activité recruté et processus de recrutement en cours pour les autres agents	Une grande partie personnel dédié à cette activité recrutée et en poste ; Atelier national sur la méthodologie et le format des données organisé ;	Une grande partie du personnel en poste Collecte et traitement des données en cours dans les secteurs forêt, hydrocarbure, mine, agriculture, etc. ;
Produit 1.3 : Stratégie de communication, de consultations et de consensus définie et mise en œuvre	Nombre et types de produits de communication et utilisation/distribution Nombre de consultations tenues, désagrégées par provinces et départements	Aucune consultation des parties prenantes et des populations au niveau provincial et départemental pour l'affectation des terres	Processus d'élaboration du PNAT ouvert et participatif intégrant des consultations élargies au niveau national, provincial et départemental	Le cabinet chargé de l'élaboration de la stratégie et du plan de communication et du site internet du Programme CAFI recruté et activités en cours. Missions de communications et consultation dans les provinces du Woleu-Ntem et	Processus de recrutement du cabinet retardé à cause de la lourdeur et de la complexité des procédures de passation de marché, de la suspension des activités de l'UGP et le manque de financement. Missions retardées par manque de financement	Les TDRs pour le recrutement d'un consultant international spécialisé en communication et consultations élaborés et en cours de validation au sein du CNC	Le cabinet devant élaboré la stratégie et le plan de communication est en cours de recrutement (PV d'ouverture des offres et rapport d'évaluation)	Le cabinet GOLBAL MIND CONSULTING a été recruté pour élaborer la stratégie, le plan de communication et le site internet du Programme. Après réunion de cadrage, le premier livrable est attendu

				de l'Ogooué-Lolo. 2 ateliers provinciaux et 7 ateliers départementaux organisés				
Produit 1.4 : Cartographies participatives des villages réalisées et géoréférencées	Nombre de villages cartographiés Nombre de cartes villageoises validées	Aucune carte villageoise participative géoréférencée dans la base de données du PNAT	Cartes participatives des villages du Gabon géoréférencées et disponibles sur la BdD PNAT	Personnel de l'activité recrutés et en poste, 6 véhicules 4x4 pour l'activité acquis ; Matériels de terrain et informatique acquis ; Un atelier méthodologique sur la cartographie participative organisé, tests en cours sur 22 villages et 6 cartes participatives validées	Coordonnateur de l'activité de cartographie remplacée ; Retard dans la production des 5 livrables attendus de la consultante de l'étude de préfiguration ; Rupture de financement ; Processus d'acquisition du matériel retardé	Les TDRs ont été élaborés pour le recrutement d'un consultant pour réalisation de l'étude de préfiguration ; Les TDRs ont été élaborés pour la réalisation de l'atelier méthodologique de la cartographie participative ; Cv, fiche de poste et TDRs élaborés pour le recrutement d'un coordinateur expert en cartographie participative, des agents de terrain ; Lancement du processus d'acquisition du matériel et des équipements	Consultante recruté et en poste octobre 2020 ; Production des TDRs, du budget et identification du site l'atelier méthodologique de la cartographie participative ; Coordonnateur de l'activité et agents de terrain recrutés et en poste ; Les 5 véhicules 4x4 de l'ANPN dédiés à cette activité ont été dédouanés et sortis du Port d'Owendo fin Novembre, en attente de livraison ; l'ouverture des offres des fournisseurs du matériel informatique et de matériel dédié aux équipes de terrain en Novembre 2020.	Consultante en poste. Sur les 5 livrables attendus, 4 ont été livrés dont certains sont en attente de validation ; L'atelier national sur la méthodologie de la cartographie participative a été organisé ; 11 agents ont été formés sur les outils de navigation (GPS et Locus Map) et la prise en main de logiciel de cartographie Qgis ; Cartographie pilote réalisée dans 22 villages et 6 participative validées à ce jour ; Remplacement du Coordonnateur de l'activité en cours ; Les contrats des fournisseurs matériel informatique et de matériel dédié aux équipes de terrain signés
Produit 1.5 : Cartes et analyses des potentialités de développements des secteurs agricoles, forestiers, miniers et pétroliers disponibles	Nombre et types de cartes et d'analyses thématiques produites	Pas d'analyses ni de cartes des portentialités sectorielles	Cartes des potentialités sectorielles intégrées à la BdD du PNAT	Le 14 décembre 2021, ouverture des offres financières pour 3 cabinets retenus suite à la validation des méthodologies proposées. En attente de l'avis de l'AFD sur les rapports d'analyse des offres financières, les propositions d'attribution des marchés et les projets de contrat.	Retour tardif (3 mois) des TDRs amendés par les administrations sectorielles (Mine, Pétrole et agriculture) à l'UGP ; Passation de marché retardé par la note d'alerte de l'ATI et par l'absence de financement	Aucune action	Le DAO a été lancé auprès de la liste restreinte de cabinets validés par l'AFD. La mise en concurrence a été lancée fin Novembre 2020 ;	L'ANO de l'AFD a été donné sur le rapport d'évaluation des offres techniques. En attente de l'avis de l'AFD sur le rapport d'analyse des offres financières et le projet de contrat. Démarrage espéré en Février 2022
Produit 1.6 : Impacts des changements climatiques sur l'UTCF modélisés et pris en compte et pétroliers disponibles	Nombre et types de cartes réalisés Nombre de modèles climatiques utilisés	Pas de cartes de vulnérabilités du secteur UTCF au CC	Cartes de vulnérabilité du secteur UTCF au CC réalisés	Partenariat ANPN-TNC en cours de conclusion, échange à finaliser autour du contrat	Les échanges en vue de la formalisation du partenariat entre l'ANPN et TNC ont pris du retard	Aucune action	ANO de l'AFD sur le contre de Gré à Gré de TNC le 26 octobre 2020	Modalités contractuelles avec TNC en cours de finalisation

Produit 1.7 : Réseau de stations mixtes météorologiques et hydrologiques mis en place et suivi	Nombre de stations mixtes installées	Quasi absence de réseau de stations météorologiques et hydrologiques	Réseau de 10 stations mixtes en place, opérationnel et suivi	Processus d'acquisition de 6 stations mixtes en cours. Réflexion en cours sur les spécifications techniques et le DAO pour les stations. L'acquisition des stations est prévue courant premier trimestre 2022, afin que les stations soient posées en saison sèche (Juillet-Septembre)	Les échanges en vue de la formalisation du partenariat entre l'ANPN et TNC ont pris du retard	Une réflexion est en cours en vue de mutualiser les appuis, pour une gestion optimale des stations.	Suite à la réunion avec TNC, il a été décidé que les spécifications techniques du matériel seraient précisées en Janvier 2021 par TNC	Un comité de gestion des stations a été mis en place, en attente d'être formalisé
Produit 1.8: Définitions et directives relatives aux HSC et HVC élaborés	Nombre de cartes HSC et HVC élaborées	Travaux en cours à l'ANPN mais incomplets sur HVC "habitats rares" et HSC	Définitions et directives relatives aux HSC et HVC élaborées, cartes intégrées à la BdD PNAT	Coordonnateur de l'activité recruté et en poste depuis 2020, chronogramme des missions de terrain 2022 élaboré, TDR atelier pour l'élaboration et la définition des directives nationales élaboré	Réalisation des missions de terrain de terrain et réalisation de l'atelier méthodologique retardés manque de financement et recrutement de consultants	Aucune action	Coordonnateur de l'activité recruté ; L'élaboration du programme de travail inscrit au PTBA 2021 ; Elaboration des TDR de l'atelier de l'atelier méthodologique ; Définition des spécifications techniques pour l'acquisition du matériel pour les équipes de terrain	Coordonnateur en poste ; DC envoyées aux fournisseurs de la liste restreinte pour l'acquisition du matériel pour les équipes de terrain ;
Produit 1.9: Outils et méthodes multi-critères d'aide à la décision utilisés et PNAT V2 élaboré	Nombre et types de scénarios élaborés	Absence de vision trans-sectorielle et de méthode d'appui à la décision pour l'affectation des terres	Prise de décision politique facilitée par une méthode multi-critère d'appui à la la décision pour l'affectation des terres	Non démarrée		Aucune action	Aucune action	Aucune action
Produit 1.10: Etude d'impact de développement durable (EIDD) sur PNAT V2	Rapport EIDD	Méthodologie EIDD inexistante (Loi DD, 2014)	Méthodologie EIDD élaborée et mise en œuvre sur PNAT V2	Non démarrée		Aucune action	Aucune action	Aucune action
Produit 1.11: PNAT VF approuvé et mis en œuvre	Nombre et nature des textes réglementaires et politiques	Absence de loi, décrets et textes d'application relatifs au PNAT	Lois, décrets et textes d'application relatifs au PNAT existants	Non démarrée		Aucune action	Aucune action	Aucune action

Effet 2: Système performant de suivi de l'UTCF	Données disponibles Fréquence d'actualisation des statistiques et cartes de couvert forestier	SNORNF non opérationnel et suivi de l'UTCF peu efficace	SNORNF opérationnel et suivi de l'UTCF efficace	Les documents conceptuels du SNORNF sont élaborés (solution CLS/SIRS, l'application mobile pour le partage des données, descriptif de l'emprise spatiale). Convention avec CLS/CIRS signée ; Les missions d'installation des parcelles d'IRN et de l'emprise spatiale des villages par drones en cours de réalisation.	Le processus de contractualisation avec CLS/CIRS a été retardé par la lourdeurs des procédures et la complexité des spécifications techniques ainsi que les difficultés de financement	Une partie du personnel recruté et en poste ; Spécifications techniques des équipements et liste restreinte des fournisseurs élaborée ;	Personnel recruté et en poste ; 3 petits drones acquis en attente de livraison ; 6 Licences ArcGis, en attente de la signature du contrat avec le fournisseur identifié ; 6 Licences Erdas acquis et livré mais en attente d'installation ; Une mission de collecte des données sur le masque forestier	Personnel en poste ; Equipement informatique acquis et installé ; 6 Licences ArcGis et 6 Licences Erdas acquis, installés et paramétrés ; Contrat signé avec CLS/SIRS et programme de co-développement en France établi. ;
Produit 2.1 : Images satellitaires analysées et statistiques du couvert forestier et de changement du couvert forestier produites	Nombre de postes équipés et fonctionnels Nombre de mises à jour des cartes et statistiques	Méthodologie de cartographie de l'UTCF automatisée	Utilisation d'une chaîne de traitement d'images automatisée pour la cartographie de l'UTCF	Personnel de l'activité recrutés et en poste L'offre technique CLS/SIRS a été analysée et validée ; Une Mission de terrain dans le Woleu-Ntem, Ogooué-Invindo et le Haut-Ogooué ; Les statistiques d'occupation du sol et de changement de couvert forestier produites	Processus de recrutement du personnel, acquisition du matériel et contractualisation avec CLS/CIRS retardé à cause de la lourdeur des procédures et le manque de financement.	Une partie du personnel recruté et en poste ; Spécifications techniques des équipements et liste restreinte des fournisseurs élaborée	Personnel recruté et en poste ; 6 Licences ArcGis, en attente de la signature du contrat avec le fournisseur identifié ; 6 Licences Erdas acquis et livré mais en attente d'installation ; Une mission de collecte des données sur le masque forestier	Personnel en poste ; Equipement informatique acquis et installé ; 6 Licences ArcGis et 6 Licences Erdas acquis, installés et paramétrés ; Contrat signé avec CLS/SIRS et programme de co-développement en France établi. ;
Produit 2.2 : Cartographie de l'emprise spatiale des villages du Gabon réalisée	Nombre de villages avec emprise cartographiée Surfaces désagrégées des emprises spatiales des villages	Absence de cartographie de l'emprise spatiale des villages	Cartographie de l'emprise spatiale des villages réalisée	Personnel dédié à l'activité recruté et en poste ; Equipements acquis et fonctionnel ; Prise de vue par drones dans 27 villages et production des orthomosaïques, cartographie de l'état de référence de l'emprise spatiale des villages	Processus de recrutement du personnel, acquisition des équipements retardé à cause de la lourdeur des procédures et le manque de financement.	1 ingénieur sur 2 recruté et en poste, l'autre en attente de l'avis de l'AFD sur la liste restreinte fournie par l'AGEOS ;	2 ingénieurs recrutés et en poste ;	Ingénieurs en poste ; 3 petits drones acquis et fonctionnel ; Méthodologie de production de l'emprise spatiale des villages rédigée et soumise ; L'emprise spatiale de 27 villages cartographiés dans l'Estuaire
Produit 2.3 : Les activités sectorielles avec impact UTCF sont suivies	Nombre d'alertes de déforestation émises Nombre d'alertes de déforestation transmises Nombre d'alertes de déforestation suivis d'une opération terrain	Pas de système opérationnel d'alertes de déforestation	Système d'alerte de déforestation permettant le suivi de l'UTCF	Personnel dédié à l'activité recruté et en poste ; Equipements acquis et fonctionnel ; 82 permis forestiers ont fait l'objet de surveillance. Rapport de surveillance disponible	Processus de recrutement du personnel, acquisition des équipements retardé à cause de la lourdeur des procédures et le manque de financement.	2 Ingénieurs recruté et en poste ; Liste restreinte des fournisseurs produite pour l'acquisition de 5 drones à très haute performance ; Spécifications techniques sont en cours d'élaboration	2 Ingénieur en poste ; 5 drones à très haute performance : reprise de la procédure ; Acquisition de 100 images THR : reprise de la procédure ;	2 Ingénieur en poste ; Evaluation des offres pour la fourniture de 2 drones à voilure fixe ; Une demande de cotation a été envoyée aux fournisseurs pour l'acquisition d'un drone à capteur Lidar et VTOL ; Acquisition de 100 images THR : une réunion entre AFD, le

						pour l'acquisition de 100 images THR		CNES et l'AGEOS est prévue début janvier 2022
Produit 2.4 : Parcelles IRN et transects de biodiversité établis	Nombre de parcelles et de transects établis	IRN incomplet, 200 parcelles établies	IRN composé de 500 parcelles permanentes et 200 à 300 transects achevé	Personnel dédié à l'activité recruté et en poste ; 2 véhicules 4x4 acquis et fonctionnels Equipements en cours d'acquisition ; 68 parcelles permanentes installées sur les 300 parcelles prévues et 42 parcelles remesurées	Processus de recrutement du personnel, acquisition du matériel pour les équipes de terrain retardé à cause de la lourdeur des procédures et le manque de financement.	CVs, fiches de poste et TDRs élaborés pour le recrutement du personnel dédié à cette activité ; Acquisition de 2 véhicules 4x4 : DPD a été signée par la DG Dette et transmise à l'AFD pour paiement direct de l'UNOPS	Personnel dédié à l'activité recruté et en poste ; 2 véhicules 4x4 acquis et fonctionnels ; Reprise de la procédure d'acquisition du matériel pour les équipes pour infructuosité ; 21 parcelles permanentes installées	Personnel de l'activité en poste ; Les contrats des fournisseurs ont été signés sur un marché à paiement par l'AFD pour l'acquisition du matériel pour les équipes. En attente de livraison du matériel ; 47 parcelles permanentes installées ; Un gré à gré a été obtenu sur le partenariat entre l'ANPN et le CENAREST pour le laboratoire d'Ipassa pour l'analyses de sols et des échantillons botaniques. Les données produites par l'IRN en cours d'analyse par le Consultant international pour recruté
Effet 3 : Coordination et gestion efficiente et transparente des programmes et activités du CIN	Personnel recruté et en poste Équipement et matériels acquis Budgets disponibles	UGP non équipé et personnel non recruté ; Budget de fonctionnement non disponible	Gestion efficiente et transparente du Programme	Tous les équipements informatiques et matériel acquis et fonctionnel ; Une partie des véhicules acquis et fonctionnels ; Budget de fonctionnement disponible	Au départ 2 véhicules 4x4 étaient prévus par le PRODOC et le processus d'acquisition étaient déjà arrivé à terme quand l'AFD et le MO ont décidé de la reprise de la procédure et l'acquisition de 2 véhicules SUV, ce qui a pris près de 2 ans de retard ; Retard dans la mise à disposition de la caisse d'avance ayant entraîné plusieurs mois d'arriérés de salaire et la suspension des activités de l'UGP.	Tout le personnel de l'UGP, sauf le chauffeur, recruté et en poste ; 11 ordinateurs acquis, livrés et installés ; Contrat du local à usage de bureau signé et locaux fonctionnels ; Mobilier de bureau acquis (bureau, table de réunion, chaises...) et installé ; DANO sur le rapport de sélection des fournisseurs pour l'acquisition des 2 véhicules 4x4 ;	Tout le personnel de l'UGP, sauf le chauffeur, recruté et en poste ; Matériels et équipements acquis et fonctionnel ; Logiciel TOMPRO acquis, installé et fonctionnel et formation sur sa prise en main ; Audit comptable et financier 2029 réalisé ;	Nouveau coordonnateur de l'UGP, nouveau RAF et nouvelles Secrétaire recrutés et en poste ; 2 Véhicule SUV au lieu des 4x4 acquis, livrés et fonctionnels ; Equipements et matériels fonctionnel ; Audit comptable et financier 2020 réalisé ; 1 mission de suivi-évaluation réalisée ;
Produits 3.1 : Personnel recruté et en poste	Nombre d'agents recrutés et en poste	Aucun agent de l'UGP recruté	Tous les agents de l'UGP recruté et en poste	Tous les agents de l'UGP sont recrutés et en poste	Remplacement à 2 reprises du Coordonnateur de l'UGP, Remplacement du RAF et de la Secrétaire.	Tout le personnel de l'UGP, sauf le chauffeur, recruté et en poste	Tout le personnel de l'UGP, sauf le chauffeur, recruté et en poste	Nouveau coordonnateur de l'UGP, nouveau RAF et nouvelles Secrétaire recrutés et en poste ;

Produits 3.2 : Equipement et matériel acquis et fonctionnel	Nombre d'ordinateurs, photocopieurs, imprimantes acquis et fonctionnel ; Matériels de bureau acquis et fonctionnel ; Nombre de véhicules acquis et fonctionnel ; Connexion internet fonctionnel ; Nombre de véhicules acquis et fonctionnel.	Aucun matériel et équipement acquis	Tout le matériel et équipement de l'UGP acquis et disponibles	Tout le matériel et équipement acquis et disponible	Au départ 2 véhicules 4x4 étaient prévus par le PRODOC et le processus d'acquisition étaient déjà arrivé à terme quand l'AFD et le MO ont décidé de la reprise de la procédure et l'acquisition de 2 véhicules SUV, ce qui a pris près de 2 ans de retard ; Retard dans la mise à disposition de la caisse d'avance ayant entraîné plusieurs mois d'arriérés de salaire et la suspension des activités de l'UGP.	DANO sur le rapport de sélection des fournisseurs pour l'acquisition des 2 véhicules 4x4 ; 11 ordinateurs acquis, livrés et installés ; Contrat du local à usage de bureau signé et locaux fonctionnels ; Mobilier de bureau acquis (bureau, table de réunion, chaises...) et installé ;	Matériels et équipements acquis et fonctionnel ; Logiciel TOMPRO acquis, installé et fonctionnel et formation sur sa prise en main ;	2 Véhicule SUV au lieu des 4x4 acquis, livrés et fonctionnels ; Equipements et matériels fonctionnel ; Matériels et équipements fonctionnel
Produits 3.3 : Budget de fonctionnement disponible et missions spécifiques de l'UGP réalisées	Budget de fonctionnement disponible ; Nombre de missions spécifiques réalisées Audit financier annuel réalisé	Nombre de missions réalisées ; Nombre d'audits financiers réalisés ; Budget disponibles.	Toutes les missions prévues réalisées, tous les audits financiers annuels réalisés, budget de fonctionnement consommé	Une mission de suivi-évaluation réalisée dans la province du Woleu-Ntem ; 2 audits financiers réalisés (2019 et 2020)	Difficultés d'approvisionnement de a caisse d'avance ayant entraîné plusieurs mois d'arriérés de salaire et la suspension des activités de l'UGP		Audit comptable et financier 2029 réalisé	Audit comptable et financier 2020 réalisé ; 1 mission de suivi-évaluation réalisée ;

5.4. Contribution du programme à l'atteinte des jalons de la Lettre d'intention

La République gabonaise et CAFI ont signé une lettre d'intention le 27 juin 2017 qui établit un partenariat pour la mise en œuvre d'un cadre d'investissement qui repose d'une part, sur l'atteinte de jalons liés aux engagements climatiques du Gabon et d'autre part, sur la mise en place d'un Plan National d'Affectation des Terres (PNAT) et d'un Système National de suivi et d'Observations des Ressources Naturelles et Forestières (SNORNF).

A travers cette initiative, le Gabon s'est engagé à réaliser des d'indicateurs de progrès dans les domaines liés (i) à l'affectation du territoire, (ii) à la surveillance des forêts et iii) à la Gouvernance forestière. Au total 24 jalons à atteindre progressivement jusqu'au 31 décembre 2022.

Pour permettre un suivi régulier de la matrice des jalons, du suivi des activités du programme, le Responsable suivi-évaluation entretient des rencontres régulières avec les différentes parties prenantes (administrations sectorielles concernées) pour s'imprégner du niveau d'avancement des activités réalisées et mesurer les difficultés rencontrées. Des points sur l'avancement des jalons sont régulièrement faits avec l'AFD, le CNC et le Secrétariat CAFI.

La matrice ci-dessous fait le point sur le niveau de réalisation des jalons au 31 décembre 2021. En effet, il ressort que sur les 24 jalons prévus, 8 peuvent être considérés comme atteints à ce jour, 14 partiellement atteints et 2 jalons qui n'ont pas encore évolué. En 2021, 3 jalons supplémentaires ont été atteints en plus des 5 réalisés en 2020.

N°	Descriptif du Jalons	Objectif	Progrès accomplis		Points d'attention particulière	Solutions proposées
			Période de reporting	De manière cumulative depuis le début du programme		
1	Le plan national d'affectation du territoire est adopté et mis en œuvre	PNAT VF adopté	Recrutement de 2 cabinets juridiques chargés d'élaborer le manuel de procédures et d'appuyer juridiquement la CNAT ; Collecte des données sectorielles pour alimenter le PNAT VO ; 2 missions de communication et consultation au niveau national, provincial et départemental, organisation d'un atelier provincial, 6 ateliers départementaux et sélection de 6 référents locaux au sein des préfectures	Les activités du programme CAFI qui contribueront à la mise en place du PNAT sont en cours (personnel recruté, matériel et des équipement de terrain acquis et en d'acquisition pour le matériel de très haute performance, véhicule acquis, missions de communication et consultation en cours, organisation de 2 ateliers provinciaux, 7 ateliers départementaux et sélection de 7 référents locaux missions de cartographie participative en cours y compris le recrutement des référents locaux au sein de préfectures, suivi par drone de l'emprise spatiale des villages en cours, contrat avec TNC pour les stations hydrométéorologique en cours de finalisation, entre autres)	Démarrage des activités de terrain pour la cartographie participative par un test sur 22 villages et chronogramme budgétisé des missions 2022 élaborés	Accélérer le processus de cartographie des 600 villages prévus pour 2022 en y augmentant des équipes, le matériel et le logistique ainsi que les budgets alloués. Intensification des missions de communication et consultation ainsi que la sélection des référents locaux au sein des préfectures
1.a.	Signature de la Déclaration de Marrakech sur la production durable de l'huile de palme dans le cadre de l'Initiative huile de palme en Afrique (APOI).	Déclaration signée et publiée en conseil des ministres	La déclaration de Marrakech n'a pas été signée par le Gabon lors de la COP 26 comme prévu.	Discussion sur la définition des forêts ; la Directive nationale pour la sélection des sites propices à la culture du palmier à huile adoptée en Conseil des Ministre du 20/11/2020	Le Gabon avait émis une réserve en demandant un moratoire sur la compréhension de la forêt par une définition du terme forêt. Etant donné le contexte d'insécurité alimentaire du pays et la vision Gabon vert du PSGE, les autorités ont mis en place un groupe de travail en 2018 pour redéfinir la forêt en tenant compte de la réalité géographique. A ce jour, la question de la redéfinition de la forêt n'est toujours pas tranchée Nécessité de la clarification de la position du Gabon sur la signature ou non de cette déclaration	Proposition d'une réunion tripartite entre le CNC (Maitre d'ouvrage délégué), le Ministère en charge de l'Agriculture et le Ministère des Forêts.
1.b.	Finalisation et adoption du Plan d'action national de la Déclaration de Marrakech sur la production durable de l'huile de palme	Déclaration signée et plan d'action national adopté en conseil des ministres	Aucune action	Un plan d'action (sous forme d'un tableau Excel) pour la mise en œuvre de ces principes a été élaboré couvrant la période 2018-2020. Un atelier de bilan de la première phase d'adhésion à l'APOI s'est tenu à Libreville en décembre 2018. L'atelier a permis de souligner que des formations sur les zones HVC, HSC et sur le CLIP (Consentement Libre, Informé, Préalable) avaient été	La révision en cours du plan d'action de l'initiative APOI au Gabon (Brainforest et WWF) pourra contribuer à faire avancer la réalisation du jalon. Il faut également clarifier le lien entre ce plan d'action et le plan d'action national de la déclaration de Marrakech.	En attente d'adoption par le gouvernement du plan d'action national de la déclaration de Marrakech sur la production durable de l'huile de palme.

				tenues et de confirmer l'existence d'une plateforme et la production du draft de plan d'action. la Directive nationale pour la sélection des sites propices à la culture du palmier à huile adoptée en Conseil des Ministre du 20/11/2020		
1.c.	Élaboration et adoption de directives et de définitions nationales visant à assurer que les forêts à HSC et de HVC ne soient pas converties à d'autres usages, conformément au consensus international émergent et aux meilleures pratiques.	Directives et de définitions nationales visant à assurer que les forêts à HSC et de HVC ne soient pas converties à d'autres usages adoptés.	TDR sur l'atelier méthodologique HSC/HVC pour élargir le champ d'action de la directive déjà adoptée validé par le COPIL est prévue en fin 2022	la Directive nationale pour la sélection des sites propices à la culture du palmier à huile intégrant la définition et la cartographie des forêts HSC/HVC au Gabon adoptée en Conseil des Ministre du 20/11/2020	Missions de terrain de l'activité « Elaboration de définitions et de directives nationales relatives aux zones à Haute valeur de conservation (HVC) et à hauts stocks de carbone (HSC)HSC/HVC » pendant la période la saison sèche (entre avril et aout 2022) et organisation de l'atelier au courant du 4 ^e trimestre 2022 pour affiner les seuils déjà pris en compte dans le cadre de la méthodologie de la directive	Acquisition des équipements pour les agents de terrain ; Disponibilisation des fonds pour la prise en charge des équipes.
1.d.	Élaboration, adoption et mise en œuvre selon les principes énoncés ci-dessous d'une politique sur la neutralité carbone de la conversion des forêts non-HSC/HVC à d'autres usages	Politique nationale sur la neutralité carbone de la conversion des forêts non-HSC/HVC à d'autres usages adoptés en Conseil des Ministres	47 parcelles permanentes installées en 2021 Méthodologies et calculs pour mesurer la neutralité carbone élaborées dans les documents soumis à la CCNUCC : FREL, RBA, RNI (2021), CDN.	Méthodologies et calculs pour mesurer la neutralité carbone élaborées dans les documents soumis à la CCNUCC : FREL, RBA, RNI (2021), CDN. 68 parcelles permanentes installées depuis le début du Programme	Retard dans le processus d'installation des parcelles faute de moyens pour financer les missions d'installation sur le terrain ; Retard dans le processus d'acquisition des équipements et du matériel pour les équipes ; Retard des missions de terrain HSC/HVC nécessaires pour l'organisation de l'atelier	Eviter au maximum les ruptures de financement du Programme ; Nécessité de respecter le chronogramme 2022 des missions de terrain pour les activités pour les activités 1.8 et 2.4
1.e.	Établissement d'une méthodologie et d'une feuille de route visant à assurer la participation et le consentement préalable, libre et informé des populations et communautés traditionnelles habitant la forêt aux décisions relatives à l'affectation du territoire.	Méthodologie et feuille de route nationale validées	Organisation de l'atelier méthodologique de la cartographie participative du 22 au 24 juin 2021 qui a vu la participation active de toutes les parties prenantes édictée par le prococ y compris les femmes, les OSC et les peuples autochtones ; Missions test de cartographie participative en décembre 2021 sur 22 villages et 6 cartes participatives déjà validées ; Le Cabinet pour l'élaboration de la stratégie et le plan de communication et l'élaboration du site web du Programme recruté et en poste en décembre 2021	i) les cadres juridiques sectoriels (forêt, agriculture, mines, etc.) prévoient des études d'impacts environnementaux et sociaux intégrant une consultation des populations concernés par les affectations, ii) une stratégie et un plan de communication et de consultation des parties prenantes et populations locales est en cours d'élaboration dans le cadre de l'élaboration du PNAT, ii) la méthodologie de réalisation des cartographies villageoises est en cours de validation (phase pilote). Recrutement de la consultante internationale pour l'élaboration de l'étude de préfiguration sur la méthodologie de la cartographie participative, 4 rapports sur 5 livrés dont 2 déjà validés par l'ANPN	Nécessité d'une validation par l'ANPN des 5 rapports de la consultante internationale sur l'étude de préfiguration de la méthodologie de la cartographie participative ; Intensification des missions de terrain de cartographie participative et de communication et consultation, recrutement et installation des référents locaux au sein des préfectures. Livrables attendus du cabinet chargé de l'élaboration de la stratégie et du plan de communication et	Intensification des missions de cartographie participative par l'augmentation des équipes et des budgets en vue d'atteindre les plus de 600 villages à cartographier en 2022 ; Intensification des missions de communication et consultation, recrutement et installation des référents locaux

				<p>Organisation de l'atelier méthodologique de la cartographie participative qui a vu la participation active de toutes les parties prenantes édictée par le produit y compris les femmes, les OSC et les peuples autochtones ;</p> <p>Missions test de cartographie participative sur 22 villages et 6 cartes participatives déjà validées</p> <p>Cabinet recruté pour l'élaboration de la stratégie et le plan de communication et l'élaboration du site web du Programme</p>	l'élaboration du site web du Programme	
1.f.	<p>Fixation préliminaire d'un plafond à long terme relatif à la conversion neutre en carbone des forêts non-HSC/HVC à d'autres usages (et de manière exceptionnelle les forêts HSC/HVC) comme indiqué dans l'article I.a.i), conformément aux directives nationales ci-dessus et sur la base d'un besoin initial estimé d'une superficie cumulative dans le long terme de 400 000 ha, et d'un plafond annuel de conversion de 10 000 ha au maximum</p>	<p>Plafond à long terme relatif à la conversion neutre en carbone des forêts non HSC/HVC à d'autres usages, conformément aux directives nationales, adopté</p>	<p>Le Niveau de Référence des Forêts (FREL, 2021) a été validé auprès de la CCNUCC. Il démontre que le Gabon respecte déjà ce jalon avec des niveaux de déforestation inférieurs à 10 000 ha/an sur la période 2015-2019 et l'objectif affiché de ne pas dépasser ce plafond à l'avenir</p>	<p>Le Niveau de Référence des Forêts (FREL, 2021) a été validé auprès de la CCNUCC.</p>		
1.g.	<p>Rapport sur le respect de l'engagement de non-conversion des forêts HSC/HVC</p>	<p>Rapport national sur le respect de l'engagement de la non-conversion des forêts HSC/HVC adopté</p>	<p>Le Niveau de Référence des Forêts (FREL, 2021) a été validé auprès de la CCNUCC.</p> <p>Equipement et matériel pour les équipes de terrain en cours d'acquisitions (évaluation des offres des fournisseurs)</p>	<p>La Directive Nationale sur la culture du palmier à huile a été adoptée en conseil des Ministres en novembre 2020. Cette directive devra servir pour les autres cultures dans la détermination des zones à HVC/HSC ;</p> <p>Le coordonnateur de l'activité 1.8 a été recruté au courant du mois de décembre 2020 et l'atelier méthodologique de détermination des zones HVC/HSC est prévu pour fin 2022 après des missions de terrain.</p> <p>FREL 2021 et rapports sur les résultats du Gabon validés auprès de la CCNUCC.</p>		
1.h.	<p>Rapport sur les progrès réalisés en matière de planification participative et inclusive de l'affectation du territoire contenant notamment :</p>	<p>Rapport sur les progrès réalisés en matière de planification participative et inclusive de</p>	<p>Les 2 véhicules SUV dédiés à cette activité ont été acquis et livrés en décembre 2021 ;</p> <p>2 missions de communication et consultations des parties prenantes au</p>	<p>Un draft de rapport de progrès a été réalisé et a suivi une procédure de revue qualité par le Secrétariat de CAFI ;</p>		

	<p>i. La composition, le mandat et les activités de la Commission nationale interministérielle et des commissions provinciales ;</p> <p>ii. Un sommaire des processus de consultation et des mesures mises en œuvre pour répondre aux préoccupations actuellement décrites au titre de l'activité 1.5 du Cadre d'investissement national.</p> <p>iii. Un sommaire des activités menées au titre du mécanisme de gestion des plaintes de la Commission Nationale de l'Affectation du Territoire (CNAT).</p>	<p>l'affectation du territoire adopté par le Gouvernement</p>	<p>niveau national, provincial et départemental : organisation de 2 atelier provinciaux et 6 ateliers départementaux. Et sélection de 6 référents locaux ;</p>	<p>Les activités en rapport avec le PNAT et la CNAT sont en cours notamment les missions de communication et consultations au niveau local et les 2 cabinets chargés de l'appui à la sous-commission de la CNAT (rédaction du Manuel de procédures et appui juridique) ont été recrutés et sont en activité. Les livrables sont attendus</p>		
1 i.	<p>Rapport sur l'avancement des activités de cartographie portant sur l'adaptabilité des terres à un usage agricole, à l'extraction minière, la conservation, la vulnérabilité au climat et à l'exploitation durable des ressources naturelles.</p>	<p>Rapport sur l'avancement des activités de cartographie portant sur l'adaptabilité des terres à un usage agricole, à l'extraction minière, la conservation, la vulnérabilité au climat et à l'exploitation durable des ressources naturelles validé.</p>	<p>Les 3 cabinets chargés de l'étude des potentialités de l'UTCF ont déjà été sélectionnés. En attente de l'ANO de l'AFD sur les contrats des prestataires pour le démarrage effectif des activités.</p>	<p>Le rapport a été transmis et relu par le secrétariat CAFI. Les 3 cabinets chargés de l'étude des potentialités de l'UTCF ont déjà été sélectionnés. En attente de l'ANO de l'AFD sur les contrats des prestataires pour le démarrage effectif des activités.</p>	<p>Contractualisation avec les 3 cabinets chargés de l'étude des potentialités de l'UTCF pour démarrage au plus vite des activités</p>	<p>Nécessité d'accélérer le processus de contractualisation des 3 cabinets car cette activité a pris beaucoup de retard</p>
2	<p>Le SNORNF est opérationnel et permet un suivi efficace de l'UTCF</p>	<p>Solution CLS/CIRS finalisée et adoptée Rapport de suivi de l'UTCF</p>	<p>Contrat entre l'AGEOS et CLS/CIRS signé et le programme de mission de co-développement de l'application à CLC/CIRS (France) validé ; Activités 2.1, 2.2, 2.3, 2.4 en cours de mise en œuvre à travers des missions d'installation des parcelles d'IRN et de suivi satellitaire et par drones de l'emprise spatiale des village et des activités d'exploitation forestière, d'agriculture industrielle et vivrière, d'exploitation minière et de l'étalement rural et urbain</p>	<p>Les équipes sont constituées et le matériel pour les équipes est en voie d'acquisition ; Les missions de terrains s'effectuent progressivement depuis 2021 pour les activités 2.1, 2.2, 2.3, 2.4; Le contrat entre l'AGEOS et SIRS signé</p>		
2.a.	<p>Conception du SNORNF achevée.</p>	<p>Note de conception validée (offre CLS/SIRS</p>	<p>Contrat entre l'AGEOS et CLS/CIRS signé et le programme de mission de co-développement de l'application à CLC/CIRS (France) validé ;</p>	<p>Les équipes sont constituées et le matériel pour les équipes est en voie d'acquisition ;</p>		

			Activités 2.1, 2.2, 2.3, 2.4 en cours de mise en œuvre à travers des missions d'installation des parcelles d'IRN et de suivi satellitaire et par drones de l'emprise spatiale des villages et des activités d'exploitation forestière, d'agriculture industrielle et vivrière, d'exploitation minière et de l'étalement rural et urbain	Les missions de terrain s'effectuent progressivement depuis 2021 pour les activités 2.1, 2.2, 2.3, 2.4; Le contrat entre l'AGEOS et SIRS signé		
2.b.	Élaboration d'une méthodologie de surveillance de la neutralité carbone de la conversion des forêts non-HSC/HVC (voir le jalon c à la rubrique 1.	Politique nationale sur la neutralité carbone de la conversion des forêts non-HSC/HVC à d'autres usages adoptés en Conseil des Ministres	FREL et rapports sur les résultats du Gabon adoptés, rapport de l'atelier méthodologique sur les HVC/HSC validé ; 47 parcelles permanentes installées en 2021	Directives nationales sur la culture du palmier à huile adopté ; 68 parcelles permanentes installées depuis le début du Programme Responsable de l'activité 1.8 a été recruté et est en activité et l'organisation de l'atelier méthodologique aura lieu en 2022		
2.c.	Soumission d'un Rapport biennal actualisé indiquant les résultats fondés sur l'analyse effectuée par le SNORNF et conforme aux lignes directrices du GIEC.	Rapport biennal soumis et consultable sur le site du secrétariat de la convention	Le premier Rapport biennal a été soumis le 27 décembre 2021 auprès du Secrétariat de la convention	Rapport biennal rédigé et soumis		
2.d.	Rapport préliminaire sur la surveillance des activités économiques forestières.	Rapport préliminaire sur la surveillance des activités économiques forestières adopté.		Le rapport préliminaire sur la surveillance des activités économiques forestières disponible a été transmis et relu par le secrétariat CAFI		
2.e.	Rapport sur les activités liées au renforcement de l'application de la loi suite aux alertes communiquées par le SNORNF au ministère d'exécution ou à l'agence en charge	Textes juridiques validés et applicables		Le Premier COPIL de CAFI 2 a eu lieu au courant du mois de novembre 2020. La mise en œuvre de CAFI 2 appuiera l'élaboration des textes juridiques et l'application de la loi ; Les rapports de surveillance d'exploitation forestières ont été produits et transmis au Ministère des Forêts. Une procédure de collaboration entre l'AGEOS (SNORNF) et le MEF (police forestière) va être discutée et possiblement mise en place en 2022.		
2.f.	SNORNF national en cours	Les rapports de surveillance d'exploitation forestières produits et validés	Les activités 2.1; 2.2; 2.3; 2.4; 2.5 en rapport avec le SNORNF sont en cours de mise en œuvre : missions de terrain de l'AGEOS et d'installation des parcelles permanentes	Les activités 2.1; 2.2; 2.3; 2.4; 2.5 en rapport avec le SNORNF sont en cours de mise en œuvre à des degrés différents : personnel recruté et en poste, équipements en cours d'acquisition ; Les rapports de surveillance d'exploitation forestières ont été produits et transmis au		

				Ministère des Forêts, développement de l'application mobile de collecte des données sur le terrain en phase de test. Des discussions en cours sur la mise en place du réseau des partenaires		
2.g.	750 et/ou 29% des villages cartographiés	Cartes participatives des 300 villages validées	1.5. L'atelier méthodologique sur la cartographie participative a été organisé du 22 au 24 juin 2021 et le test dans 22 villages dans les départements du Komo-Mondah et le Komo-kango (Estuaire) a été réalisé du 11 au 29 décembre 2021. En 2022, cartographie de plus de 300 villages situés dans les concessions forestières 2.2. La cartographie de l'emprise spatiale sur 27 des villages du département du Komo-Kango a été réalisé du 21 au 30 décembre 2021	Personnel dédié à ces activités recrutées et en poste ; Une partie du matériel et équipement acquis (véhicules, petits drones, matériel informatique et logiciels) et en cours d'acquisition (matériel pour les équipes) Les activités 1.5 et 2.2 en lien avec ce jalon sont en cours de mise en œuvre. Missions test des 2 activités en cours de réalisation		
3.a.	Conformément à l'article 11 du Décret portant création de la CNAT, des représentants de la société civile et du secteur privé sont associés aux travaux de la commission	Décret portant insertion des OSC et le secteur privé dans les travaux des commissions de la CNAT adoptés par le Gouvernement.	Aucune session de la CNAT organisée	L'article 11 du décret 00212/PR/MEPPDD du 21 juillet 2017 portant création et organisation de la Commission Nationale d'Affectation des Terres (CNAT) énonce les missions du Secrétariat Permanent de la CNAT tandis que son article 5 désigne les membres observateurs de ladite Commission, dont les représentants de la société civile et du secteur privé. Toutefois ce décret est en cours de réaménagement et sera soumis à la prochaine plénière de la CNAT (mais la place des OSC ne fait pas parti, à priori, des points qui devront changer). La Prochaine session de la CNAT programmée pour le premier trimestre 2022.		
3.b.	Établissement d'un cadre de S&E commun à l'aide internationale au développement pertinente pour aligner les flux de financement et l'assistance technique	Cadre de suivi-évaluation à l'aide internationale au développement mis en place et fonctionnel.		Une cellule FINEX existe au sein du Cabinet du Ministre de l'Economie. Son objectif est d'optimiser tous les financements extérieurs (bilatéral et multilatéral) obtenus par le Gabon afin que ceux-ci puissent être comptabilisés dans le budget de l'état dans le souci de la bonne gouvernance		
3.c.	Un plan ambitieux de lutte contre l'exploitation forestière illicite est élaboré, validé de manière participative et mis en	Plan d'action de lutte contre l'exploitation forestière illicite validée et mise en oeuvre	Une task Force sur l'amont forestier a été mis en place au Ministère des Forêts par le Gouvernement ;	o Draft sur la stratégie nationale des forêts existe mais toujours en attente de sa validation. En l'état, le draft ne peut pas être		

	œuvre progressivement, notamment sur la base de progrès concrets dans les négociations de l'Accord de partenariat volontaire FLEGT entre le Gabon et l'Union européenne		<p>Le système informatisé sur la traçabilité du bois est en cours de finalisation ;</p> <p>La Task force est parti sur le terrain avec les forces de l'ordre pour diminuer le nombre de poste de contrôle sur la route en vue de l'évacuation des bois vers LBV.</p> <p>La Task force a déjà produit la liste de tous les permis à problème et un communiqué dans ce sens a été publié dans le Quotidien l'Union.</p>	<p>partagé. En attente de la validation du dit draft</p> <p>o Les négociations sur le FLEGT ont repris entre le Ministre des Forêts et l'Union européenne (CR de réunion à obtenir).</p> <p>Une task Force sur l'amont forestier a été mis en place au Ministère des Forêts.</p> <p>Le système informatisé sur la traçabilité du bois est en cours de finalisation. La Task est parti sur le terrain avec les forces de l'ordre pour diminuer le nombre de poste de contrôle sur la route en vue de l'évacuation des bois vers LBV. La Task force a déjà produit la liste de tous les permis à problème et un communiqué dans ce sens a été publié dans le Quotidien l'Union.</p>		
3.d.	<p>Un rapport sur les progrès accomplis en matière de :</p> <p>i. Finalisation et mise en œuvre du cadre juridique et réglementaire pour la gestion forestière, l'exploitation et le commerce du bois, cadre adopté selon les échanges inclusifs entre parties prenantes nationales ;</p> <p>ii. Mise en application des plans de gestion qui démontrent une augmentation de la surface sous gestion durable, en pourcentage de la surface totale sous concessions, en comparaison à juin 2017</p> <p>iii. Renforcement des capacités de l'administration forestière dans les domaines de la surveillance et de l'application des lois, avec notamment la mise en place d'un système d'information et la formation des fonctionnaires.</p>	Rapport de progrès validé	<p>En accord avec le Ministère des Forêts, des éléments plus pertinents (rapports, documents) devront être mis à la disposition du RSE pour bien étoffer le rapport en prenant en compte les 3 aspects du jalon. Nécessité dans ce sens d'avoir un point focal au MEF pour le suivi des dossiers CAFI. Une lettre adressée au Directeur de Cabinet du Ministre des Forêts est en Signature au CNC pour permettre au RSE d'avoir toutes les informations et documentations appropriées pour élaborer ce rapport de progrès.</p>	<p>(i) le code forestier est en révision pour prendre en compte les enjeux climatiques et de développement durable y compris les enjeux liés à la lettre d'intention avec CAFI (le Code élaboré a été partagé pour être enrichi par les différentes parties prenantes (les syndicats forestiers, les ONGs et les autres administrations concernés par le secteurs forestier), (ii) les TDRs des audits des permis forestiers en cours de validation. L'audit forestier a permis de sortir la liste des permis non conformes. (iii) une base de données sur la gestion forestière est en cours de validation (un organisme extérieur appuie le Ministère dans la mise en place), (iv) les plans de gestion et les plans d'opérations forestières sont en cours d'analyse</p>		

3.e.	Révision du Code forestier et de ses décrets réglementaires pour définir comment et à quel taux, la superficie des concessions forestières sera réduite de son niveau de 17 millions d'hectares à un maximum de 13 millions d'hectares le plus rapidement possible et pas plus tard que 2025, ainsi que le prévoit le Plan stratégique Gabon émergent	Nouveau code forestier adopté par le Gouvernement et décret d'application dudit code.	Cible d'émissions définie via le FREL (2021) mais pas cible par hectares	(i) le nouveau forestier qui était au parlement a été ramener au Ministère pour prendre en compte les enjeux climatiques et (ii) la stratégie forestière du Ministère qui vont déterminer les différents taux de réduction de réduction des superficies. Le Ministère a publié la liste des permis non conforme dans l'objectif de réduire la superficie des concessions forestière.		
3.f.	Établissement d'une cible de réduction des émissions par hectare et des émissions totales provenant de la dégradation des forêts pour les concessions forestières résiduelles et élaboration et adoption d'un plan d'action pour atteindre cette cible, avec notamment des améliorations des critères d'exploitation visant à réduire les impacts par hectare sur le climat et la biodiversité.	Nouveau code forestier adopté par le Gouvernement et décret d'application dudit code.	Le FREL 2021 élaboré a été validé au niveau de la CCNUCC définit la cible d'émissions mais pas cible par hectares. Le plan d'actions peut être assimilé aux mesures d'atténuation contenues dans le FREL	Le FREL 2021 élaboré a été validé au niveau de la CCNUCC définit la cible d'émissions mais pas cible par hectares		
3.g.	Mise en œuvre d'un système d'information sur les garanties conforme aux décisions pertinentes de la CCNUCC et inclusion dans le rapport national à la CCNUCC du premier résumé d'information sur la façon dont les garanties appropriées sont prises en compte et respectées conformément aux décisions de la CCNUCC	Note de conception du SIS et le SOI soumis à la consultation des parties prenantes	SOI soumis et publié sur la plateforme REDD+ Recrutement de l'équipe Sauvegarde au Gabon à venir Développement du SIS à venir.	Compte rendu des séances de travail avec le CNC, le Ministères des Forêts et rapport d'activités de la Task Force		

6. GESTION DES RISQUES

Un travail d'identification et d'évaluation des principaux risques potentiels du programme a été conduit au moment de l'élaboration du CIN du Gabon, puis complété lors de l'étude de faisabilité du programme. Une matrice des risques comprenant une identification des mesures potentielles d'atténuations avait été élaborée à cet effet. Elle dégageait les principaux risques majeurs et mesures d'atténuation parmi lesquels :

- Le manque d'appui politique de haut niveau. Cependant, la signature de la Lettre d'intention avec CAFI par le Ministère chargé de l'Economie, la création de la CNAT regroupant 26 Ministères et Administrations, l'implication du CNC et la perspective de création de l'ADD, ont été autant d'éléments permettant d'estimer que le risque politique lié à ce Programme est faible ;
- Le manque d'appui et d'adhésion des populations (en particulier rurales), de la société civile et des acteurs déconcentrés et décentralisés en faveur du PNAT a constitué le risque le plus important qui ait été identifié. Cependant, le Programme intègre de nombreux ateliers et réunions pour la diffusion de l'information auprès des parties prenantes et pour des consultations, ainsi que la mise en œuvre d'une activité de cartographie participative, afin de s'assurer que les modèles d'utilisation des terres en milieu rural soient bien compris et intégrés aux analyses et scénarios de planification de l'utilisation des terres. La société civile (y compris femmes et jeunes) sera activement associée aux consultations et à l'observation indépendante des différents processus ;
- Les risques liés à la fraude, à la corruption ou à la mauvaise gestion financière seront atténués par la mise en place d'une UGP qui assurera le suivi et le respect des procédures de l'AFD, partenaire d'exécution du Programme. L'organisation, chaque année, d'un audit comptable et financier et d'un comité de pilotage (COFIL) permettra de contrôler, de suivre régulièrement la gestion du budget et de s'assurer de la bonne utilisation des fonds du Programme.

En 2021, les retards observés dans le processus de mise en œuvre des activités du programme ont été essentiellement dû à :

- Le non approvisionnement régulier des comptes du programme pour le financement des activités ;
- La lourdeur des procédures de l'AFD ;
- Les retards dans le processus d'acquisition du matériel et des équipements de terrain de l'ANPN et de l'AGEOS ;
- Instabilité du personnel de l'UGP et des entités (remplacement du Coordonnateur, du RPM, du RAF et de la Secrétaire de l'UGP, remplacement du second référent en communication et de la coordonnatrice de la cartographie participative et du référent CNC-AGEOS) ;
- L'impact de la COVID 19 dans pour la bonne mise en œuvre des activités du programme tout au long de l'année 2021.

Le tableau suivant présente, d'une part, l'identification des risques à travers la description des risques, la période d'identification et la catégorie de risque et d'autre part, le traitement des risques à travers les actions menées, la responsabilité et la date limite.

Matrice de suivi et d'atténuation de risque du programme

Identification des risques			Traitement du risque			
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Evolution du risque (stable, accru, amoindri) par rapport au dernier rapport	Action(s)	Responsabilité	Date limite
1-non application de la stratégie nationale de gouvernance (PSGE)	annuel	Risques liés a l'environnement opérationnel (risque pays)	Stable	Le PRODOC intègre toutes les actions liées au POGV. Pas d'intervention nécessaire. Les actions du programme obéissent aux exigences du PRODOC	COFIL, MOD et Coordonnateur du Programme	
2-instabilité politique et faible engagement du Gouvernement	annuel	Risques liés a l'environnement opérationnel (risque pays)	Stable	Le Gabon est un pays qui jouit d'une stabilité politique reconnue. Pas d'intervention nécessaire. Le Ministère des Forêts en charge du Plan Climat et du PNAT est parfaitement engagé dans la mise en œuvre du Programme	COFIL, MOD et Coordonnateur du Programme	
3- absence de leadership du Gouvernement et engagement pour le programme	annuel	Risques liés a l'environnement opérationnel (risque pays)	Stable	Pas d'intervention nécessaire. L'engagement formel du Ministère de l'Économie pour la réalisation de ce Programme, la participation de l'UGP et des entités d'exécution du programme (CNC, l'ANPN et l'AGEOS) ainsi que l'implication de la CNAT, constituent autant de preuves de l'engagement du Gouvernement en faveur du Programme. Dans ce contexte, tous les Ministères sectoriels doivent être mise à contribution pour la réussite effective du programme.	COFIL, MOD et Coordonnateur du Programme	
4- conflits d'affectation des terres	Trimestriel	Risques liés a l'environnement opérationnel (risque pays)	amoindri	Recrutement de 2 cabinets juridiques en appui à la sous-commission juridique de la CNAT pour la rédaction du Manuel de procédures et l'appui juridique à la CNAT	UGP/CNC	
				Sélection en cours des référents locaux au sein des préfectures	UGP/CNC	
				Appui logistique (ordinateurs) aux administrations membres de la CNAT	UGP/CNC	
				Elaboration d'un document d'appel à projets pour l'implication des OSC	UGP	
				Des missions de communication et consultations des parties prenantes au niveau national, provincial et départemental	CNC	
5- insécurité	annuel	Risques liés a l'environnement opérationnel (risque pays)	Stable	Le Gabon est un pays historiquement stable et sûr .Pas d'intervention nécessaire.	COFIL, MOD et Coordonnateur du Programme	
6- faible implication de société civile	annuel	Risques liés a l'environnement opérationnel (risque pays)	stable	La rencontre organisée par les émissaires de CAFI et du Représentant du Gouvernement Norvégien avec les plateformes de la société civile (ROSCEVAC et Gabon ma terre mon droit) pour cerner les points de désaccords et de comprendre les enjeux et les motivations.	Coordonnateur du programme, RPM	
				Le Ministre des Forêts, chargé de l'environnement et du PNAT a réuni tous les membres reconnus de la société civile pour converger les points de vue afin d'impulser une réelle dynamique de travail dans l'intérêt du programme.	ANPN	

				Les TDR sur l'appel à projets des OSC est en cours d'élaboration par l'UGP	UGP	
7- Fraude et corruption systémiques	annuel	Risques liés à l'environnement opérationnel (risque pays)	amoindri	Un processus strict de responsabilisation organisationnelle et financière a été établi au démarrage du programme	COFIL, MOD, AFD, Coordonnateur du programme	
				L'UGP mis en place fonde ses pratiques sur les principes du Manuel de procédure élaboré et validé par l'AFD	UGP	
				Procédure de passation de marché fondé sur un plan de passation de marché adossé aux procédures du Programme et au code des marchés publics	RPM	
				Des d'audits comptables annuels sont menés depuis le lancement des activités du Programme	RAF	
				Des COFIL se tiennent depuis le lancement des activités du Programme		
9- Mauvaise gestion et comptabilisation des fonds alloués au programme	annuel	Risques liés à l'environnement opérationnel (risque pays)	amoindri	Application stricte des procédures de gestion et de passation de marchés de l'AFD	AFD, Coordonnateur du programme	
				Acquisition d'un logiciel comptable TOMPRO au début du Programme et renforcement des capacités dans la prise en main du logiciel par un tech-expert	RPM/RAF	
				Justification de 80% des fonds alloués aux entités avant un nouvel approvisionnement	UGP/RAF	
				Audit comptable et financier annuel du Programme	UGP/RAF	
10- Complexité technique	trimestriel	Risques liés au projet et à sa conception	amoindri	Recrutement d'un Assistant technique international dès le lancement du Programme et qui appui les entités du programme	UGP	
				Tout le personnel de l'UGP et des entités recruté et en poste	UGP/RPM-RAF	
				Une grande partie des équipement (matériel informatique, logiciels et véhicules) acquis et les équipements de haute technicité en cours d'acquisition	UGP/RPM	
				Renforcement des capacités des agents sur la prise en main des logiciels et d'autres formation en cours	UGP/RAF	
11- Accumulation d'activités en années 1 et 2	annuel	Risques liés au projet et à sa conception	amoindri	Tout le personnel de l'UGP et des entités recrutés et en poste	RPM/UGP	
				Une grande partie des équipement (matériel informatique, logiciels et véhicules) acquis et les équipements de haute technicité en cours d'acquisition	RPM/UGP-entités	
				Une grande partie des équipement (matériel informatique, logiciels et véhicules) acquis et les équipements de haute technicité en cours d'acquisition	RPM/UGP-entités	
12- conflits non résolu d'affectation des terres	annuel	Risques liés au projet et à sa conception	Amoindri	2 cabinets en appui à la sous-commission juridique de la CNCAT pour l'élaboration du Manuel de Procédures et pour appuyer juridiquement la CNAT ont été recruté et sont en activité	PNAT/CNC	
				Le cabinet chargé d'élaborer la stratégie, le plan de communication et le site web du Programme a été recruté en décembre 2021 et est en activité	PNAT/CNC	
				Renforcement des capacités techniques des administrations membres de la CNAT (équipement informatique)	PNAT/CNC	
				Les missions de communication et de consultation des parties prenantes entamées en décembre 2020 se poursuivent, 1 atelier provincial et 6 ateliers départementaux organisés et 6 référents locaux sélectionnés	PNAT/CNC	

				Les 3 cabinets devant élaborer la cartographie des principales potentialité de l'UTCF sont en cours de recrutement	RPM- PNAT/CNC	
13- Complexité du projet	Annuel	Risques liés au projet et à sa conception	Amoindri	Recrutement d'un ATI à l'UGP dès le lancement du Programme pour appuyer les entités du Programme	UGP/RPM	
				Recrutement progressif des consultants internationaux dans le domaines complexe (contrat avec CLS/CIRS pour le SNORNF, contrat avec TNC pour les stations hydrométéorologiques, consultant international pour l'étude de préfiguration de la méthodologie de la cartographie participative, consultant international pour l'analyse des données d'IRN, etc)	UGP/RPM	
				Personnel technique de l'AGEOS, du CNC et de l'ANPN et personnel de l'UGP recruté et en poste	UGP/RPM	
				Une grande partie des équipement (matériel informatique, logiciels et véhicules) acquis et les équipements de haute technicité en cours d'acquisition	UGP/RPM	
14- Dispersion géographique	Annuel	Risques liés au projet et à sa conception	Amoindri	Sélection en cours des référents locaux au sein des préfectures (6 référents locaux sélectionnés en 2021. Le processus va se poursuivre en s'intensifiant	UGP/RPM-PNAT/CNC	
				Organisation des missions de communication et consultation au niveau national, provincial et départemental (1 atelier provincial et 6 ateliers départementaux organisés). Le processus va se poursuivre en s'intensifiant	UGP/RSE-Référent/entités	
15- Manque de flexibilité de la conception	Annuel	Risques liés au projet et à sa conception	Amoindri	Elaboration d'un PTBA validé par le COFIL en chaque début d'année pour s'assurer d'une meilleure visibilité dans la mise en œuvre opérationnelle et financière des activités du Programme	UGP/ATI- Référent/entités	
				Le COFIL du Programme se réuni tous les 6 mois pour assurer les grandes orientations dans la mise en œuvre des activités du Programme	UGP-MOD	
				Le cabinet chargé d'élaborer la stratégie, le plan de communication et le site web du Programme a été recruté en décembre 2021 et est en activité	UGP/RPM-PNAT/CNC	
16- Complexité des arrangements	Annuel	Risques liés au projet et à sa conception	Amoindri	Renforcement des capacités techniques des administrations sectorielles membres de la CNAT (matériel informatique)	UGP/CNC	
				La tenue régulière des COFIL (tous les 6 mois)	UGP-MOD	
				Application stricte du Manuel de processus de l'UGP permet de régler les cas complexes.	UGP/entités	
17- Relations difficiles entre les donateurs	Annuel	Risques liés aux parties prenantes	Stable	Le programme a un seul donateur qui est le contribuable norvégien à travers CAFI. Il n'y a donc pas de risque quelconque de tension. Pas d'intervention nécessaire.	MOD/AFD	
18- Relations interministérielles difficiles	Annuel	Risques liés aux parties prenantes	Stable	Tenue régulière des réunions de la CNAT	CNC/CNAT	
				Le ministère en charge de l'Economie est le MO du Programme et la création d'un Ministère en charge du Plan national d'affectation des terres, chargé de faire le plaidoyer au sein du Gouvernement, est un gage important pour l'atténuation de ce risque	MOD	
19- non-respect des droits des populations locales	Annuel	Risques liés aux parties prenantes	Amoindri	Processus de sélection des référents locaux au sein des préfectures en cours pour recueillir des plaintes et les transférer à la sous-commission juridique de la CNAT (6 référents locaux sélectionnés en 2021)	UGP/RPM-PNAT-CNC	
				2 cabinets sélectionnés en décembre 2021 pour appuyer la sous-commission juridique de la CNAT (Elaboration du Manuel de procédures de la CNAT et appui juridique à la S/C juridique de la CNAT)	UGP/RPM-PNAT-CNC	

				Missions de communication et consultations des parties prenantes au niveau national, provincial et départemental en cours (1 atelier provincial et 6 ateliers départementaux organisés en 2021). Le processus devra s'intensifier en 2022.	UGP/RSE-PNAT/CNC	
				TDR sur l'appel à candidatures des OSC dans les missions de cartographie participative et de communication et consultations	UGP	
20- Équipes : effectifs insuffisants au regard des dimensions des composantes techniques et de gestion financière	Annuel	Risques techniques liés à l'environnement opérationnel	Amoindri	Personnel de l'UGP et des entités (CNC-AGEOS-ANPN) recruté et en poste	UGP/RPM-référents/entités	
				Les consultants internationaux en cours de recrutement en fonction de l'évolution des activités (consultant pour l'étude de préfiguration recruté, consultant pour l'analyse des données d'IRN recruté,	UGP/RPM-référents/entités	
				Partenariat entre l'AGEOS et CLS/CIRS signé, entre l'ANPN et TNC en cours de finalisation, partenariat entre l'ANPN et le CENAREST signé	UGP/RPM-référents/entités	
21- manque de vérification des compétences des agents des équipes	Élevé	Risques institutionnels liés à l'environnement opérationnel	Amoindri	Elaboration du Manuel de procédures du Programme	UGP/MOD	
				ANO successif de l'AFD sur le processus de recrutement des candidats aux différents postes dans le Programme (CV et fiches de postes, TDR du poste, évaluation et entretien avec les candidations, rapports d'évaluation avec les notes)	MOD/UGP/AFD	
				En plus des procédures strictes de recrutement du personnel, une grille d'évaluation du personnel a été instituée pour susciter les renforcements de capacités des agents.	UGP/RSE/RAF	
				Evaluation annuelle du personnel du programme	UGP/RSE/RAF	
22- Insuffisance d'appropriation du programme	Trimestriel	Risques institutionnels liés à l'environnement opérationnel	Amoindri	Les réunions régulières de la CNAT	CNC	
				Des missions de communication et consultations au niveau national, provincial et départemental en cours	UGP/RSE-PNAT/CNC	
				Cartographie participative en cours sur toute l'étendue du territoire national	UGP/RSE-référent/ANPN	
				Cabinet recruté et en poste pour l'élaboration d'une stratégie et d'un plan de communication et l'élaboration du Site Web du programme	UGP/RPM-PNAT/CNC	
23- chevauchement des responsabilités	Annuel	Risques institutionnels liés à l'environnement opérationnel	Stable	Responsable d'activités au sein de chaque agence recrutés et en poste	UGP/RPM-référents/entités	
				Le coordonnateur de l'UGP recruté et en poste	UGP/RPM	
				Un COPIL organisé tous les 6 mois	UGP/MOD	
				Le CNC assure la MOD du Programme	MOD	
				Le RSE recruté et en poste	UGP/RPM	
24- Capacité institutionnelle réduite	Annuel	Risques institutionnels liés à l'environnement opérationnel	Amoindri	Certains consultants internationaux et cabinets d'études en appui aux activités du Programmes sont recrutés et en poste, d'autres sont en cours de recrutement	UGP/RPM	
				Certains partenariats sont signés (CLS/CIRS et CENAREST) et d'autres sont en cours de signature (TNC)	UGP/RPM-référents/entités	
				Le co-développement de l'application du SNORNF entre l'AGEOS et CLS/CIRS est en cours. Les premières missions en France (SIRS) sont prévues pour mi-janvier 2022	AGEOS	
				Certains équipements sont acquis (véhicules, matériel informatique, logiciels, petits drones) et d'autres en cours d'acquisition (drones à très haute performances, stations hydrométéorologiques, matériels pour les équipes de terrain (IRN et cartographie participative)	UGP/RPM	
25- Fraude et corruption institutionnelles	Annuel	Risques institutionnels liés à l'environnement opérationnel	Amoindri	Manuel de procédures du Programme rédigé et mis en œuvre	UGP	
				RAF du Programme recruté et en activité	UGP/RPM	
				Un COPIL se tient tous les 6 mois	UGP/MOD	
				Un PTBA est élaboré et validé par le COPIL en chaque début d'année	UGP/ATI- référents/entités	
				Les plans de trésoreries mensuels sont élaborés et validés	UGP/RAF- référents/entités	

				Un plan de passation de marché est actualisé chaque année et appliqué en respectant les procédures de passation de marché	UGP/RPM	
				Un audit comptable et financier du Programme est réalisé chaque année et les rapports disponibles	UGP/RAF	
				Justification de 80% des dépenses avant tout autre approvisionnement	UGP/RAF	
26- Pouvoir de décision réduit	Annuel	Risques institutionnels liés à l'environnement opérationnel	Stable	Application des instructions issues du Prodoc, du Manuel de procédures du Programme	UGP-entités	
				PTBA et plans de trésoreries validés et appliqués	UGP-entités	
				Recrutements et acquisitions fondés sur le manuel de procédures et le Plan de passation de marché	UGP/RPM	
				Tenue des COPIL tous les 6 mois	UGP/MOD	
27- Politique	Annuel		Stable	Tous les effets, résultats, produits et activités définis dans le Programme sont liés au CIN du Gabon et aux Jalons de la lettre d'intention.	UGP/MOD	
27- rupture de financement du programme	Mensuel	Risques liés au projet et à sa gestion	Amoindri	Remboursement des sommes perçues en terme d'indemnités par l'ancien coordonnateur de l'UGP et levée des conditions suspensive à l'approvisionnement de la caisse d'avance du Programme par l'AFD	UGP/MOD-AFD	
				RAF de l'UGP recruté et en poste : suivi comptable et financier des activités du Programme	UGP/RPM	
				Les référents des entités recrutés et en poste : suivi financier mensuel des dépenses du Programme (justificatifs)	UGP/entités	
28- Capacité technique limitée du personnel du programme	annuel	Risques liés au projet et à sa gestion	Amoindri	Personnel de l'UGP et des entités recrutés par appel à candidature ouverte ou par bonification sur fiche de poste pour le personnel technique existant au sein des entités en tenant compte des exigences du Manuel de Procédures du programme	UGP/RPM	
				Tous les poste identifiés dans le Prodoc sont pourvus et les consultants internationaux en cours de recrutement	UGP/RPM	
				Evaluation des performances du personnel du Programme en cours	UGP/RAF/RSE	
29- non-respect des procédures du programme	Élevé	Risques liés au projet et à sa gestion	Stable	Toutes les activités du Programme sont assujetties au respect du Manuel de Procédure du Programme (recrutement du personnel et acquisition du matériel et les équipement) ainsi que la gestion administrative et financières et le suivi des activités	UGP/RSE	
				Tous les recrutements du personnel de l'UGP et des entités, les partenariats et les consultations requièrent, au préalable, l'ANO de l'AFD, partenaire d'exécution	UGP/RPM	
30- faible taux de consommation des ressources financières allouées au programme	Annuel	Risques liés au projet et à sa gestion	Amoindri	Accélération du processus de d'acquisition des équipements (véhicules, matériels informatique et des équipes de terrain) et le recrutement des cabinets	UGP/RPM	
				Lancement des activités de terrain (missions de communication et consultations, suivi satellitaire de l'emprise spatiale des village, le suivi satellitaire du couvert forestier, l'IRN, le suivi-évaluation et le test du 22 villages)	UGP/RSE	
31- retards dans l'acquisition du matériel et des équipements	Trimestriel	Risques liés au projet et à sa gestion	Amoindri	Acquisition des véhicules de l'UGP, du CNC et de l'AGEOS	UGP/RPM	
				Acquisition de 3 petits drones	UGP/RPM-AGEOS	
				Acquisition en cours de 3 drones à très haute performance, de 6 stations hydrométéorologiques et du matériels de terrain pour les équipes d'IRN, de cartographie participative et de l'HNG	UGP/RPM-AGEOS	

32-surcoûts et dysfonctionnement dus à la location des véhicules pour les missions de terrain	Trimestriel	Risques liés au projet et à sa gestion	Stable	Processus d'acquisition de 2 véhicules pour l'UGP et le CNC pour les mission de terrain	UGP/RPM	
33- Complexité technique du programme	Trimestriel	Risques liés au projet et à sa gestion	Amoindri	Appropriation progressive du Manuel de procédures du Programme et des méthodes de travail de l'AFD	UGP/entités	
				Recrutement du personnel sur appel d'offre ouvert et processus de recrutement transparent	UGP/RPM	
				Programmation des formation du personnel de l'UGP en gestion des projets, en comptabilité et sur TOMPRO et TOM monitoring	UGP/RAF/RSE	
				Formation des agents de l'AGEOS sur les logiciels ArcGis et Erdas et de l'ANPN sur la prise en main des logiciels de cartographie	AGEOS	
34- Mauvaise gestion des ressources financières du programme	Trimestriel	Risques liés au projet et à sa gestion	Amoindri	Recrutement d'un nouveau RAF à l'UGP pour la centralisation des élément comptable et le suivi financiers des entités	UGP/RPM	
				Actualisation et archivage des éléments financiers de l'UGP et des entités par le RAF	UGP/RAF	
				Cabinet d'Audit recruté pour l'audit comptable et financier de l'exercice 2021	UGP/RAF	
35- non évaluation du personnel du programme	Annuel	Risques liés au projet et à sa gestion	Amoindri	Grille d'évaluation des performances du personnel élaboré	UGP/RSE	
				Evaluation des performances du personnel est en cours au sein de l'UGP.	UGP/RAF/RSE	
36- non-participation de la société civile aux activités du programme	Annuel	Risques liés au projet et à sa gestion	Stable	Les TDRs sur les appels à projets pour la participation des OSC ont été rédigés	UGP	
37-retard dans l'exécution des activités	Annuel	Risques liés au projet et à sa gestion	Amoindri	Le nouveau coordonnateur de l'UGP, le nouveau RAF et la nouvelle secrétaire et le RPM ont été recrutés en 2021	UGP	
				Reprise des activités de l'UGP en octobre 2021	MOD	
				Missions de terrain des activités communication et consultations, IRN, cartographie pilote dans 22 villages, suivi par drone de l'emprise spatiale de 27 villages, Suivi satellitaire du couvert forestier et suivi-évaluation	UGP/RSE-entités	
				Programmation des missions 2022 du Programme	UGP/RSE-entités	
38- non atteinte des résultats du programme	Annuel	Risques liés au projet et à sa gestion	Amoindri	Opérationnalisation en cours des activités phares du Programme notamment la cartographie participative, IRN, communication et consultations, suivi-évaluation, suivi par drone de l'emprise spatiale des villages et du couvert forestier	UGP/RSE-entités	
				Signature du contrat avec CLS/CIRS et co-développement de la solution SIRS en cours.	UGP/RPM-AGEOS	
				Processus d'acquisition des équipement en cours	UGP/RPM	
39- Situation sanitaire de la COVID impacte négativement mes activités du Programme	Trimestriel	Risques liés au projet et à sa gestion	Amoindri	Budget COVID prévu dans le PTBA	UGP	
				Désinfection des locaux de l'UGP	UGP	
				Acquisition des équipements de protection (gel hydro alcoolique	UGP/RAF	

7. MODALITES DE SUIVI

Tableau : Etat d'avancement du plan de suivi du programme.

Activité de suivi et évaluation	Nombre prévu	Nombre réalisé	Taux de réalisation annuel	Coûts en USD/Budget	Résultats et leçons tirées
Missions de suivi terrain	6	1	17%		La mise en œuvre opérationnelle des activités de l'UGP a pris du retard. Retard dus, entre autres, à la complexité et à aux lenteurs des procédures de passation de marché pour l'acquisition des équipements et du matériel pour les équipes. Des difficultés financières rencontrées par le programmes en 2021 (non renouvellement de la caisse d'avance) ont entraîné plusieurs mois d'arriérés d'indemnités et salaires des personnels de l'UGP et des entités entraînant la suspension des activités de l'UGP du 1 ^{er} juillet au 25 octobre 2021. La mission de suivi-évaluation n'a été organisée que dans la 2 ^e quinzaine du mois de décembre 2021
Réunions	24	6	25%		Au 31 mars 2021, l'UGP n'avait plus d'agent dans son compte pour assurer un fonctionnement régulier des activités du Programme
Rapports	10	6	60%		Les rapports produits sont essentiellement des rapports trimestriels (4) et annuel (1) d'activités et le rapport de mission du suivi-évaluation
Revus techniques	0	0	0%		Aucune revue technique prévue au regard des retard pris dans la mise en œuvre des activités
Evaluations externes	1	1	100%		Une micro-évaluation de l'UGP a été réalisée en janvier 2021. Elle a permis de constater que l'UGP n'avait pas de personnalité juridique. De même, plusieurs recommandations ont été tant au niveau du fonctionnement interne de l'UGP qu'au niveau du management des ressources humaines et des outils de suivi-évaluation. Il a également été proposé de changer le coordonnateur de l'UGP. Un plan d'actions a été mis en place pour corriger les manquements constatés.
Collecte des données	0	0	0%		Aucune collecte des données prévue au regard des retards pris dans la mise en œuvre des activités du Programme
Tenue du COPIL	2	1	50%		Au regard des retard pris dans la mise en œuvre des activités et l'organisation de l'audit 2020, un COPIL sur deux prévu a pu être organisé
Prise en compte des recommandations du COPIL	2	1	50%		Le COPIL3 a eu lieu à la fin du mois de Mai 2021 et l'UGP a été suspendu le 1 ^{er} juillet 2021, les recommandations du COPIL à travers le PTBA et les plans de trésorerie n'ont pu être pris en compte que durant 2 mois (novembre et décembre 2021)
Réunion de différentes plateformes	12	3	25%		Compte tenu de la situation financière du Programme, les réunions mensuelles initiées avec les entités (CNC-AGEOS et ANPN) n'ont pas pu se poursuivre.

En ce qui concerne les acquisitions des équipements et du matériel du Programme, les procédures de passation de marché sont assujetties un Manuel de Procédures du Programme qui suit les directives de passation de marchés de l'AFD. Les différents seuils et les différents modes de passation sont repris dans le tableau ci-après.

Tableau : Grille consolidée des seuils utilisés par le Programme CAFI issus des directives de l'AFD

N°	Directives pour la passation des marchés financés par l'AFD dans les Etats étrangers				Marché soumis à un ANO	Marché soumis à un examen à priori
	Typologie des marchés	Coût Estimatif (CE) du contrat à passer (Euros)	Coût Estimatif (CE) du contrat à passer (KFCFA)	Mode passation des marchés		
1	Marchés des Travaux	CE ≥ 5 000 000	CE ≥ 3 279 785	Appel d'offre international	OUI	TOUS
		15 000 ≤ CE < 5 000 000	9 839 ≤ CE < 3 279 785	Appel d'offre national	OUI	TOUS
		CE < 15 000	CE < 9 839	Gré à gré (Sélection d'un seul fournisseur)	NON	TOUS
2	Marchés des Fournitures et d'équipements	CE ≥ 200 000	CE ≥ 131 191	Appel d'offres international	OUI	TOUS
		15 000 ≤ CE < 200 000	9 839 ≤ CE < 131 191	Appel d'offre national	OUI	TOUS
		CE < 15 000	CE < 9 839	Gré à gré (Sélection d'un seul fournisseur)	NON	TOUS
		CE ≥ 200 000	CE ≥ 131 191	Appel d'offres international avec AMI (Appel à Manifestation d'Intérêt)	OUI	TOUS

3	Marchés de services et de prestations intellectuelles	15 000 ≤ CE < 200 000	9 839 ≤ CE < 131 191	Appel d'offre national	OUI	TOUS
		CE < 15 000	CE < 9 839	Gré à gré (Sélection d'un seul fournisseur)	NON	TOUS

8. REVISION PROGRAMMATIQUE

Depuis le lancement ses activités, le 13 mars 2019, le Programme PNAT/SNORNF a déjà organisé trois (3) COPIL et les principales recommandations vont dans le sens de la poursuite de la mise en œuvre des activités à travers l'acquisition des équipements et du matériel nécessaires, le recrutement du personnel ainsi que l'opérationnalisation des activités phares sur le terrain.

S'il est bien vrai que les activités ont pris beaucoup de retard dus, entre autres, à la lenteur des procédures de passation de marchés pour les acquisitions et les recrutements, au non renouvellement de la caisse d'avance suite aux conditions suspensives de l'AFD nées de la polémique sur le remboursement du trop-perçu par l'ancien Coordonnateur promu Directeur de Cabinet du Ministre des Forêts et de la suspension des activités de l'UGP, il n'en demeure pas moins que, à ce jour, aucune modification importante dans les stratégies, les objectifs ou les résultats clés n'a été faite ou proposé par le COPIL ou la Maitrise d'Ouvrage du Programme.

9. COMMUNICATION ET PROMOTION

La communication et la promotion du Programme et ses activités passent par la mise en œuvre d'une stratégie et d'un plan de communication ainsi que la mise en service d'un site web du Programme.

En dehors des missions de communication et consultation des parties prenantes au niveau national, provincial et département en cours avec l'organisation d'un atelier provincial (Ogooué-Lolo) et six (6) ateliers départementaux (4 dans le Woleu-Ntem et 2 dans l'Ogooué-Lolo) en 2021, l'élaboration de la stratégie, le plan de communication et le site web sont en cours. En effet, le cabinet GLOBAL MIND CONSULTING a été recruté en début du mois de décembre 2021 pour élaborer une stratégie, un plan de communication et le site web du Programme.

Il faut noter toutefois que tous les supports de communication élaborés par l'équipe PNAT-CNC et qui servent à édifier les parties prenantes sur les enjeux et les objectifs du Programme CAFI lors des ateliers provinciaux et départementaux mettent en avant la place essentielle de CAFI dans la mise en œuvre de ce Programme. En terme de support de communication utilisés, il y a la presse locale (écrite, et audio-visuelle) qui joue un rôle important dans la promotion de CAFI à travers des reportages relayés par la presse en ligne, les radios locales et la télévision nationale.

10.AUTO-EVALUATION DU PROGRAMME

Au début du mois de janvier 2021, le MOD a commandité une micro évaluation indépendante de l'UGP qui visait à renseigner les résultats obtenus dans la mise en œuvre du Programme CAFI sur la période de 2019 à 2020.

L'objectif global est d'apprécier la contribution de l'UGP, d'apprécier la cohérence des interventions, de codifier les bonnes pratiques et de dégager des recommandations pour améliorer l'efficacité et l'efficience de l'UGP.

Cette évaluation a porté sur les points suivants : i) la gestion des ressources humaines (adéquation des postes et des charges de travail), (ii) le respect des procédures de passation de marchés, (iii) la mise en œuvre et le suivi des budgets (iv) le suivi des reporting et (v) le respect des directives des bailleurs de fonds.

A l'issu de cette évaluation, un rapport a été transmis au MOD

De même, sur la base des critères de performance, une évaluation du personnel est en cours au sein du Programme. Prévu par le Manuel de procédures, cette évaluation des performances est fondée sur une grille d'évaluation conçue par le Responsable suivi-évaluation. Les résultats seront connus en début d'année 2022. Ci-joint, la grille d'évaluation du personnel du Programme.

1- Identification de l'employé		
1.1.	Nom de l'employé _____	
1.2.	Titre du poste _____	
1.3.	Date d'entrée en fonction : / /	
1.4.	Date de la dernière évaluation : / /	
2- Paramètres de l'évaluation		
0=Employé insatisfaisant qui ne satisfait pas du tout aux exigences du poste		
1=Employé insatisfaisant fournissant un rendement inférieur aux exigences du poste		
2=Employé satisfaisant fournissant un rendement honnête et appréciable la plupart du temps		
3=Employé satisfaisant fournissant un rendement honnête et appréciable en tout temps		
4=Employé excellent fournissant un rendement supérieur à la moyenne		
5=Employé exceptionnel fournissant un rendement exemplaire en tout temps		
CRITERE/THEME	NOTE	COMMENTAIRE
3- Organisation du travail L'employé connaît parfaitement ses fonctions, planifie et réalise les tâches prioritaires		
4- Quantité de travail L'employé accomplit ses tâches de manière efficace, rapide, productive		
5- Qualité du travail L'employé respecte les normes et apporte les correctifs nécessaires à son travail		
6- Relation avec le personnel L'employé est chaleureux, fait preuve d'écoute et d'empathie et répond bien aux besoins de ses collègues		
7- Travail d'équipe L'employé collabore avec son entourage, fait preuve d'ouverture d'esprit et offre son aide au besoin		
8- Développement personnel L'employé cherche à élargir ses connaissances et à évoluer au rythme des besoins du programme		
9- Motivation et sentiment d'appartenance L'employé démontre de l'intérêt envers son poste et le programme de façon constante		
10- Autonomie L'employé sait prendre des initiatives et a besoin de peu de supervision		
11- Tolérance au stress L'employé sait faire face aux imprévus, aux risques et gère bien le stress de ses collègues		
12- Assiduité et hygiène L'employé est ponctuel, fiable et soigné de sa personne		
13- Quelles sont vos cinq (5) principales réalisations de l'année écoulée ?		
A- _____		
B- _____		

C- _____ D- _____ E- _____	
14- Expression en besoin de formation Les domaines/spécialités dans lesquels l'employé souhaite être formé en priorité (citer trois (3) par ordre d'importance)	
A- _____ B- _____ C- _____	
15- Quels sont vos principaux objectifs pour l'année qui vient ?	
A- _____ B- _____ C- _____ D- _____ E- _____	
16- Commentaires de l'évaluateur _____ _____	
17- Commentaires de l'employé _____ _____	
18- Rendement global de l'employé	/_/ : Insatisfaisant /_/ : À améliorer /_/ : Remplit les exigences du poste /_/ : Dépasse régulièrement les exigences du poste /_/ : Exceptionnel
19- Signature de l'employé : _____ Date : _____ / ___ / ___	
20- Signature de l'évaluateur _____ Date : _____ / ___ / ___	

11. DIFFICULTES RENCONTREES ET MESURES PRISES

Les activités du programme CAFI ont pris du retard durant l'année 2021. Ce retard est principalement dû au non approvisionnement de la caisse d'avance du Programme qui a entraîné plusieurs mois d'arriérés de salaires et la suspension des activités de l'unité de Gestion du Programme (UGP) le 1^{er} juillet. Cette situation a perduré jusqu'en Octobre 2021 (soit 4 mois) jusqu'au préfinancement des arriérés de salaire par Le Ministère des Eaux et Forêts. Malgré la validation de tous les plans de travail par le troisième comité de pilotage (COPI3), cette situation a entraîné un ralentissement des activités programmées et des retards supplémentaires dans le processus de mise en œuvre des activités programmées jusqu'en décembre 2021.

Toutefois, dès la reprise des activités de l'UGP le 25 octobre 2021, on a noté une accélération des activités due à l'allègement des procédures de traitements des dossiers surtout ceux liés aux recrutements du personnel et des consultants et aux acquisitions du matériel et des équipements de l'UGP et des entités.

Dans les sections suivantes, nous présentons, en même temps, les difficultés rencontrées et les solutions apportées. Ces difficultés sont en rapport avec les procédures de l'AFD, les acquisitions et le financement du Programme.

11-1. Procédures

Les processus d'acquisition des équipements, de recrutement du personnel et de gestion des ressources (matériel et financier) du programme requièrent une application stricte des procédures de l'AFD. Ces procédures lourdes et échelonnées d'ANO et de conditions suspensives constituent la plus grande source de retards et de pertes de temps dans le processus de mise en œuvre du PTBA. Jusqu'à ce jour, plusieurs équipements dont les procédures d'acquisition ont été engagés depuis plusieurs mois n'ont toujours pas été acquis. C'est le cas des équipements de hautes performances tels que les drones à haute performance de l'AGEOS et les 6 stations hydrométéorologiques de l'ANPN. Il en est de même pour des partenariats essentiels entre l'AGEOS et CLS/CIRS, d'une part, et entre l'ANPN et TNC, d'autre part. Les 6 véhicules de l'UGP-CNC-AGEOS commandés depuis 2019 viennent d'être livrés aux destinataires.

Pour pallier aux retards constatés dans la délivrance des ANO, l'UGP, avec l'appui du MOD, a opéré plusieurs réformes en vue d'accélérer le processus d'obtention des ANO. Il s'agit, entre autres :

- Instauration des échanges en « off » avec l'AFD afin de s'assurer que les DANO répondent parfaitement aux attentes de l'AFD avant de les transmettre officiellement. Cette méthodologie a le mérite d'éviter des reprises de procédures ;
- Implication de l'ATI en amont et en aval du processus afin de lui permettre de réagir de façon plus efficace ;

- Instauration du visa de l'ATI avant transmission de tout document chez le MOD et l'AFD pour ANO ;
- Instauration d'une collaboration plus apaisée entre l'UGP, le CNC et l'AFD dans le but de travailler en toute confiance pour être plus efficace.

De même, l'arrivée de la nouvelle Directrice de l'AFD a permis d'optimiser le temps de traitement des dossiers liés aux procédures de recrutement et d'acquisition du matériel et des équipements du programme.

11-2. Acquisitions

Compte tenu de la complexité et des spécificités techniques des équipements à acquérir (drones, stations hydrométéorologiques, entre autres) non disponibles sur le territoire national et au regard des procédures complexes de l'AFD, les retards ont été pris dans le processus d'acquisition du matériel et des équipements des entités. C'est le cas des marchés de gré à gré et les acquisitions des équipements spécifiques tels que les drones à haute performances, les stations hydrométéorologiques ou des contrats avec des laboratoires de sol, entre autres.

11-3. Logistique

Les retards dans l'acquisition des équipements et notamment les véhicules et le matériel spécifique pour les équipes de cartographie participative et de l'IRN ont occasionné des locations onéreuses de véhicules de terrain, non prévue par le PRODOC, pour les missions de terrain, d'une part, et l'utilisation du matériel parfois non adapté et vétuste, d'autre part.

11-4. Finances

Le Programme a connu de graves difficultés financière, suite aux inéligibilités constatées par l'AFD. Cette situation a occasionné le non approvisionnement de la caisse d'avance du programme pendant plusieurs mois jusqu'à la résolution définitive du litige. Pendant ce temps, le personnel de l'UGP et des entités a accumulé plusieurs mois d'impayés de salaires avec pour conséquence, la suspension des activités de l'UGP et le ralentissement des activités du programme.

De même, les frais de mission à l'intérieur du pays, instauré par l'AFD (60.000/jour) ne permettent pas aux agents de se loger en toute sécurité et de s'alimenter décemment afin de produire un rendement optimal.

Malgré le manque de financement, les agents ont continué à travailler jusqu'à la suspension du Programme pour le personnel de l'UGP. S'agissant des frais de mission, il serait nécessaire que les décideurs du programme revoient, à la hausse, le montant de ces frais de mission afin de permettre aux équipes de terrain de pouvoir travailler dans les conditions optimales.

12. DEFIS ET LECONS APPRISES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Le processus de mise en œuvre du Programme PNAT-SNORNF est complexe. Près de trois ans (lancé le 13 mars 2019) après le démarrage officiel de ses activités, la mise en œuvre opérationnelle des activités phares telles que la cartographie participative et la solution CLS/CIRS n'a pas encore démarrée du fait des lenteurs dans le processus de passation des marchés dans les acquisitions des équipements et de contractualisation avec des prestataires agréés. Au regard de l'urgence qu'impose la situation, plusieurs défis et leçons ont été apprises notamment :

- La maîtrise des procédures : la mise en œuvre du programme nécessite la maîtrise du Manuel de procédures du programme par l'UGP et les entités du Programme. En effet, toutes les procédures de gestion administrative, financières, comptables, passation de marchés et suivi-évaluation sont contenues dans le Manuel de Procédures ;
- Nécessité d'une communication permanente : les échanges informels interpersonnel et inter entité, y compris avec le partenaire d'exécution (AFD) ont permis de faire avancer les dossiers qui semblaient parfois insurmontable. Les revues en « off » des dossiers sur les acquisitions ou sur les recrutements ont permis de gagner du temps dans le processus d'attribution des ANO de l'AFD et de lever certaines incompréhensions ayant entraîné des blocages source de retard dans la mise en œuvre du Programme ;
- Nécessité d'un renforcement permanent des capacités du personnel dans les domaines de la gestion des projets, du suivi comptable et financier ainsi que dans tous les domaines de haute technicité liés aux stations hydrométéorologiques (contrat TNC) et SNORNF (contrat CLS/CIRS) afin d'assurer une prise en main par les compétences locales ;
- Nécessité d'une simplification des procédures : avec le retard pris dans la mise en œuvre du Programme il est nécessaire d'accélérer le rythme quitte à augmenter des équipes sur le terrain afin d'atteindre les résultats escomptés. A cet effet, il est nécessaire de simplifier les procédures afin de réduire le temps des ANO.

13.CONCLUSION ET RECOMMADATIONS

Du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2021, les activités du programme ont été marquées par le démarrage des missions de terrain et l'organisation de l'atelier d'harmonisation des données. A noter également les résultats obtenus sur le recrutement du personnel, et des acquisitions de l'UGP et des entités,

Les activités du programme CAFI ont pris du retard durant l'année 2021. Ce retard est principalement dû aux au non approvisionnement de la caisse d'avance du Programme, qui a entraîné plusieurs mois d'arriérés de salaires et la suspension des activités de l'unité de Gestion du Programme (UGP) le 1^{er} juillet. Cette situation a perduré jusqu'en Octobre 2021 (soit 4 mois) jusqu'au préfinancement des arriérés de salaire par Le Ministère des Eaux et Forêts. Malgré la validation de tous les plans de travail par le troisième comité de pilotage (COPIL3), cette situation a entraîné un ralentissement des activités programmées et des retards supplémentaires dans le processus de mise en œuvre des activités programmées jusqu'en décembre 2021.

De façon spécifique, les activités du programme, au cours des quatre (4) trimestres, peuvent se séquencer de la manière suivante :

- **Le premier trimestre 2021** (Janvier, Février et Mars) a été marqué par la finalisation du rapport annuel d'activités 2020, l'élaboration du PTBA 2021 global et par entité, l'organisation de la micro-évaluation indépendante des activités de l'UGP et la cessation des activités du Coordonnateur de l'UGP le 31 Mars 2021.
- **A partir du mois d'Avril 2021**, l'intérim de l'UGP était assuré par le Responsable Suivi-évaluation. Au cours de ce trimestre (Avril, Mai et Juin), toutes les notes techniques des entités, le PTBA2021 et les plans de trésorière des entités ont été finalisées, et validées avec l'AFD. De même, le COPIL3 a été organisé le 31 Mai 2021 avec pour décision la validation de toutes les notes techniques et plans de trésorerie planifiés jusqu'en Décembre 2021.
- Avec la suspension des activités de l'UGP, **à compter du 1^{er} juillet 2021**, jusqu'au prochaine approvisionnement du Programme par l'AFD et malgré la poursuite des activités par les agences d'exécution (CNC, AGEOS, ANPN), le troisième trimestre 2021 (Juillet, Août et Septembre) a été une période sans réalisations.
- Enfin, **le quatrième trimestre 2021** (Octobre, Novembre et Décembre) a été ponctué par la reprise des activités de l'UGP (25 octobre 2021), la prise de fonction de la nouvelle Coordinatrice de l'UGP, le recrutement du nouveau RAF et de la Secrétaire. Les activités de mise en œuvre ont démarré par l'élaboration des plans d'actions des agents de l'UGP et des entités jusqu'en Décembre 2021.

Pendant cette période, plusieurs résultats ont été obtenus à savoir :

- Des avancées dans le processus d'acquisition du matériel et des équipements de l'UGP et des entités avec la livraison des 6 véhicules : à l'UGP (2 véhicules SUV), au CNC (2 véhicules SUV) et l'AGEOS (2 véhicule 4x4 de type wagon) ;
- L'organisation des missions de terrain pour le suivi-évaluation des activités dans cinq (5) départements de la province du Woleu-Ntem ;
- L'inventaires des ressources naturelles dans Woleu-Ntem et la Nyanga avec l'installation de 47 parcelles permanentes ;
- La communication et de consultations dans les deux (2) départements de la province de l'Ogooué-Lolo avec l'organisation d'un (1) Atelier provincial, de six (6) ateliers départementaux et la sélection de six (6) référents locaux ;
- De suivi-satellitaire de l'emprise spatiale des villages par drones dans 27 villages de la province de l'Estuaire ;
- La collecte des données pour la réalisation du masque forestier dans les provinces du Woleu-Ntem, l'Ogooué-Ivindo et le Haut-Ogooué ;
- La cartographie pilote dans 22 village de la province de l'Estuaires.
- Enfin, l'élaboration du PTBA2022, l'actualisation des notes techniques et des plans de trésorerie des entités à soumettre au COPIL de Janvier 2022.

En définitive, les activités du programme du 1^{er} au 31 décembre 2021 ont donné les résultats globaux suivants :

S'agissant des activités en rapport avec le PNAT : en dehors des recrutements et de acquisitions en matériels et équipements, Trois (3) missions de terrain ont été réalisées, soit deux (2) par l'équipe PNAT/CNC dans le cadre de la communication et consultations des parties prenantes au niveau national, provincial et départemental dans le WOLEU-Ntem et l'Ogooué-Lolo et une (1) dans le cadre de la cartographie pilote dans 22 villages de l'Estuaire. S'agissant des deux (2) missions de communication et consultation, un (1) atelier provincial et six (6) ateliers départementaux ont été organisés.

En ce qui concerne **les activités en rapport avec le SNORNE**, en dehors des recrutements et de acquisitions en matériels et équipements, des missions de terrain ont été organisées : L'AGEOS a organisé des missions de terrain dans le cadre de la cartographie de l'emprise spatiale des villages par drone sur 27 villages de l'Estuaire sur le suivi satellitaire des activités d'exploitation forestière, d'agriculture industrielle et vivrière, d'exploitation minière et de l'étalement rural et urbain dans le Woleu-Ntem, l'Ogooué-Ivindo et le Haut-Ogooué ;

L'ANPN, dans le cadre des activités de l'IRN a organisés deux missions d'installation des parcelles dans le Woleu-Ntem et la Nyanga. A l'issue de ces opérations, 47 parcelles ont été installées ;

En ce qui concerne l'UGP, en dehors du recrutement d'un nouveau Coordonnateur, d'un nouveau RAF, d'un RPM, d'une nouvelle Secrétaire, une mission de suivi-évaluation de l'activité de communication et consultations a été menée dans les cinq (5) départements de la province du Woleu-Ntem.

14.RECAPITULATIF DES LIVRABLES

Durant l'année 2021 plusieurs livrables ont été produits notamment les notes techniques, les rapports d'activités et de missions de terrain réalisés par l'UGP et les entités.

Le tableau suivant fait le récapitulatif des notes techniques, rapports d'activités et de missions de terrains produites par chaque entité selon l'activité pour l'année 2021 :

N°	Activité	Intitulé de la note technique
CNC https://www.dropbox.com/sh/j32uvu52vcjifbg/AACHB3hHLzq0Zcr75hDAX3XEa?dl=0		
01	Activité 1.1. Appui aux travaux de la CNAT et des sous-commissions	Note explicative sur la réalisation des missions en province en appui aux travaux de la CNAT
		Réalisation des missions en province en appui aux travaux de la CNAT
		Note explicative sur l'appui aux travaux de la CNAT ateliers de réflexion sur l'affectation des terres et ses impacts socio-culturels, économiques et environnementaux
		Note explicative sur l'appui aux activités des sous-commissions de la CNAT
		Appui aux travaux de la CNAT : Ateliers de réflexion sur l'affectation des terres et ses impacts socio-culturels, économiques et environnementaux
		Appui aux activités des sous-commissions de la CNAT
02	Activité 1.4. Communication et consultations au niveau national, provincial et départemental	Note explicative sur le renforcement de capacités des référents locaux PNAT
		Rapport d'évaluation des offres sur l'acquisition du matériel pour les référents locaux PNAT
		Missions de communication et consultations PNAT au niveau national, provincial et départemental
		Rapport de mission de communication et consultation des parties prenantes et recrutement des référents locaux dans 4 départements la province du Woleu-Ntem.
03	Rapport de mission CNAT	CNAT/Sous-commission Technique, CAISTAB-Facilitateur : Rapport de mission, Medouneu et Okondja (2-13 Aout 2021)
		Rapport de mission : Demande d'affectation de 100.0000 Ha de terres dédiées aux activités de la société Gabon Special Economic Zone (GSEZ Gabon) (décembre 2021)
		Rapport de mission : Demande d'affectation de 50 ha de terre pour l'extension des activités de la Société Gabonaise de Développement Agricole (SOGADA) (septembre 2021)
AGEOS https://www.dropbox.com/sh/j32uvu52vcjifbg/AACHB3hHLzq0Zcr75hDAX3XEa?dl=0		
01	Activité 1.3. Établir une Unité de cartographie et de gestion des données au sein de l'AGEOS	Note explicative pour la formation des personnels PNAT
		Note Explicative justifiant l'utilisation du budget de l'activité 1.3.4 « Acquisition et renouvellement de matériel informatique » du PNAT (Ligne Prodod 1.3.d)
		Rapport de collecte et d'analyse de traitement des données du secteur forêt (Juin 2021)
		Rapport de collecte et d'analyse de traitement des données du secteur Administratif (septembre 2021)
		Rapport de collecte et d'analyse de traitement des données du secteur Conservation (Mai-juin 2021)
		Rapport de collecte et d'analyse de traitement des données du secteur Hydrocarbure (Avril 2021)
02	Activité 2.6. Renforcement des capacités de l'AGEOS en matière de suivi de l'UTCF	Note explicative justifiant les missions des ingénieurs de l'AGEOS à SIRS pour le co-développement d'une méthodologie d'analyse des images satellitaires
03	Activité 2.2. Suivi (cartographie) satellitaire de l'emprise spatiale des villages	Note explicative sur la programmation des missions terrains pour la réalisation de la cartographie
		Rapport de mission « 2.2. Suivi (cartographie) satellitaire de L'emprise spatiale des villages » Mission test de drone (21 au 29 décembre 2021)
04	Activité 2.5. Cartographie des stocks et flux de carbone de la biomasse	Note explicative et termes de référence mission 2 de collecte de données pour le masque forestier
		Note Explicative sur les budgets prévisionnels 2021 pour le démarrage de l'Activité
05	Activité 2.3. Suivi satellitaire des activités d'exploitation forestière, d'agriculture industrielle et vivrière, d'exploitation minière et de l'étalement rural et urbain	Note descriptive des missions de vérification (Ligne A2.1.9. Réalisation de 4 missions de 10 jours par an de vérification au sol selon les besoins établis)
		Note explicative sur la reprise de la procédure d'acquisition des d'images THR dans le cadre du SNORNF
		Exposer les motifs de contractualisation directe entre l'Agence Gabonaise d'Etudes et d'Observation Spatiales (AGEOS) et GEOSPATIAL COMPANY (GEOCOM) pour un marché d'Achat des images centimétriques de très haute résolution (THR) pour l'appuyer les activités du Système National d'Observation des Ressources Naturelles et des Forêts (SNORNF)
06	Activité 2.1. Élaboration et application d'une méthodologie d'analyse des images satellitaires et de mise à jour des cartes et statistiques de changement du couvert forestier	Note explicative pour l'acquisition d'équipements supplémentaires au bénéfice du Réseau des Partenaires impliqués dans le SNORNF
		Note explicative sur la formation ArcGIS Serveur du personnel PNAT
		Rapport de mission « 2.1. Elaboration et application d'analyse des images satellitaires et mise à jour des cartes et statistiques de changement du couvert forestier » Mission de collecte de données pour la réalisation du masque forestier (07 au 15 décembre 2021)
		Rapport de mission

		« 2.1. Elaboration et application d'analyse des images satellitaires et mise à jour des cartes et statistiques de changement du couvert forestier » Mission de collecte de données pour la réalisation du masque forestier (21 au 29 décembre 2021)
ANPN https://www.dropbox.com/sh/j32uvu52vcjifbg/AACHB3hHLzq0Zcr75hDAX3XEa?dl=0		
01	Activité 1.7. Modélisation des impacts des changements climatiques et établissement d'un réseau de stations mixtes météorologiques et hydrographiques	Note justificative d'un contrat de service en gré-à-gré, sans publicité ni mise en concurrence préalable Entre l'Agence Nationale des Parcs Nationaux et « The Nature Conservancy » (TNC) Note technique relatif à l'acquisition des stations hydrométéorologiques
02	Activité 1.8. Elaboration de définitions et de directives nationales relatives aux zones à Haute valeur de conservation (HVC) et à hauts stocks de carbone (HSC)	Note sur la liste du matériel pour l'Herbier National du Gabon Note technique relative à l'atelier méthodologique HVC HSC
		Note sur la proposition de budget pour le fonctionnement de l'équipe de l'Herbier (avril - décembre 2021)
		Note sur le Programme de travail 2021 : ANPN/Herbier National du Gabon
		Note technique explicative aux missions de formation des équipes HNG dans la région de Libreville
		Organisation d'un atelier d'élaboration de définitions et de directives nationales relatives aux forêts à HVC et à HSC
03	Activité 2.4. Mise en place d'un Inventaire des ressources naturelles (IRN) sur le terrain	Note justificative d'un contrat de service en gré-à-gré, sans publicité ni mise en concurrence préalable Entre l'Agence Nationale des Parcs Nationaux et le Centre National de Recherche Scientifique et Technologique du Gabon (CENAREST) Rapport de mission « achèvement de l'établissement des parcelles d'IRN » (Mars 2021)
04	Activités ANPN	Note sur le Programme de Travail et Budget pour l'Année 2021 Note pour appuyer le fonctionnement général ANPN/CAFI Note sur le fonctionnement des véhicules ANPN
05	Activité 1.5. Cartographie villageoise participative de l'utilisation des terres et des régimes fonciers ruraux	Programme de travail des missions de cartographie participative pour l'année 2021
06	Activité 2.4. Mise en place d'un Inventaire des ressources naturelles (IRN) sur le terrain	Programme des missions de terrain 2021 IRN Note Technique sur la Communication du réseau de placettes (impression, traduction, édition)
UGP https://www.dropbox.com/sh/j32uvu52vcjifbg/AACHB3hHLzq0Zcr75hDAX3XEa?dl=0		
01	Activité 3.3. Fonctionnement et missions spécifiques de l'UGP	Note justificative sur les 6 missions de suivi-évaluation
		Note explicative sur le renforcement des capacités du personnel de l'UGP et les référents
		Note sur la mise en place d'une assurance maladie
02	Manuel de procédures du Programme	Note sur la procédure de fonctionnement des véhicules du Programme
03	Rapport d'activités du Programme	Rapport trimestriel d'activités N°8
		Rapport trimestriel d'activités N°9
		Rapport trimestriel d'activités N°10
		Rapport trimestriel d'activités N°11
		Rapport annuel N°3 (2021)

15.ANNEXES

Répertoire photos par activité

https://www.dropbox.com/sh/iv3f9ir3t7696d3/AACfF5rQZyqPHUsJsGAc_iGOa?dl=0

ⁱ En accord avec la fréquence de rapportage de cet indicateur